

UNIVERSITÉ TOULOUSE JEAN-JAURÈS
MASTER Politiques Environnementales et Pratiques Sociales
Département de sociologie
Mémoire de fin d'étude soutenu par Emma PUTHINIER

Les centres sociaux à l'aune des préoccupations écologiques et citoyennes : enquête sociologique en Charente-Maritime



Commanditaire : Fédération des Centres Sociaux de Charente-Maritime
Stage financé par la chaire Participations Médiation Transition Citoyenne de La Rochelle Université

Encadrant : Christelle MANIFET



REMERCIEMENTS

L'écriture de ces remerciements marque définitivement la fin de ce mémoire et, plus largement, la clôture de mes années de master PEPS. Deux années qui ont été aussi inattendues que riches en enseignements, en rencontres et en découvertes.

Alors je commencerai par remercier mes camarades qui ont participé à rendre l'expérience pas seulement nourrissante, mais réjouissante aussi. Ma gratitude va également à l'ensemble de l'équipe pédagogique qui nous a accompagné.es, en particulier à Laurent Gaissad pour l'infini de ses réflexions et de sa curiosité qu'il a su nous partager, sans oublier Geoffrey Carrère pour la qualité de ses enseignements et son regard bienveillant.

Il m'est aussi indispensable de remercier Christelle Manifet pour son accompagnement tout au long de ce stage : son soutien et son expérience rochelaise m'ont permis de garder un peu de familiarité dans ce nouvel environnement. Je tiens également à exprimer ma gratitude à Gabriel Montrieux pour son suivi attentif et ses conseils.

Les six mois sont passés vite et pourtant, j'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreuses personnes. Alors merci à tous.tes celles et ceux que j'ai croisé.es sur mon chemin, et un merci particulier aux équipes des centres qui m'ont ouvert leurs portes à plusieurs reprises et qui n'ont jamais rechigné à répondre à mes questionnements. Merci pour ces discussions dont la richesse a bien des fois dépassé le cadre strict de ma recherche. Merci aux administrateur.rices et à l'équipe de la FD17 pour leur accueil: Les co-présidents, Sylvie et François ; Christine ; Catherine pour tous ces projets sociaux qu'elle m'a envoyés ; Jocelyne et les interludes musicaux qui ont ponctué les journées laborieuses ; Jérôme, bien sûr, pour sa présence taquine et sa lecture toujours riche des missions des centres sociaux ; et enfin Barbara, pour sa présence tout au long du stage et la finesse de ses analyses qu'elle a daigné partager avec moi, "simple stagiaire", et ses conseils lors de l'écriture du rapport.

Enfin merci à Carole pour l'accueil, la gentillesse et le prêt de machine à laver, merci à ma famille qui m'a accueillie et nourrie (et supportée) pour la dernière ligne droite, merci à Thibault de m'avoir rassurée depuis sa tente en pays écossais, et merci à ma maman de s'être prêtée au jeu de la relecture même si ce ne sont que des "sciences molles".

And last but not least comme ils disent : merci François, merci pour la maison, pour le vélo, pour le pineau, mais surtout merci pour ton regard bienveillant, tes convictions et cette gentillesse taquine. Ni l'enquête, ni mon séjour rochelais n'auraient été les mêmes sans ces temps passés à discuter avec toi.

Ah si, j'oubliais un dernier remerciement - pas uniquement de ma part mais de la part de tous.tes celles et ceux qui s'aventureront dans la lecture de ce mémoire. Merci à Jeanne pour sa relecture au peigne fin, et désolée encore pour ces "s" oubliés et ces "là" qui ne voulaient pas quitter la page.

RÉSUMÉ

Ce mémoire entreprend d'interroger la manière dont les centres sociaux de Charente-Maritime articulent leurs missions traditionnelles de solidarité et de démocratie avec l'urgence environnementale. Dans un contexte de crises multiples (démocratiques, économiques et écologiques), l'enquête sociologique menée auprès acteur.rices du réseau met en lumière la diversité des engagements et des positionnements vis-à-vis des questions de citoyenneté et d'écologie.

Cette recherche examine les tensions autour de la notion d'engagement - entre neutralité et militantisme - ainsi que celles entourant la notion d'écologie - entre écologie dominante et écologie critique. Elle cherche à comprendre comment l'écologie peut contribuer à réunir les conditions nécessaires à l'émergence d'un positionnement collectif capable d'articuler justice sociale et urgence environnementale.

ACRONYMES

CSC = Centre Socioculturel

FD17 = Fédération des Centres Sociaux de Charente-Maritime

FCSF = Fédération Nationale des Centres Sociaux de France

QPV = Quartier Politique de la Ville

PS = Projet Social

DSL = Développement Social Local

AAP = Appel à Projet

CNAF = Caisse Nationale des Allocations Familiales.

CAF = Caisse d'Allocations Familiales.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	1
RÉSUMÉ	2
ACRONYMES	3
SOMMAIRE	4
Introduction	7
Partie 1 : Problématisation	8
I. La fédération des Centres Sociaux de Charente-Maritime à l'épreuve de l'articulation des nouveaux défis du temps présent	8
A. La FD17	8
B. Au carrefour de trois “nouveaux défis”: économique, démocratique et environnemental	11
a. Défi économique: responsabilité budgétaire et intervention sociale	11
b. Défi démocratique: divisions sociales et politiques et lien social	12
c. Défi environnemental: intégrer les bouleversements écologiques dans l'intervention sociale et politique	12
C. Un réseau de 24 CSC : territorialisation et écologisation	13
II. La volonté d'un repositionnement démocratique et écologique: histoire, pouvoir d'agir et appropriations inégales de l'enjeu écologique.	15
A. L'historicité de la politique d'intervention des centres sociaux	15
a. L'origine des centres sociaux: famille, voisinage et paix sociale : le socle des “oeuvres sociales”	15
b. La seconde moitié du XXe: professionnalisation du secteur de l'animation socio-culturelle et évolution des modes de financements	16
c. Aujourd'hui: le pouvoir d'agir face à un “apolitisme” présumé	17
B. L'accompagnement sociologique	18
a. Le politique	18
b. L'écocitoyenneté	19
c. L'agentivité et le pouvoir d'agir	19
C. La question écologique et son appropriation inégale par les CSC	21
a. L'enjeu du diagnostic écologique du réseau	21
b. Articuler écologisation et politisation	22
Partie 2 : Méthodologie	23
I. Introduction de la méthodologie	23
II. Dispositif de recherche	24
III. Outils et techniques de collecte et analyse des données et considérations éthiques	25
IV. Positionnement de chercheuse et réflexivité	26

Partie 3 : Résultats	28
I. Des formes d'engagement plurielles : entre service, action sociale et mission politique	28
A. Une pluralité d'entrées dans l'engagement et de l'évolution de ces derniers dans les CSC	28
a. Diversité des parcours d'entrée :	28
b. Constructions individuelles de l'engagement	30
B. De la notion d'engagement à celle de militantisme: un passage inéluctable ou impensable	33
a. L'engagement, une notion centrale mais flottante et floue	33
b. Le militantisme: une notion perçue comme trop idéologique qui fait moins consensus	36
C. Des tensions dans la politisation de l'animation socioculturelle	39
a. Pressions institutionnelles	39
b. Des limites structurelles à la politisation des CSC	40
c. Entre refus d'une posture confrontationnelle et revendication de la dissidence	42
II. L'écologie : un enjeu complexe qui trouble les repères et réinterroge l'action	43
A. Une notion qui touche au personnel, porteuse de tensions/contradictions	43
a. Écologie, une notion perçue à travers des prismes différents qui devient floue, peu unificatrice	43
b. Des approches contraires qui coexistent dans le réseau: approche expérientielle VS approche systémique	45
c. L'écologie, une notion perçue comme vague, clivante ou dévoyée	47
d. La crise écologique, une notion ambivalente et dissonante	49
B. Écologie et justice sociale : une articulation inégale mais centrale	50
a. La triple injustice environnementale perçue par le réseau	50
b. Tension entre impératifs écologiques et contraintes sociales	52
c. Difficulté de faire de l'écologie un objet partagé au sein des CSC	53
d. Une écologie qui subit la hiérarchisation des urgences (sociales et économique)	54
III. L'écologie comme levier de clarification politique dans les CSC	54
A. Un contexte de revalorisation du rôle (politique) des CSC : du service à la mission ?	55
a. L'écologie et les CSC : pas un terrain de prédilection pourtant un objet pertinent pour leur mission sociale	55
b. Entre tentative de renouvellement et réaffirmation d'une mission originelle : introduction et usages du PA et son articulation à l'objet écologique	55
c. L'écologie, une entrée pertinente pour interroger la repolitisation du réseau	57
B. L'écologie comme catalyseur de politisation ?	58
a. À la croisée de trois crises (démocratique, financière et écologique) : un moment potentiellement structurant pour revisiter la mission des CSC	58
b. L'écologie, un objet politique car conflictuel	59
c. Redéfinition du rôle des CSC : La mission écologique comme voie de relégitimation politique des centres sociaux	60
Conclusion	62

Opérationnalité de la recherche pour le commanditaire	63
I. Rappels de la commande	63
II. Résultats principaux de l'enquête	63
• Une appropriation variable de l'écologie	63
• Des représentations plurielles de la citoyenneté	63
• Une tension entre inclusion et politisation	63
• Un potentiel de transformation sociale	63
III. Pistes opérationnelles pour la FD17	64
• Point formation et accompagnement	64
• Point valorisation de l'existant	64
• Articuler écocitoyenneté et démocratie	64
• Veiller à l'accessibilité des actions écologiques	64
• Soutenir les coopérations territoriales	64
IV. Conclusion	64
Bibliographie	65
Ouvrages	65
Chapitres d'ouvrages	65
Articles	65
Articles (recueils ou critiques)	66
Articles en ligne	66
Documents institutionnels	66
Annexes	67

Introduction

Dans un contexte où les bouleversements climatiques participent à interroger en profondeur nos modes de vie et nos pratiques sociales, les structures de proximité telles que les centres sociaux ne peuvent se soustraire aux réflexions écologiques. C'est parce qu'ils sont appelés à investir cette thématique que la fédération des centres sociaux de Charente Maritime a commandé une enquête sociologique visant à établir un diagnostic des pratiques en matière de transition écologique et citoyenne dans son réseau. La commande initiale se concentre donc sur le champ environnemental, sans toutefois s'y limiter : il n'est pas seulement question d'évaluer, de comprendre et d'analyser la manière dont les centres sociaux intègrent les enjeux écologiques dans leur quotidien, mais aussi d'interroger des dynamiques plus politiques, à l'image des nouvelles formes de citoyenneté qui se jouent dans ces espaces.

Au-delà de l'urgence écologique, le réseau se retrouve face à d'autres défis à relever : économiques et sociaux. Les nouveaux défis sont liés notamment à la contrainte financière accrue qui pèse sur les politiques sociales, aux nouvelles modalités de pilotage inspirées du management et du néolibéralisme, mais aussi à des évolutions sociétales plus larges, qui viennent complexifier leur action : montée des extrémismes, renforcement de l'individualisme, multiplication des situations d'isolement et fragilisation du lien social. Or, la mission première des centres sociaux est précisément de "faire commun", de créer des espaces de solidarité et de démocratie locale.

L'analyse proposée dans ce mémoire ne se limite donc pas à un état des lieux de l'écologisation des centres sociaux : elle cherche à comprendre comment la question environnementale s'articule avec ces autres enjeux, et en quoi elle peut, paradoxalement, devenir un levier pour redonner sens, légitimité et force politique à l'action des centres sociaux. C'est à cette intersection - entre transition écologique et transformations sociales - que se situe cette recherche.

C'est à ce titre que j'interviens : à la croisée entre questionnements centrés sur l'écocitoyenneté et un regard sociologique attentif aux conditions de mise en œuvre de nouvelles pratiques, mais aussi aux tensions, contraintes et perspectives plus globales qui traversent les structures du réseau départemental. Cette étude s'inscrit dans le champ de compétence de mes études en master PEPS¹, une formation visant à professionnaliser des acteur.rices capables d'accompagner les transformations sociales induites par les défis contemporains - notamment ceux liés à la question environnementale - en mobilisant les outils de l'enquête sociologique.

Afin de répondre à la commande, je commencerai par présenter la problématisation de l'enquête, puis son cadre méthodologique, avant d'en proposer une analyse des résultats.

¹ Politiques Environnementales et Pratiques Sociales

Partie 1 : Problématisation

I. La fédération des Centres Sociaux de Charente-Maritime à l'épreuve de l'articulation des nouveaux défis du temps présent

A. La FD17

La demande d'intervention sociologique s'est faite à l'initiative de la fédération des centres sociaux de Charente-Maritime. Il s'agit d'une association loi 1901, créée en 1970 et qui est elle-même adhérente à la Fédération nationale des centres sociaux de France (FCSF). Elle a été conçue suite à une dynamique fédératrice entre plusieurs centres sociaux de La Rochelle entre 1968 et 1970. Le projet de fédération, soutenu par la Caisse d'allocations familiales et encouragé par la FCSF, a donc pu voir le jour et c'est donc depuis 1970 que la fédération départementale des centres sociaux de Charente-Maritime existe. Elle regroupe 24 centres sociaux et un espace de vie sociale, présents sur l'ensemble du territoire départemental de Charente-Maritime (voir la carte ci-contre).

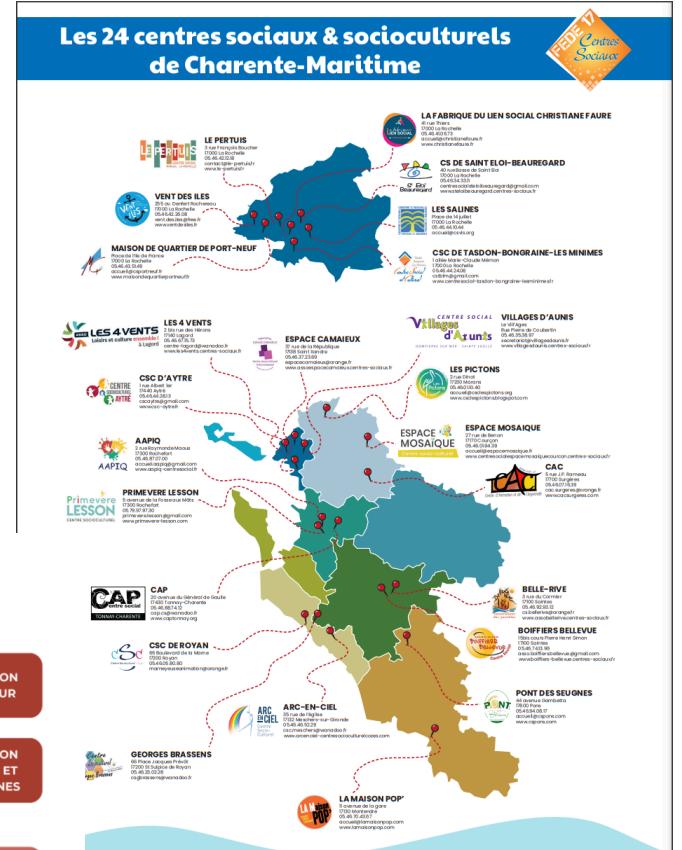
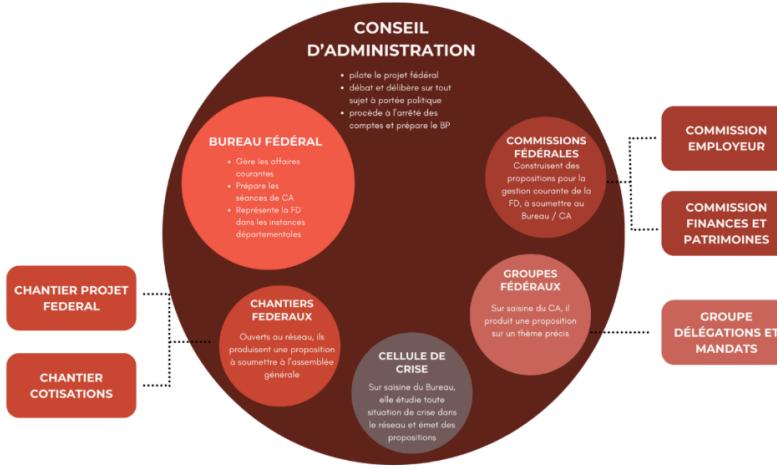


Schéma des différentes instances pilotant la FD17²

Du fait de son statut associatif, la FDI7 est dirigée par un conseil d'administration, composé à la fois de salarié.es du réseau et de bénévoles de centres sociaux fédérés. Au sein de ce CA qui discute des enjeux politiques, pense les axes du projet fédéral, et valide les comptes de l'association, on retrouve un bureau, des commissions, groupes et chantiers qui se concentrent sur des points plus précis.

La fédération départementale identifie sur son site officiel cinq missions principales autour desquelles elle souhaite orienter son activité sur les prochaines années :

² Schéma provenant du site de la FCSC17 <https://charentemaritime.centres-sociaux.fr/instances/>

- Animer le réseau départemental de Charente-Maritime : diffuser l'information entre pairs professionnels et bénévoles, repérer les besoins du réseau et proposer des formations thématiques.
- Faire du plaidoyer : elle représente l'ensemble de ses adhérents afin de porter leur parole à une échelle plus globale sur l'ensemble des problématiques, allant de la justice sociale aux questions démocratiques.
- Développer l'ingénierie : construction de méthodes et outils pour que les centres sociaux développent leur expertise (guides pratiques, outils de gestion, etc.).
- Accompagner les centres sociaux du réseau: aide à l'élaboration et à la réalisation des projets sociaux des centres, soutien à la gestion de crise (financières, RH, etc.).
- Piloter et participer aux projets d'envergure départementale : déploiement de projets en réponse aux besoins sociaux des habitants du département, participation à la construction de politiques publiques départementales.

À l'image des centres sociaux, la fédération n'agit pas sans réflexivité mais respecte au contraire des principes d'action à la fois ancrés dans son histoire et ses valeurs, elle se retrouve mise au défi sur son adaptabilité face aux problématiques du présent et doit s'appuyer sur des concepts précis dans la relation à ses propres missions : l'éducation populaire, le développement social local (DSL) et le développement du pouvoir d'agir. L'éducation populaire travaille sur l'émancipation des populations, le DSL vise à inciter les habitant.es à devenir acteur.rices et le développement du pouvoir d'agir travaille à la prise de conscience de leur capacité d'action, chacun de ces concepts s'inscrit donc dans un projet qui articule l'individu et les collectifs. Ces concepts, qu'il s'agisse de l'éducation populaire et son travail sur l'émancipation des populations, ou du DSL, visent à inciter les habitant.es à devenir acteur.rices du développement de leur territoire. Il en est de même avec le développement du pouvoir d'agir qui travaille à la prise de conscience de la capacité d'action d'un individu pour modifier ses conditions de vie. L'ensemble de ces outils présents dans le réseau s'inscrivent dans un projet politique qui articule sans cesse l'individu et les collectifs auxquels il appartient.

En 2024, le nouveau projet fédéral a débuté. Cette “boussole fédérale 2024-2030³” a été construite dans la volonté de répondre à trois défis sociétaux principaux : le *défi civilisationnel* ou autrement dit les nombreuses fractures sociales traversant notre société, le défi éthique, avec notamment la place montante de l'intelligence artificielle potentiellement synonyme d'innovation mais aussi de dérives, et enfin le défi environnemental. Ce projet reprend à la fois les objectifs que se fixe la fédération régionale, les principes d'action et les quatre intentions principales. Chacune de ces intentions s'inscrit dans 3 ambitions explicitement définies dans le projet, à savoir :

- participer à “la fabrique de solutions citoyennes face aux enjeux du changement climatique”.
- “agir pour une démocratie ouverte” dans l'objectif d'améliorer la justice sociale.
- solidifier ses principes d'action évoqués précédemment plus haut (éducation populaire, DSL, pouvoir d'agir).

Afin de relever ces défis, la fédération se propose d'être un acteur de proximité (géographique et relationnelle), à la fois inspirant, moteur et ambitieux. Elle souhaite faire évoluer sa posture et son fonctionnement afin d'approcher les principales problématiques sociales sous un angle nouveau. Ce projet s'étalant sur 6 ans, quelques dates clés sont relevées, dont une qui est centrale à l'étude : l'année 2028 qui marque la date butoire de l'implication de l'ensemble du réseau sur les questions climatiques. La fédération, à travers son projet, partage son ambition de faire de l'objet écologique un point central des réflexions fédérales. La commande de l'enquête est concomitante à cette volonté, puisque le travail de recherche se veut être un

³ [projet FDCSC17_boussole-fédérale-2024-2030](#)

premier outil pour comprendre les dynamiques écologistes existantes sur le réseau. Il est légitime de s'interroger sur la position de la FD17 dans ces réflexions sur l'écologie. Sa vision semble alignée à celle de la FCSF : on y retrouve une volonté d'articuler le combat pour la justice sociale à celui de la transition écologique et la prise en compte de l'urgence de cette thématique. Cependant, la FD17 se retrouve vite freinée par les réalités variées du terrain départemental et de son fonctionnement qui se veut horizontal : il n'y a pas d'unité sur le réseau départemental en termes d'implication ou d'intérêt porté à la question écologique. Même si la fédération souhaite agir, et souhaite qu'il s'agisse d'une décision prise par l'ensemble des acteur.rices (par le biais de leur représentant.es au CA), elle se retrouve également limitée, à la fois attendue pour donner la note à suivre et critiquée si elle le fait au nom des centres. On observe à la FD17 un véritable "*paradoxe*"⁴ dans l'attente des centres vis-à-vis de leurs fédérations : s'ils ne souhaitent pas qu'on leur dise explicitement la démarche à suivre, ils demandent à ces instances d'être capables d'insuffler une dynamique collective sans pour autant tomber dans une posture descendante.

L'intervention sociologique sollicitée est en lien avec les bouleversements cumulés de l'environnement d'action. Ces bouleversements impliquent la conduite d'un diagnostic approfondi de la situation. Dans un environnement instable où les anciens besoins demeurent et de nouveau apparaissent, l'objectif du stage était d'abord de produire de la connaissance sur les changements qui s'opèrent dans les rapports à la citoyenneté telle qu'elle s'exprime dans les centres sociaux à l'aune des préoccupations environnementales. Ces connaissances seront mises à profit pour construire une voie de repositionnement stratégique pour le réseau, qui reste à la fois fidèle aux valeurs et aux missions premières des CSC. L'étude sociologique s'impose donc d'abord comme un outil pour saisir ce nouvel environnement d'action. Le travail de recherche a été ainsi réfléchi auprès des trois cohortes d'acteur.ices composant ces structures associatives : les habitant.es (cible des actions), les administrateur.rices (porteur.euses et/ou ambassadeur.rices des actions dans les centres sociaux), les salarié.es (animateur.rices du réseau fédéral), afin d'avoir une vue la plus complète possible. En effet, cette prise en compte conjointe des différents groupes devrait ainsi permettre de saisir les enjeux, attentes et réflexions de chacun.e - peu importe l'échelle d'action qui lui est disponible - afin d'obtenir une vision globale de ce qui se joue dans le réseau et ainsi participer à la création d'une voie collectivement acceptable, économiquement tenable, socialement pertinente et écologiquement adaptée pour le réseau des centres sociaux.

Prendre le parti de s'appuyer sur la recherche afin d'affronter les problématiques sociales actuelles est une stratégie affirmée de la fédération. La fédération fait ainsi un pas de côté, parfois difficile à réaliser lorsque les acteur.rices de terrains sont plongé.es dans leur quotidien, avec ses échéances et ses urgences. Elle devient d'autant plus utile pour la question environnementale qui peut se retrouver facilement déléguée au second plan lorsque le réseau traverse une période de crise, ce qui, nous le verrons, est le cas en ce moment. C'est ce que nous partage ce.tte employé.e de la FD17.

"On a aussi besoin de s'armer intellectuellement pour comprendre de quoi il s'agit quand on a, par exemple, à faire à de la résistance. Pourquoi les gens résistent ? De quoi ça parle, la résistance ? On peut parler de plein de trucs. Ou pourquoi là, ça marche et là, ça ne marche pas ? [...] Donc, nous, on a besoin, les salariés, je pense, et aussi nos administrateurs [...] on a besoin d'avoir un peu de notions sur la complexité du truc. Tu vois ? Plus t'as de visibilité sur pourquoi c'est complexe, qu'est-ce qui est en jeu dans cette affaire-là, plus tu peux rouler avec des résistances dans les centres. Et mieux tu peux les accompagner." [FDSI]

"On peut avoir toutes ces questions-là quand tu es dans le flux de l'action [...] tu n'as pas le temps de te poser des questions, de te nourrir intellectuellement en bouquinant... Moi, ça fait quand même quelques mois que je n'ai pas lu un bouquin [...] Donc, avoir quelqu'un comme toi qui vient nous rendre compte ou renvoyer des questions, nous faire part d'observations, [...] c'est ça qu'on attendait aussi du stage. [...] Ce qu'on sait, c'est [...] qu'il faut que ce soit nourrissant. Il faut que la restitution finale soit nourrissante pour le réseau. Je ne sais pas quelle forme ça prendra." [FDSI]

⁴ "le 6 février 2025 avec cette attente qu'ont certains centres sociaux qui veulent que la FSCF dise quelle voie à prendre, or c'est ni l'adn, ni la philosophie d'action des fédérations, et c'est pareil pour nous" [FDSI]

B. Au carrefour de trois “nouveaux défis”: économique, démocratique et environnemental

a. Défi économique: responsabilité budgétaire et intervention sociale

Depuis des années, les centres sociaux sont confrontés à des difficultés économiques qui ne font que s'accroître. Ils se trouvent dans un contexte financier dans lequel les charges sont à la hausse et les besoins en actions sociales sur les territoires (augmentation de pauvreté, vieillissement de la population, densification des habitants, etc.) s'intensifient. L'année dernière, une nouvelle grille des salaires a été décidée par Elisfa, le syndicat employeur de la branche professionnelle des acteurs du lien social et familial. Elle visait une revalorisation légitime et attendue des rémunérations des professionnel.les de l'animation socio-culturelle. Seulement, cette dernière a des conséquences directes pour les centres sociaux, qui observent une augmentation significative du coût salarial global. Parallèlement, alors que les charges, elles, augmentent, les centres sociaux, à l'image de nombreuses autres associations en France, sont confrontés à une baisse générale de leurs financements publics. Encore cette année, ce sont 8 milliards en moins sur le budget de la sécurité sociale dans les lois de finance 2025, ce qui entraîne une réduction des budgets de la CNAF et par conséquent, des CAF, qui supportent à hauteur d'un tiers les budgets des centres sociaux du territoire de Charente-Maritime. De même, concernant le budget alloué aux collectivités territoriales, qui se retrouve amputé de 2 milliards d'euros à l'échelle nationale, ce qui impacte directement les budgets que les communes ou agglomérations de communes pourront allouer aux centres sur leur territoire. Un autre pan de cette crise économique s'explique par la forme qu'ont prise les financements publics au tournant des années 2000, avec “le gouvernement à distance”⁵ et la place croissante prise par les appels à projets. En effet, alors que ces structures bénéficiaient historiquement de subventions de fonctionnement pérennes, leur financement repose aujourd'hui de plus en plus sur des appels à projets. Cette évolution des modes de financement fragilise leur équilibre budgétaire: leur caractère ponctuel, thématique et conditionné selon des priorités définies par les financeurs, plutôt que par besoins réels des territoires ou les sensibilités propres à chacun des centres. Les centres sociaux se retrouvent ainsi dans une situation d'incertitude chronique, obligés de consacrer une part croissante de leur temps à la recherche de financements et à la gestion administrative. Cette logique introduit également de la concurrence entre structures associatives, renforçant les inégalités entre celles disposant de ressources pour monter des dossiers normés et celles ayant une maîtrise plus partielle des codes des financements publics. Ce pilotage centralisé met ainsi en péril la continuité des missions sociales essentielles aux CSC en confinant l'action des centres sociaux à un champ de *quasi-services publics*. Ils se retrouvent cadrés par des logiques de financement public, ce qui fragilise leur indépendance et les éloigne d'un pan de leur mission initiale qui vise la reconfiguration du champ social.

Ce contexte de crise n'est pas confiné à l'année 2025, mais plane au-dessus du réseau depuis des années. Le 31 janvier 2024 a marqué un événement majeur pour le réseau : l'ensemble des centres de Charente-Maritime se sont rassemblés lors d'une mobilisation sous le slogan “Fermer un jour pour ne pas fermer toujours”⁶. L'objectif était alors d'alerter à la fois les partenaires, les pouvoirs publics et les habitants de l'état financier des centres et de l'avenir incertain de ces structures si rien ne venait à changer. Quelques chiffres peuvent nous permettre de comprendre l'ampleur du problème sur le département 17 : l'année 2023 s'est terminée avec un déficit de 103 000 euros pour le réseau départemental, et selon les prévisions faites en 2024, le déficit en 2025 pourrait excéder le million d'euros⁷. Face à l'ampleur des difficultés économiques touchant l'ensemble du réseau, même de manière inégale, une seconde crise, moins bruyante parfois, s'est retrouvée eclipsée ces dernières années mais a récemment fait son apparition et habite aujourd'hui les réflexions du réseau : la crise démocratique.

⁵ Epstein, 2005

⁶ <https://charentemaritime.centres-sociaux.fr/centres-sociaux-en-danger-appel-a-mobilisation-le-31-janvier/>

⁷ estimations partagées par les co-présidents de la FD17 lors la conférence de presse tenue pendant la journée “anniversaire” de la manifestation du 31 janvier 2024

b. Défi démocratique: divisions sociales et politiques et lien social

Suite aux élections législatives de juin 2024 et des résultats sans précédent de l'extrême droite, le besoin d'interroger le rapport au politique des habitant.es côtoyant les centres sociaux est apparu comme un enjeu majeur pour la Fédération des Centres Sociaux de Charente Maritime (FDCSC17). C'est face à un paysage politique français marqué par une grande instabilité au lendemain de ces élections⁸ que le réseau dans son ensemble, non seulement la fédération départementale mais aussi la fédération nationale, a dû s'attarder sur l'enjeu démocratique. Ces résultats ont montré combien les valeurs centrales des centres sociaux⁹, à savoir la "dignité humaine", la "démocratie" et la "solidarité", se trouvaient menacées par la montée de politiques austères et discriminantes. Il est alors apparu nécessaire à la FD17 de travailler sur les actions que les centres sociaux sont capables de mettre en place afin de resserrer cette faille socio-politique, d'assainir les relations, et de relancer le dialogue social et démocratique, le tout en réaffirmant, peut-être plus fermement, ou du moins plus clairement, les valeurs fondamentales de ces lieux.

En prenant en compte cette dynamique électorale, qui traduit la normalisation de l'extrême droite et de ses discours xénophobes et discriminants, le réseau national a compris combien ses structures pouvaient jouer un rôle clé. En effet, non seulement ces structures travaillent aux liens sociaux, qui sont autant de remparts contre les tensions croissantes dans le climat social actuel, mais elles luttent également contre la désinformation. L'idée était donc de rendre aux centres sociaux, même s'ils l'ont encore parfois de manière très inégale, la capacité de proposer des espaces propices au débat public, au développement de l'esprit critique et à la culture du dissensus. Chaque citoyen.ne doit pouvoir être informé.e des réalités politiques derrière les institutions de la cinquième République et des différents partis afin d'être suffisamment équipé.e pour être acteur.rice de sa citoyenneté. Ainsi, les épisodes politiques de 2024 ont permis de mettre en exergue combien, face à un système démocratique imparfait¹⁰, et un contexte politique en crise, il était nécessaire que les CSC investissent le champ des réflexions politiques. C'est pour cela que travailler sur ces espaces de démocratie locale et directe semble redevenir une mission centrale pour une partie des centres sociaux.

c. Défi environnemental: intégrer les bouleversements écologiques dans l'intervention sociale et politique

Face à l'ampleur de cette crise démocratique prise de front dans le réseau des centres sociaux - que ce soit à l'échelle nationale avec la FCSF, ou départementale avec la FD17 - une autre crise se retrouve alors étouffée, ou tout du moins relayée à l'arrière-plan : la crise climatique. Aujourd'hui, la corrélation entre injustices sociales et environnementales n'étant plus à démontrer¹¹ ; des associations, à l'image des centres sociaux, dont l'essence même est de lutter contre les inégalités sociales, peuvent difficilement ignorer les inégalités environnementales. La fédération départementale de Charente-Maritime a pris la décision de s'attarder sur les problématiques environnementales : l'objet "environnement et climat" fait partie des ambitions inscrites dans le dernier projet fédéral 2024-2030. Elle dit souhaiter que, d'ici 2030, un "maximum de salarié.es et bénévoles soient sensibilisé.es aux enjeux du changement climatique", et souhaite étoffer " l'offre de formation/action sur la transition écologique"¹². L'ambition est bien de "prendre [leur] part à la fabrique de solutions citoyennes face

⁸ Des élections qui ont conduit le Président de la République à dissoudre l'assemblée Nationale, laissant alors le pays sans gouvernement pleinement opérationnel sur une durée de 130 jours

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/06/09/qu-est-ce-que-la-dissolution-de-l-assemblee-nationale_6238345_4355770.html

⁹ Telles qu'elles sont énoncées dans le projet de la FCSF de 2024:

<https://www.centres-sociaux.fr/files/2024/05/Socle-Politique-Projet-Federal-2024-2032.pdf>

¹⁰ L'Indice de Démocratie 2024 de l'EIU classe les pays selon cinq critères : Processus électoral et pluralisme (élections libres et équitables). Fonctionnement du gouvernement (transparence et efficacité). Participation politique (engagement citoyen). Culture politique (adhésion aux valeurs démocratiques). Libertés civiles (droits fondamentaux, liberté de la presse).

¹¹ Yoann Demoli et René Llored, "Chapitre 4 : L'environnement face aux inégalités sociales", dans Sociologie de l'environnement (Paris : Armand Colin, 2024), 89-112.

¹² Projet fédéral : "la boussole fédérale 2024-2030"

aux enjeux du changement climatique¹³”, une dynamique déjà lancée au vu de la multitude d’actions menées sur cette thématique¹⁴. Il semble important de noter que cette ambition est partagée à l’échelle nationale : en effet, la FCSF soutient que le réseau des centres sociaux doit, “sur l’ensemble du territoire français, participer à la transformation écologique, sociale, solidaire et citoyenne”¹⁵. Cette volonté a été réaffirmée lors du congrès à Lille en mai 2023. La FCSF a également souligné l’impossibilité de s’attaquer à la transition écologique sans prendre en compte les transformations sociales et politiques nécessaires. Pour elle, cette urgence ne peut être abordée que si les habitant.es eux.elles-mêmes portent cette transformation écologique, politique et sociale, en fonction de leurs propres problématiques, vécus, besoins et territoires.

Mais qu’en est-il sur le terrain ? Quelle place occupent réellement les centres sociaux sur cette thématique-là ? La fédération nationale soutient que, de manière plus ou moins revendiquée et conscientisée, ces derniers sont déjà des acteurs bien ancrés, et ce dans de nombreux domaines : “dans les mobilités durables, partagées et solidaires ; le réemploi, le recyclage et l’économie circulaire ; le rapport au vivant et la préservation de la biodiversité ; l’alimentation et les circuits courts, ou encore les pratiques internes, l’énergie et l’habitat”¹⁶. Si la question environnementale n’apparaît pas forcément dans les discours ou les projets sociaux, elle n’est pour autant pas étrangère à ces terrains.

C. Un réseau de 24 CSC : territorialisation et écologisation

Les 24 centres sociaux et l'espace de vie sociale nouvellement fédéré sont répartis sur l'ensemble du département de Charente-Maritime. Même s'ils appartiennent à un réseau commun, chacun garde ses particularités, qu'il s'agisse de son histoire, de son projet social ou encore de son territoire d'action. Cependant, malgré ces spécificités, il est important de définir ces espaces dans ce qu'ils ont de commun. D'après les premiers échanges que j'ai eus avec les principaux et principales concerné.es, le centre social est avant tout un lieu d'accueil inconditionnel pour les habitant.es. Ils portent en eux des valeurs démocratiques qui se prolongent jusqu'aux modalités d'intervention. Et même si, de nos jours, ils peuvent être perçus de l'extérieur comme un centre d'activités socio-culturelles et sportives, une partie des professionnel.les et bénévoles réaffirment certaines de leurs missions initiales, comme l'accompagnement des habitant.es dans leurs projets locaux, se défendant d'une image de prestataires de services dont le cœur d'activité serait de proposer des services délégués par l'État ou des activités variées de consommation. Si cette tendance peut parfois prendre le pas sur l'essence même de ces structures, elle trouve aussi son explication dans le contexte financier de ces espaces. En effet, celui-ci modèle l'activité des CSC : lorsque les moyens viennent à manquer, les activités les plus lucratives sont souvent conservées au détriment d'autres qui ont pour unique objectif de faciliter la rencontre, les échanges et l'émancipation des populations. Malgré cela, les professionnel.les et bénévoles sont nombreux.ses à souligner combien il s'agit avant tout d'un lieu d'animation sociale, locale et globale¹⁷. Le centre social est et reste donc un espace où toutes les populations peuvent se croiser et échanger, quels que soient l'âge, l'origine, le niveau social, ou encore les croyances personnelles, où des temps d'échange sont organisés, où des groupes de support, de travail et d'action se créent au fil du temps et des besoins, où des voyages sont planifiés, où les débats citoyens peuvent s'organiser, et où les gens sont amenés à faire part de leurs aspirations, besoins et difficultés éventuelles, en travaillant à leur émancipation. In fine, un centre social ne se définit pas, dans son essence, par une juxtaposition d'activités et de services ; il est avant tout un lieu d'échange, terreau des liens sociaux.

¹³ note 10

¹⁴ liste non exhaustive des actions écologiques menées par les CSC du réseau départemental: tri sélectif, achat de produits locaux, mutualisation transport, évènement d ramassage des déchets, jardins, partenariat avec association environnementale, formations, collectifs sur l'écologie, référent.es énergie, bourses aux plantes, toilettes sèches pour les évènements, boutiques de seconde main, couture, chantiers écolos etc.

¹⁵ <https://www.centres-sociaux.fr/> sur ses ambitions écologiques

¹⁶ <https://www.centres-sociaux.fr/> sur le rôle déjà implanté des CS.

¹⁷ <https://www.centres-sociaux.fr/notre-histoire/> sur l'histoire de la FCSF et des centres sociaux (leur rôle).

Aujourd’hui, chaque structure, afin d’appartenir à ce réseau des centres sociaux, doit obtenir l’agrément “centre social” attribué par la CAF. Pour ce faire, un projet social doit être construit, suite à un diagnostic de territoire où les professionnel.les des centres, appuyé.es par les agents de la CAF, repèrent les difficultés et faiblesses propres à l’espace sur lequel le centre pourra agir directement. En Charente-Maritime, les projets sociaux sont le résultat d’un travail collaboratif entre adhérent.es et professionnel.les appelé travail associé, avec l’appui de la fédération départementale. Au-delà des acteur.rices direct.es, sa conception se fait généralement avec un maximum de partenaires possibles, que ce soient les municipalités, les autres associations locales ou encore les travailleurs sociaux. Il est également essentiel pour ces structures de repérer les avis des habitant.es du territoire et pas seulement des bénévoles actifs, par le biais notamment d’enquêtes de voisinage, de réunions publiques ou tout autre dispositif d’interpellation citoyenne : autant de temps de rencontres, plus ou moins formelles, qui leur permettent de recueillir des témoignages cruciaux pour fixer les axes pertinents pour le prochain projet social qui dure en moyenne trois ou quatre ans. De même, au vu de l’adhésion à la fédération départementale et à la fédération nationale de chacun des centres du réseau de Charente-Maritime, tous les projets sociaux doivent être construits dans le respect de la charte nationale des centres sociaux.

Malgré ce cadre commun, tant par la forme que par les valeurs centrales défendues, chaque centre va produire un projet unique, qui sera conforme à son territoire, aux populations locales, à son histoire et à l’identité des individus qui auront travaillé à la conception de ce dernier. Autant de raisons qui participent à expliquer la place variée qu’occupent les questions environnementales dans ces espaces. En effet, l’écologie n’est ni abordée au même ratio, ni de la même manière d’un centre à l’autre, et ce malgré la nouvelle ambition proposée par la fédération. C’est le cas aussi à l’échelle nationale : alors que dans 40% des centres, l’écologie est un axe transversal des projets sociaux, dans 35% des cas, elle en est complètement absente. La même tendance s’observe dans le réseau départemental : alors que la problématique écologique n’apparaît pas dans certains projets sociaux, ou alors de uniquement de manière sporadique ; pour d’autres, elle est un axe essentiel, voire transversal à tout le projet. Pour certains centres encore, elle sera une arrière-pensée, une conséquence d’actions centrées sur autre chose.

L’exemple des actions de type *gratiféria*¹⁸ ou brocante est parlant sur ce plan-là : l’objectif peut avant tout être social, proposer des biens abordables pour les personnes dans le besoin, et pour autant, ces espaces peuvent être approchés par des populations différentes pour des questions environnementales, d’éthique de la consommation. Inversement, d’autres centres prendront ces objets dans la pluralité de leurs effets — justice sociale et écologisation des pratiques de consommation — afin d’aborder la transition écologique de manière transversale à leurs projets sociaux, à l’image des projets national et fédéral, où la lutte contre les inégalités sociales avec celle environnementale sont articulées. Au-delà de la question de la place occupée par l’écologie dans les projets sociaux, se pose aussi celle de la place plus ou moins formelle qu’elle occupe dans la vie des centres. Que ce soit dans les discussions, les réunions ou même les activités, elle peut transparaître de manière plus ou moins récurrente dans le quotidien des centres. La remettre sur la table lors de discussions autour de la revente de vêtements de seconde main, ou responsabiliser les équipes à l’économie d’énergie en affectant à certaines personnes un rôle de contrôle de “bonnes pratiques” (baisser le chauffage dans des pièces inoccupées, éteindre les postes d’ordinateurs, etc) : voici là une poignée d’exemples qui illustrent la présence de l’écologie, sans qu’elle ne soit toujours formalisée par le projet social. Cette inégalité de traitement de la question environnementale participe au fait que les centres sociaux ne soient pas toujours repérés comme des acteurs de la transition écologique, alors que certains en portent l’ambition, à l’image de leurs fédérations.

¹⁸ Zones de gratuité organisées par certains CSC.

II. La volonté d'un repositionnement démocratique et écologique: histoire, pouvoir d'agir et appropriations inégales de l'enjeu écologique.

A. L'historicité de la politique d'intervention des centres sociaux

La commande sociologique, bien que portant principalement sur la question écologique, s'attarde sur les rapports au politique animant le réseau. Afin de mieux comprendre ces relations complexes au politique qui se jouent dans les centres sociaux, il faut commencer par faire un bref détour par l'histoire de ces structures : de l'évolution de leurs missions à leur structuration, en passant par leurs financements. Cela avant d'introduire une notion qui termine de bousculer le positionnement traditionnel des centres sociaux vis-à-vis de la question politique : celle du *pouvoir d'agir*, une notion aussi centrale que critiquée.

- a. L'origine des centres sociaux: famille, voisinage et paix sociale : le socle des "œuvres sociales"

En France, les premiers "centres sociaux" apparaissent dans les quartiers ouvriers de Paris à la fin du XIXème siècle sous le nom "d'œuvres sociales". En France, une figure centrale se dessine alors dans ces structures des quartiers urbains populaires : celle de la résidente sociale. Il s'agit, dans la majorité des cas, de femmes catholiques, bourgeoises ou aristocrates, souhaitant lutter contre la misère sociale grimpante des quartiers ouvriers. Dans l'histoire de ces structures appelées centres sociaux aujourd'hui, un nom se distingue souvent des autres, celui de Marie Gahéry : pour beaucoup, elle est la fondatrice des œuvres sociales, "l'Œuvre sociale de Popincourt" ayant ouvert ses portes dès 1896.

La création de ces lieux, ancêtres directs des centres sociaux actuels, a reposé sur une double influence. D'une part, un catholicisme social, qui promeut l'idée d'une aide charitable vis-à-vis des classes populaires, tout en cherchant à apaiser les tensions sociales présentes dans les quartiers ouvriers, et ainsi éviter la lutte des classes. De l'autre, l'influence du modèle anglo-saxon des *settlement houses*¹⁹, où des personnes issues des classes aisées s'installent dans les quartiers populaires pour œuvrer à l'amélioration des conditions de vie. Le projet politique de ces maisons de quartier repose alors essentiellement sur la volonté de maintien de la paix sociale : "Au travers de ces incitations et réalisations, les raisons/résidences sociales comptent bien faire progresser leur contribution à une société plus pacifiée en se différenciant des stratégies conflictuelles"²⁰. À l'époque, deux principes-clé vont régir les œuvres sociales. Le premier repose sur la cellule familiale et la valorisation de cette dernière, souvent considérée comme le pilier principal de la cohésion sociale. Le second, lui, s'attache au voisinage : entretenir de bonnes relations entre les habitant.es des quartiers populaires afin de pacifier les relations sociales. L'accent est ainsi clairement mis sur les relations interpersonnelles. "à travers la valorisation de la famille et du voisinage, les premiers centres sociaux se définissent bien plus comme une extension de la sphère privée qu'une porte d'entrée vers l'espace public"²¹. Cet effacement de la question publique, "cette approche du centre comme une extension du domaine du privé, participe d'un évitement du politique"²². Les tensions sociales sont regardées d'abord par un prisme relationnel, sans interroger les systèmes de domination ou les injustices sociales systémiques qui les nourrissent.

On comprend dès lors qu'historiquement, l'action des premiers centres sociaux était davantage orientée vers l'évitement du conflit que vers une revendication politique explicite et conflictuelle. La figure de la "résidente", rattachée aux valeurs du catholicisme, participe à cet éloignement du politique dans les structures :

¹⁹ Louis, 2023

²⁰ Eloy, 2012, p. 61

²¹ Louis, 2023

²² Eliasoph, 2010

en effet, “dès leur origine, le rapport au politique des centres sociaux se situe [...] en tension entre, d'un côté, leur défense d'une forme de “neutralité”, à la fois politique et religieuse, et, de l'autre, un certain nombre de références issues du catholicisme social intransigeant, telles que l'organicisme, le familialisme, la lutte contre le socialisme”²³. On observe par ailleurs au tournant du XXe un véritable refus d'affiliation avec d'autres courants de l'éducation populaire. Il faudra attendre 1922 et la création de la fédération nationale pour que cette position commence à bouger.

b. La seconde moitié du XXe: professionnalisation du secteur de l'animation socio-culturelle et évolution des modes de financements

Un second temps charnière pour comprendre ces objets pluriels que sont les centres sociaux aujourd'hui est la période couvrant l'après-guerre, jusqu'aux années 80. Alors qu'ils doivent s'adapter à un nouveau contexte socio-économique marqué par la désindustrialisation et l'augmentation de la précarité dans les quartiers ouvriers, dans un contexte de reconstruction d'après guerre, la “période des années 1950 aux années 1980 est aussi marquée par un renouvellement profond des actrices et acteurs mobilisés autour de ces structures. Les centres sociaux s'alignent sur les formes de l'activité professionnelle d'animation, alors en construction.”²⁴. On observe à ce moment-là un tournant significatif pour les centres sociaux qui voient, dès les années 1960 et encore davantage dans les années 1970, les animateur.rices socioculturel.les remplacer progressivement les résidentes sociales. Cette professionnalisation des centres sociaux a des effets directs et concrets sur leur mission. Elle est dorénavant plus clairement définie : il leur faut encourager la participation des habitants aux activités culturelles et éducatives, et travailler à la mise en place d'actions collectives visant à améliorer le cadre de vie des habitant.es. L'animation socioculturelle devient alors un outil de citoyenneté active, en travaillant à l'accompagnement des populations à retrouver des capacités d'action sur leur environnement. Contrairement aux résidentes sociales qui n'appartenaient pas au milieu social dans lequel elles travaillaient, les nouveaux et nouvelles professionnel.les de l'animation, en habitant près de leur lieu de travail, peuvent avoir une certaine proximité sociale et culturelle avec les habitant.es, partageant alors les mêmes problématiques. Cela peut renforcer l'engagement militant, notamment sur des questions liées au cadre de vie. Ces changements ont participé à la politisation²⁵ de certains centres sociaux, qui sont devenus des espaces de plus en plus marqués par les mobilisations citoyennes et les actions collectives. Cet alignement progressif sur les pratiques émergentes de l'animation socioculturelle, mais aussi le début de l'affiliation aux mouvements d'éducation populaire et la consolidation du métier d'animateur.rice transforment profondément la structure des centres.

Malgré cette politisation des centres sociaux pendant la seconde moitié du XXème siècle, ces derniers restent très encadrés par les institutions publiques. L'action publique évolue également, avec la montée en puissance de la décentralisation et de la contractualisation, modifiant profondément le mode de financement et de gestion des centres sociaux en imposant une logique de résultats, plutôt qu'un suivi de projet dans le temps long. Les projets sont financés à court terme, ce qui contribue à un manque de stabilité pour les structures. On observe également, dès le lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, le développement des centres sociaux sous l'impulsion directe des caisses d'allocations familiales (CAF), qui financent ces structures pour une meilleure réponse aux besoins sociaux des territoires touchés par la guerre, tout en accompagnant les quartiers en expansion. Dans les années 1960, ils deviennent des outils de politique sociale et urbaine, notamment dans les grands ensembles.

In fine, on observe une transformation des financements publics : on passe des subventions à des contrats soumis à appel d'offres, ce qui impose aux associations des pratiques managériales et des obligations de résultats. En 1984, la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) réforme les règles d'agrément des centres sociaux. La subvention d'État disparaît en 1986 : désormais, l'agrément est délivré localement par les Caisses d'allocations familiales (CAF), sans possibilité d'appel. Cette réforme renforce le contrôle exercé par les

²³ Louis, 2023

²⁴ Louis, 2023

²⁵ Basculement vers une posture politique plus affirmée.

CAF sur les centres sociaux et introduit une logique de contractualisation : chaque centre doit élaborer un projet social, basé sur un diagnostic de territoire et soumis à révision tous les trois ou quatre ans. Ce projet devient la base de leur action, et conditionne le financement et donc la viabilité des centres sociaux. Cette nouvelle dynamique de financement entraîne une dépendance accrue aux institutions publiques et à leurs propres agendas, ce qui participe au rapprochement des centres à ces dynamiques de prestation de services, les éloignant au fur et à mesure de leur lecture politique critique revendiquée. À partir des années 80, on observe parallèlement l'introduction de logiques managériales et l'accroissement des exigences administratives, autant de changements qui alimentent une professionnalisation des cadres dans les centres sociaux²⁶. Les postes de direction et de coordination sont de plus en plus occupés par des professionnel.les qui ne sont plus exclusivement issus.e.s de l'éducation populaire, mais aussi du secteur privé ou de l'administration, ce qui tend à modifier la culture interne de ces structures associatives. Ainsi, on assiste à une véritable *dépolitisation par le haut* des centres sociaux, qui deviennent de simples partenaires des institutions politiques locales dans un cadre de décentralisation et contractualisation.

À partir des années 1980, on note une nouvelle évolution de la logique de financement du monde associatif à laquelle les centres sociaux n'échappent pas : la place croissante qu'occupent les appels à projets dans les financements des structures. S'il s'agit là bien souvent de financements ponctuels, les centres sociaux sont dès lors tenus de répondre à des appels d'offres et de justifier l'utilité sociale de leur structure s'ils souhaitent obtenir des financements de la CAF. On passe donc d'un mode de régulation tutélaire, où les subventions étaient attribuées de manière relativement stable, à une régulation conditionnelle où les associations doivent prouver leur impact et rendre des comptes aux financeurs. Cette évolution implique une gestion plus rigoureuse et l'adoption de pratiques managériales inspirées du secteur marchand pour une activité qui lui est bien étrangère dans ses objectifs. La nécessité de répondre à des appels à projets et de diversifier les financements conduit les centres sociaux à multiplier les partenariats avec des acteurs variés : collectivités territoriales, associations, bailleurs sociaux, entreprises, etc. Cette évolution transforme toujours plus leur mode de fonctionnement, les éloignant parfois de leur mission historique d'animation globale en les rapprochant d'une logique de prestation de services.

c. Aujourd'hui: le pouvoir d'agir face à un "apolitisme" présumé

Une deuxième forme de dépolitisation apparaît avec le non-renouvellement du bénévolat militant. Face à cette tendance qui s'est installée sur les dernières décennies du XXème siècle, face à la montée des logiques gestionnaires et à la fragmentation du réseau des centres sociaux, la Fédération des centres sociaux de France (FCSF) tente, dès les années 1990, de redéfinir une identité commune. Elle met alors en avant la notion de citoyenneté comme élément structurant de l'action des centres sociaux. En 1992, le Congrès de La Rochelle se tient et la notion de citoyenneté est mise sur le devant de la scène pour la première fois, afin d'insister sur l'importance de la participation active des habitant.es dans la gestion de leur territoire et des problématiques qui leur sont propres. Cette démarche aboutit, en 2000, à l'adoption d'une charte fédérale qui repose sur trois valeurs fondamentales : la dignité humaine, la solidarité et la démocratie. Puis, en 2012, c'est un nouveau concept anglo-saxon, celui d'*empowerment*, qui est introduit en France sous une nouvelle forme, celle de "pouvoir d'agir". Le "pouvoir d'agir" veut se distinguer de l'empowerment en mettant en avant une dimension d'action collective qui deviendra rapidement centrale au réseau, peuplant nombre de discours et de projets sociaux.

Ce concept vise à la fois à redonner plus d'autonomie aux habitant.es dans la gestion des centres sociaux, à encourager les initiatives locales et citoyennes, mais également à travailler à l'émancipation des structures vis-à-vis des institutions, en réaffirmant la capacité des centres sociaux à soutenir des formes de mobilisations portant des critiques systémiques politiques et/ou économiques²⁷. Toutefois, sur le terrain, on observe une oscillation entre une logique politique conflictuelle (revendication de droits, critique systémique, débat démocratique actif) et une logique de dépolitisation (évitement de la confrontation avec les pouvoirs

²⁶ Louis, 2023

²⁷ Louis, 2023

publics et entre les habitant.es, travail au maintien de la cohésion sociale à tout prix). Il existe une véritable “crainte quant aux risques que ferait courir l’adoption de cette visée [de critique politique systémique], notamment dans les relations avec les partenaires institutionnels”²⁸. Dans les discours et les projets (des centres sociaux, mais aussi et surtout des fédérations), la tendance est plutôt au travail à la reconfiguration sociale, ce qui passe par une posture politique adversariale. Mais la dépendance aux bonnes relations avec les différents partenaires et financeurs publics limite la posture critique des centres vis-à-vis du système qui les finance. Un centre social est financé en moyenne à un tiers par la CAF et un tiers par la collectivité locale à laquelle il est rattaché (commune, communauté de communes, etc.), ne laissant qu’un tiers à des financements qui ne sont pas obligatoirement publics mais peuvent l’être en partie (mécénat, auto financement, département, région, etc.²⁹).

Nous voyons donc combien la relation au politique est historiquement complexe dans les centres sociaux, et combien la nature des financements publics ne facilite pas toujours la viabilité d’une pensée politique émancipée et critique. L’introduction relativement récente dans le réseau des centres sociaux du “pouvoir d’agir” (Le Bossé 2012) met en lumière ces deux postures politiques qui existent dans le réseau national. Cette dualité d’approches ne distingue pas seulement les centres les uns les autres; elle existe également souvent au sein d’une même structure, entre la cohorte salariée, et celle bénévole, ou bien même au sein de ces groupes-là. On se retrouve donc bien souvent face à un objet hybride où deux postures quasi antinomiques coexistent : d’une part, travailler à la reconfiguration de l’espace social, en portant un projet politique affirmé et critique des rouages du système à l’origine des inégalités; d’autre part, viser la cohésion sociale avant tout, en essayant d’apaiser les tensions sociales, et en maintenant un espace apolitique et une posture non conflictuelle.

B. L’accompagnement sociologique

Il s’agit ici de s’attarder un instant sur quelques outils théoriques essentiels pour mon enquête. Je fais le choix de m’appuyer sur trois notions-clés de la littérature scientifique, pour saisir le maximum de nuances propres à cette enquête. Si certaines notions sont apparues comme essentielles au cours de l’enquête exploratoire, pour d’autres, la pertinence n’a été que solidifiée par cette première phase. Ainsi, au moment de la commande, la notion d’écocitoyenneté avait déjà une place non négligeable.

a. Le politique

Le terme de politique est un terme polysémique qui est au cœur des interrogations soulevées par la commande, tout en étant source de tensions complexes mais importantes à l’enquête. Il est donc essentiel de définir clairement ce dont il sera question lorsqu’il sera employé dans ce rapport. Il nous faut dépasser une définition restrictive du politique, à savoir la politique partisane, politicienne, pour la concevoir dans sa forme la plus globale, la plus noble. Je reviens brièvement sur le terme de politique, puisqu’il s’agit d’un terme, il est important de souligner que son emploi, sauf précision, se réfère à son acception la plus globale, celle qui se réfère à tout ce qui a affaire à l’organisation collective de la société³⁰ et non pas uniquement au champ politique institutionnel. Bien souvent dans le réseau, le terme était rejeté à cause de sa connotation partisane, déplorée par certain.es acteur.rices à l’image de ce.tte directeur.rice: “*On entend en CA des fois “nous on ne fait pas de la politique”, et on sait bien que c'est pas celle-là dont on parle, cette politique politicienne ... mais on en fait en fait, tous les jours. Qu'on en soit encore là c'est fatigant.*” [RDFD1]. Ce type de témoignage met le doigt sur cette impossibilité de distinguer le travail social de ce genre de structures du politique. En effet, ces structures participent aussi à l’organisation de la société en traitant les inégalités, en étant au contact des politiques locaux ou encore en revendiquant leur aspiration pour un système moins violent socialement. C’est une notion qui est étudiée par des chercheur.euses en sciences sociales et notamment dans le contexte des centres sociaux. C’est

²⁸ Neveu, 2023

²⁹ Observatoire des centres sociaux et des espaces de vie sociale p14

³⁰ Cela correspond à ce que beaucoup de sociologues et politistes appellent “**le politique**” (*polity* = dimension générale, structurelle, englobante) qu’on distingue traditionnellement dans le trio anglo saxon de **la politique / politics** (la lutte pour le pouvoir, les acteurs, les conflit) et **des politiques / policies** (les actions concrètes menées par les institutions).

notamment à travers les travaux de Catherine Neveu que j'ai pu saisir les formes de subsistance du politique dans les centres sociaux. Ils m'ont permis de comprendre les différentes postures sur le politique dans les centres sociaux.

La posture la plus commune dans les structures a été théorisée par la chercheuse, et nous permet de mieux saisir un positionnement qui peut échapper au premier regard. Elle la nomme “épistémologie civique”. Il s'agit d'une “logique de désintéressement construite au fil du “parcours d'engagement” et de la participation à des débats généraux, abstraits et désincarnés”. Bien sûr, il existe également des postures beaucoup plus politiques à toutes les échelles du réseau, même si elles sont minoritaires, mais elles peuvent se retrouver limitées par la réticence générale à aborder des sujets politiques. En effet, dans les centres, un rapport historique de conflictualisation au politique persiste, mais on observe un éloignement de ce dernier, une forme de “dépolitisation dans son rapport au monde social”³¹ généralisée. Cette posture majoritaire dans les centres n'est, bien sûr, pas sans rappeler la posture apolitique historique de ces derniers : aujourd'hui encore, il est question de “refus”, “d'évitement du politique”, et quand ce n'est pas le cas, alors ses expressions sont très hétérogènes, que ce soit entre les structures ou au sein même des structures entre les différent.es acteur.rices.

b. L'écocitoyenneté

Ici, il paraît pertinent de s'appuyer sur les travaux de Jean-Baptiste Comby, puisqu'il a fait de ce concept d'écocitoyenneté le cœur de son travail de recherche. Il dessine une critique des plus utiles à l'enquête, puisque cette notion apparaît dans la commande mais qu'elle porte en elle bon nombre de tensions. La première est cette articulation entre la classe sociale et le rapport sous-jacent à l'écologie, qu'il vient interroger. En effet, Comby propose une critique de la tendance écologique majoritaire à reposer principalement sur les changements de pratiques individuelles en évitant toutes critiques structurelles qui cadrent et construisent ces dites pratiques. Cette approche, adoptée par la majorité (dans le traitement médiatique de l'écologie, dans les politiques publiques environnementales mais aussi dans les discours sur l'écologie) amène à soustraire au débat le rôle des systèmes économiques et sociaux qui sont à l'origine des crises climatiques et de la biodiversité. Comby analyse également la façon dont l'écocitoyenneté est promue comme un idéal comportemental (tri des déchets, consommation responsable, alimentation bio et locale, adoption de véhicules électriques etc.), hiérarchisant ainsi les citoyen.nes en fonction de l'accès différencié à ces pratiques pensées plus “écolos”. Il montre combien l'engagement écologique est socialement situé. Les classes favorisées construisent cette écocitoyenneté, qui promeut une écologie dominante, confinée aux pratiques individuelles, ce qui leur garantit le maintien d'un système socio-économico-politique qui leur est favorable. Du côté des classes populaires, elles se voient être confrontées à des contraintes (matérielles ou de représentation) qui les limitent dans ces “bonnes pratiques”, les mettant ainsi en porte-à-faux de cet idéal écocitoyen, cet “éco citoyennisme”, pour reprendre ses mots. Comby propose donc une analyse pertinente de ces tensions existantes entre injonctions à l'écocitoyenneté et réalités sociales qui rendent ces pratiques plus ou moins accessibles selon le capital économique et culturel des individus. De ce fait, il apparaît important de regarder précisément les discours écologistes qui subsistent dans les centres sociaux puisque sous sa forme dominante, l'écologie peut amener à la reproduction des rapports de domination de classes. Autant de pistes qui me permettront d'interroger le caractère “désirable” de ces nouvelles citoyennetés construites sous un prisme écologiste.

c. L'agentivité et le pouvoir d'agir

Très rapidement, la question de la capacité d'action des individus ou des collectifs d'individus apparaît comme centrale à l'enquête. C'est pourquoi la notion d'*agentivité*, telle que développée par Giddens (1987) dans sa théorie de la structuration, est utile au cadrage théorique de l'enquête. En effet, elle désigne cette capacité qu'ont les individus et les collectifs à agir de manière réflexive dans des contextes sociaux contraints, et à transformer ces contextes par leurs pratiques. En mobilisant ce concept dans le contexte des CSC, on dépasse

³¹ Neveu, 2023

une lecture strictement structurelle de leur fonctionnement en mettant en évidence la manière dont habitant.es, salarié.es et bénévoles réussissent à négocier leurs marges de manœuvre. L'agentivité apparaît ainsi comme un outil heuristique pertinent pour saisir les formes concrètes du pouvoir d'agir dans ces espaces, une notion familière aux centres sociaux, notamment face aux contraintes institutionnelles et financières qui pèsent sur les structures et les gens.

Introduite dans les années 2010 par la FCSF dans l'ensemble du réseau national des centres sociaux, la notion du pouvoir d'agir est d'abord définie par Yann Le Bossé, qui rapproche le pouvoir d'agir d'"un processus par lequel des personnes accèdent ensemble ou séparément à une plus grande possibilité d'agir sur ce qui est important pour elles, leurs proches ou la communauté à laquelle ils s'identifient"³². Aujourd'hui encore, elle est centrale à bon nombre de projets sociaux des centres, mais aussi aux diverses fédérations. La FD17 ne fait pas exception. En effet, dans sa "boussole fédérale 2024-2030"³³, il est directement question du développement du "pouvoir d'agir des individus et des collectifs", et ce dès la première page, plaçant ainsi cette initiative démocratique au cœur de son projet social. On comprend ainsi que le 'pouvoir d'agir' symbolise une volonté collective de repositionnement stratégique et adaptatif en lien avec les nouveaux défis découlant des champs d'intervention des centres et de la fédération départementale (financements, bouleversements climatiques et impacts pour les sociétés humaines locales, nouvelles divisions politiques - individualisation, droitisation de la fenêtre d'Overton³⁴, etc.).

Cependant, l'ambition de développer le "pouvoir d'agir" ne sera pas la même selon les différents acteurs du réseau fédéral. Et ces disparités soulignent cette dynamique "d'évitement du politique"³⁵ que l'on retrouve assez fréquemment dans les centres sociaux. Si "certaines dimensions du "pouvoir d'agir" ont fait l'objet d'appropriations locales assez aisées [...] d'autres se confrontent à plus de résistance"³⁶. Cette propension à se méfier d'une forme de politisation marquée de ces structures entraîne des difficultés à faire prospérer le pouvoir d'agir. En effet, si nous reprenons les termes de la chercheuse en sociologie Hélène Nez, le pouvoir d'agir est une "prise de conscience par l'individu, préalable à tout engagement et à toute action, du "pouvoir" qui est en soi de modifier son environnement."³⁷ Elle identifie quatre approches distinctes de cette notion :

- catégorie étrangère : la notion de PA n'a pas de sens ni d'utilité pour analyser les actions et les situations dans les CSC (profils éloignés du militantisme, socialisation familiale peu politisée, etc.).
- catégorie imposée : la notion n'est pas toujours étrangère, elle est parfois contrainte par un usage institutionnel, imposée par le "haut", éloigné de la visée émancipatrice. Le pouvoir d'agir peut être une "catégorie qui place les salarié.es en porte-à-faux vis-à-vis de leur pratique professionnelle ou peut parfois être imposée par les salarié.es sur les habitant.es"³⁸.
- catégorie familiale : il fait entièrement partie du vocabulaire (formation proche de l'éducation populaire) mais n'est pas toujours employé directement, même si les acteur.rices sont capables de le définir.
- catégorie mobilisée : pour une minorité, la dimension politique du pouvoir d'agir est évidente. Il permet la formation de contre-pouvoirs par la création d'actions collectives (qui peuvent naître dans les centres sociaux). Il y a bien souvent des enjeux de distinction et de positionnement dans

³² Le Bossé, 2012

³³ [projet FDCSC17_boussole-fédérale-2024-2030](#)

³⁴ Russell, N. J. (2006, 4 janvier). *An introduction to the Overton Window of political possibilities*. Mackinac Center for Public Policy. <https://www.mackinac.org/7504>

³⁵ Neveu, 2023

³⁶ Neveu, 2023

³⁷ Nez, 2023

³⁸ Nez, 2023

la sphère professionnelle. Même si le caractère collectif prime, la dimension individuelle n'est pas effacée (travail sur l'autonomie, les compétences des individus, etc.).

Sur le terrain de notre enquête, il sera alors question d'identifier où se situent les acteurs sur le spectre du "pouvoir d'agir", et quelles conséquences leur positionnement peut avoir sur leur approche de l'écologie. Un point de vigilance reste à souligner : c'est une notion qui découle de *l'empowerment*, une notion anglo-saxonne qui se rapporte plus à une conception individuelle. De ce fait, la notion de pouvoir d'agir se trouve parfois à la frontière entre individu et collectif. Son existence dans les centres sociaux, donc dans des lieux où le collectif prend forme, lui permet de renforcer son émancipation de cette vision individuelle.

C. La question écologique et son appropriation inégale par les CSC

a. L'enjeu du diagnostic écologique du réseau

Maintenant que nous avons à disposition cette vision globale du terrain de l'enquête, que nous comprenons sa nature complexe et sa posture hybride face à cet objet du politique au sens noble, c'est-à-dire face à ce qui a trait à l'organisation de la société, il reste à comprendre la place de l'environnement dans cet espace-là. Le contexte écologique actuel participe évidemment au fait que l'environnement soit une préoccupation montante. Reste à savoir : pourquoi les centres sociaux ? Nous avons vu combien les centres sociaux sont pris dans des injonctions (politiques, économiques) complexes, parfois même contradictoires. Dans cette dynamique, les préoccupations environnementales ne trouvent pas toujours de place et se retrouvent souvent reléguées au second plan. Pourtant, si l'on regarde l'évolution des projets fédéraux sociaux, on ne peut que souligner combien cette problématique est amenée à occuper une place croissante dans les esprits et sur les terrains. Ceci s'explique par le lien clairement établi entre les injustices sociales et celles environnementales. Or, au cœur des missions des centres sociaux réside, et ce, depuis leur origine, la lutte pour moins d'inégalités, pour plus de justice sociale. C'est pourquoi, face à la réalité écologique actuelle, il devient de plus en plus difficile aux acteur.rices de faire l'impasse sur les problématiques environnementales. Pour autant, l'importance qu'iels donnent à ces questions-là, les moyens qu'iels leur affectent, dépend de nombreux critères : principalement la sensibilisation des acteur.rices et celle des habitant.es — ainsi que les moyens financiers et humains dont iels disposent.



Confrontés à un modèle économique en grande difficulté et à des missions toujours plus nombreuses, les centres sociaux voient souvent le fait de se saisir de l'urgence écologique comme une contrainte supplémentaire. Cependant, la problématique écologique se retrouve parfois abordée d'une manière différente : en faisant de choix de l'insérer au cœur de leurs missions, les acteur.rices pensent pouvoir réinterroger, renouveler leur angle d'approche sur les thématiques sociales auxquelles iels sont confronté.es. Dans ces cas-là, la problématique écologique devient plus un atout qu'un frein. Elle est un nouvel angle, plus transversal, de lecture des problématiques sociales, c'est ce que nous explique ce.tte salarié.e :

"L'écologie est une question transversale: sociale, économique, santé, etc. Elle peut / doit être présente dans l'ensemble de nos actions" [CSRS1]

b. Articuler écologisation et politisation

Une fois que nous disposons de toutes ces clés en main, il est temps de se demander ce qu'on souhaite réellement interroger avec cette enquête. Pour ce faire, arrêtons-nous sur deux points cruciaux : d'un côté, une typologie des rapports au politique, et de l'autre, une typologie des rapports à l'écologie.

Lors de la phase exploratoire de l'enquête, durant laquelle j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs acteur.rices de différents centres sociaux, deux rapports principaux au politique se sont dessinés de manière distincte. Le premier consiste en un travail sur les problématiques de territoire et sur l'ensemble des tensions sociales, le tout dans une visée de cohésion sociale. Le second veut plutôt prendre part à une transformation sociale en encourageant le pouvoir d'agir collectif des habitant.es par les débats et autres types de concertations publiques, et en travaillant à affiner le regard critique face aux problématiques systémiques. Ces deux formes de rapport au politique entraînent sur le terrain des missions distinctes : alors que certain.es misent sur l'apaisement social en se tenant à distance des réflexions politiques potentiellement conflictuelles, refusant de s'attarder sur les structures politico-économiques qui produisent (au moins en partie) ces mêmes tensions sociales qu'ils souhaitent atténuer, d'autres font le choix d'une mission transformatrice pour les centres sociaux. Ces dernier.es vont travailler à la modification en profondeur des systèmes producteurs d'inégalités dans l'espoir d'aboutir à terme à une société plus juste socialement. Nous avons là deux rapports au politique, l'un qui s'en éloigne et l'autre autre qui s'en empare. Chacun d'entre eux conduit à des réalités différentes sur le terrain en termes d'objectifs établis, de discours et d'outils mis en place. En découlent donc deux postures, quasi antinomiques : d'un côté, une revendication du rôle politique des centres sociaux, de l'autre la négation de la nature politique de ces lieux. Ces postures peuvent pourtant coexister au sein de mêmes structures, soit parce que les différent.es acteur.rices incarnent des missions différentes, soit parce qu'aucune de ces missions n'est clairement revendiquée, ou formalisée (donc inscrite dans le projet social). L'hybridité de ces structures - du fait de leur histoire, de leurs missions et des formes de financements limitantes - permet en effet la coexistence de postures et missions politiques très différentes.

De la même manière, l'enquête exploratoire, que ce soit à travers des entretiens informels ou des lectures scientifiques, a permis d'identifier deux formes d'écologie très distinctes. Une première, la plus courante, est celle d'une écologie dominante. Il s'agit de la posture écologique la plus souvent encouragée par les politiques et les médias, une écologie se concentrant sur l'écologisation des pratiques individuelles. Celle-ci repose donc sur cette idée voulant que chacun dispose des clés nécessaires pour faire évoluer ses pratiques selon une bonne morale écologiste. Or, il faut se demander comment cette morale écologiste est établie, et par qui. En confinant l'écologie à la sphère individuelle, on devine combien il est impensable de mettre en cause les sociétés modernes qui sont à l'origine même de ces pratiques énergivores et écocides³⁹(en termes de consommation de bien et d'énergie, mais aussi d'approche du vivant). Ainsi, ceux-là même qui profitent le plus du système se trouvent être ceux qui ont le moins intérêt à le voir être remis en cause par une vision écologiste critique. On comprend donc que cet "écocitoyennisme"⁴⁰ soit soutenu par les classes dominantes et imposé de manière descendante sur le reste des groupes sociaux. La seconde forme d'écologie se distingue donc de la première sur ce plan-là. On peut parler alors d'écologie critique, qui va, elle, regarder les systèmes à l'origine des problématiques environnementales, et travailler à leur changement, visant ainsi l'origine des maux (les systèmes producteurs de pratiques) et non pas seulement leurs symptômes (les pratiques individuelles).

Face à ces deux types, je chercherai finalement dans quelle mesure la question écologique peut contraindre les centres sociaux à déterminer plus fermement leur posture politique, et décider laquelle de ces deux missions politiques - cohésion sociale déconflictualisée ou transformation sociale - ils souhaitent porter.

³⁹ Jean-Marc Jancovici expose les modèles de société modernes comme intrinsèquement écocides et profondément énergivores, en raison de leur dépendance quasi totale aux énergies fossiles et à une logique de croissance matérielle qui conduit au dépassement des limites écologiques. (Jancovici, J.-M., & Blain, C. (2021). Le monde sans fin. Paris : Dargaud)

⁴⁰ Comby, 2024

Partie 2 : Méthodologie

I. Introduction de la méthodologie

L'enquête, commanditée par la fédération départementale des centres sociaux de Charente-Maritime, s'est déroulée sur une durée de six mois à La Rochelle, dans les locaux fédéraux. Cette immersion dans la vie fédérale m'a permis d'avoir un accès direct au terrain et à ses acteurs dès les premiers instants, ce qui a rendu possible une approche inductive pour la construction de l'enquête. Le cadrage de la commande s'est affiné au fur et à mesure des échanges et des observations, organisés sur différents centres sociaux ou lors de temps organisés par la fédération elle-même, et, en parallèle, au fil des lectures qui m'ont permis d'ancrer et d'objectiver ces nouvelles connaissances. Les entretiens informels ont permis de mettre en lumière des "personnes-ressources"⁴¹ avec lesquelles j'ai eu l'occasion d'échanger régulièrement au cours de l'enquête. Leur réflexivité sur leur travail (qu'il soit salarié ou bénévole), mais aussi leur lecture des problématiques touchant les CSC, ont tout autant nourri mon travail de contextualisation que celui qui a suivi : l'analyse. Parallèlement, il y a eu ces temps d'observation participante, qui ont contribué à cette démarche inductive visant "à découvrir par l'observation ce qui organise les rapports sociaux, les pratiques et les représentations des acteurs du terrain étudié"⁴².

Dès la commande d'intervention sociologique se trouvait la volonté méthodologique de s'appuyer sur une approche qualitative. En effet, l'objectif étant de produire des connaissances sur les "nouveaux visages de la citoyenneté" à l'aune des préoccupations environnementales, il n'était pas question de réaliser un état des lieux exhaustif du réseau, mais de se concentrer sur quelques centres qui offrent des réalités diverses pour mieux saisir ce qui peut se jouer dans un terrain aussi large que varié. L'approche qualitative devait permettre de récupérer la parole de chaque cohorte composant le réseau, pour avoir une vision complète sans qu'elle ne soit nécessairement exhaustive.

Au départ, la commande ne précisait pas quel angle d'approche il était souhaitable de suivre. Il a donc été possible, pendant la phase exploratoire et le travail de contextualisation de l'enquête, de définir, en appui avec le commanditaire, le cadrage de l'enquête, à savoir celui qui a semblé être le plus pertinent au terme du premier temps d'observation.

Dès les premiers échanges et jusqu'au terme de l'enquête, s'est posée la question de la sémantique : interrogeant les différences entre les mots choisis par les enquêté.es et ceux que j'ai fait le choix d'utiliser, ou encore les variations de dénotations, ce pan s'est révélé aussi complexe qu'intéressant. Chaque personne avec laquelle je me suis entretenue avait ses propres définitions (et connotations) des notions centrales à l'enquête. De mon côté, la compréhension que j'ai pu avoir de ces notions a elle aussi été peu stable : elle a évolué au fur et à mesure des lectures (définitions sociologiques, histoire, critiques). Il me paraît donc important de m'arrêter ici sur certains termes qui ponctuent ce mémoire, afin de stabiliser leur sens et de nous assurer que nous entendions tous.tes la même chose à leur lecture. Si je ne reviens pas sur celles de "pouvoir d'agir" et de "politique"⁴³, l'écologie et l'engagement sont deux notions centrales au travail d'enquête. Le terme d'écologie va au-delà de son rapport strict à la biologie, et englobe les interactions entre les sociétés humaines et leur environnement. C'est une notion complexe qui permet de regarder comment les pratiques sociales, économiques et politiques influencent les écosystèmes et comment, en retour, les contraintes environnementales influencent l'organisation sociale. La seconde notion qu'il nous reste à éclaircir est celle d'engagement : il désigne ici la participation active d'individus ou de groupes à des actions collectives visant à défendre des causes, à transformer l'ordre

⁴¹ Beaud, S., & Weber, F. (2010). *Guide de l'enquête de terrain: Produire et analyser des données ethnographiques* (4^e éd.). Paris: La Découverte.

⁴² Platt, J. (1983). *The development of the "participant observation" method in sociology: Origin myth and history*. Journal of the History of the Behavioral Sciences, 19(4), 379–393.

⁴³ voir partie I,II, 2, a et c.

social ou à défendre des valeurs. Il renvoie à une implication volontaire, qui peut être militante, associative, syndicale, partisane ou issue de mouvements sociaux.

II. Dispositif de recherche

- Population étudiée et échantillonnage

Lors de la phase exploratoire, j'ai pu me rendre ou m'entretenir avec des acteur.rices de 12 CSC sur les 24 du réseau fédéral départemental. Pour des raisons pratiques (accès au terrain, étude des structures, échantillon suffisant par centre, etc.), nous nous sommes arrêté.es avec le commanditaire sur quatre CSC qui ont permis d'assurer une certaine représentativité du réseau, sans pour autant prétendre à une exhaustivité totale. Le choix a été fait de se concentrer sur ces quatre centres du fait de leur diversité d'approches de la problématique environnementale, de leurs tailles variées, mais aussi de leur localisation différente dans le département. On retrouve donc à la fois un centre urbain, installé dans un QPV⁴⁴, un périurbain et deux centres ruraux, dont un en ZRR. Le critère central pour le sujet de l'enquête a été celui de leur rapport à cette problématique écologique. Sans pour autant aboutir à une typologie stricte, on a pu distinguer certaines dynamiques qui se retrouvent vraisemblablement dans l'ensemble du réseau : d'abord sur le projet social et la formalisation de l'objet écologique, ensuite sur les discours et l'écologie comme sujet, et enfin sur les approches de cette thématique à première vue (globale ou ponctuelle, centrale ou périphérique). Dans les projets sociaux (PS), la présence de l'objet écologique est très inégale. Certaines structures en ont fait un axe transversal, pleinement articulé aux missions de solidarité et de justice sociale propres aux centres sociaux. À l'inverse, dans d'autres, l'écologie n'apparaît que de façon sporadique : les termes "environnement" ou "développement durable" ne sont mentionnés qu'une ou deux fois, voire sont totalement absents. Cette absence tend toutefois à devenir de plus en plus rare : on observe en effet, au fil du temps, une volonté croissante de formaliser cet axe de travail par écrit dans les projets sociaux du département. Au-delà des textes, l'écologie se retrouve également de manière inégale dans les discours. Les différences se manifestent aussi bien entre structures qu'entre acteur.ices d'un même centre, donnant lieu à des interprétations et des traitements très variés de cet objet. Enfin, les approches de cette thématique oscillent entre des perspectives globales et transversales, qui intègrent pleinement l'écologie aux différentes actions portées par les centres sociaux, et des traitements plus ponctuels, où l'objet se limite à une poignée d'activités. Dans certains cas, il demeure cantonné à la périphérie des actions, avec de simples mentions sporadiques ou quelques actions ciblées rarement pérennisées dans le temps. Chacun des quatre centres sélectionnés s'inscrit dans des dynamiques différentes. Deux d'entre eux ne montrent que peu d'affinités avec la question (que ce soit dans le projet social ou dans les discours dominants), pour autant certains profils sont particulièrement intéressés par la question et tentent de la rendre plus visible sur le terrain quotidien. Les autres semblent plus familiers avec cet objet ; néanmoins, alors qu'il est pleinement formalisé dans l'un des centres sociaux (mise en exergue de la thématique, inscription sur le PS, etc.), il est encore en suspension chez l'autre (difficulté à valoriser les actions s'inscrivant pourtant pleinement dans une dynamique de transition solidaire et écologique).

Au sujet de la logique d'échantillonnage suivie ici, la volonté a été celle d'avoir un équilibre des cohortes. Les centres sociaux ont cette particularité de reposer sur le travail associé entre salarié.es et bénévoles et il m'a semblé indispensable d'interroger ces deux groupes si l'on souhaitait obtenir une vision complète de ce qui se joue sur le terrain. De même, dans la cohorte salariée, une seconde distinction s'est faite entre les postes d'animation ou de coordination et ceux de direction, puisque ces derniers, ont souvent des postures plus réflexives sur le jeu des institutions ou sur les rouages internes aux structures.

Au final, j'ai réalisé 9 observations participantes, sur lesquelles il est important de préciser que le niveau de participation pouvait varier, et que mon statut n'était pas toujours exactement le même en fonction des

⁴⁴ Quartier Politique de la Ville

instances. Du statut de stagiaire de la fédération, à celui d'étudiante en sociologie, en passant par celui de "spécialiste de l'écologie", je n'étais pas toujours présentée, où je ne me présentais pas, exactement de la même manière. Je passais d'une casquette à une autre (ou les combinais) en fonction de ce qui semblait le plus pertinent à la captation d'informations ou la mise en relation avec de futur.es enquêté.es sur l'instant. Parallèlement à ces OP, j'ai eu l'occasion de m'entretenir informellement avec une dizaine de personnes en plus des salarié.es de la FD17 auprès desquel.les je travaillais. Ensuite, pour la réalisation des entretiens semi-directifs, l'échantillon avait été fixé à 24 personnes, soit 6 par centre. Au final, ce nombre a baissé car la collecte a été poursuivie jusqu'à atteindre un point de "saturation des données"⁴⁵, nous menant à 4 directeur.rices, 6 salarié.es (animateur.rice, coordinateur.rice, référent.e, etc.) et 5 administrateur.rices. Cet échantillonnage nous a permis d'avoir une certaine diversité dans les profils (ancienneté dans le réseau, sensibilité vis-à-vis de la question environnementale, lecture du contexte et du projet social et politique de la structure, etc.).

- Difficultés propres au terrain

Bien que ma venue dans les centres ait été facilitée par cette double casquette d'étudiante chercheuse et de stagiaire à la fédération, la taille du terrain dans sa globalité (celle du département de Charente-Maritime) a participé au choix des terrains finaux. En effet, un changement de centre s'est fait au cours du travail de terrain pour des raisons pratiques (accès géographique et disponibilités des personnes enquêtées). Bien qu'on ait tenté de ne pas focaliser l'enquête uniquement sur les centres "bons élèves" de cette problématique écologique, l'échantillonnage étant dépendant du bon vouloir des enquêté.es, il est inévitable d'avoir une surreprésentation de profils fortement sensibilisés à ces questions-là.

III. Outils et techniques de collecte et analyse des données et considérations éthiques

L'enquête s'est étalée sur les 6 mois de stage : les deux premiers mois ont été consacrés à l'enquête exploratoire (entretiens informels, OP, lectures grise et scientifique), puis deux semaines ont été nécessaires pour fixer le cadre théorique, finaliser le guide d'entretien et stabiliser la première partie de l'échantillonnage. Lors des deux mois qui ont suivi, les entretiens ont été réalisés en parallèle de leur analyse et de l'étoffement de l'échantillon, avant de consacrer les deux dernières semaines de stage au commencement de la rédaction.

Lors de l'enquête préliminaire, des entretiens informels ont été menés pour comprendre la place qu'occupait l'écologie pour la personne et son centre, le rapport aux notions d'engagement et de politique, et la perception de l'intérêt d'un tel sujet. Autant de clés indispensables pour fixer le terrain pour la suite, mais aussi pour problématiser l'enquête et construire le guide d'entretien. L'enquête finale s'est appuyée sur des entretiens semi-directifs, tous réalisés en suivant un guide unique qui a servi de socle commun aux 15 entretiens réalisés dans les 4 structures différentes. Il a été construit par thématiques⁴⁶: le parcours d'engagement, la perception individuelle de la crise écologique (biodiversité, climat, etc.), la distinction des différentes postures écologistes, la place et la conception du "pouvoir d'agir", et enfin l'articulation entre la politisation des postures et l'écologie, et enfin quelques questions relatives à leur CSP pour situer socialement et économiquement les enquêté.es. Il a évolué au fil des entretiens : certain.es questions ont été précisées, quand d'autres ont été remplacées ou supprimées selon le besoin. Pour ce qui relève des observations participantes ou non participantes, elles se sont déroulées principalement lors de la phase exploratoire (journées réseau, CA, réunions thématiques dans les centres, repas, événements, formation climat, atelier fresque) mais elles ont pu ponctuellement déborder sur la période consacrée à la réalisation d'entretiens. La collecte des données a été complétée par une analyse documentaire complémentaire (PS, projets fédéraux, chartes, etc.), l'objectif final de ces méthodes restant la production de connaissances sur les relations à l'écologie et au politique dans le réseau.

⁴⁵ Glaser, B. G., & Strauss, A. L. (1967). *The discovery of grounded theory: Strategies for qualitative research*. Chicago: Aldine.

⁴⁶ Cf guide d'entretien en annexe 1.

Une fois les données récoltées (entretiens réalisés puis retranscrits), un travail de thématisation/catégorisation a pu se faire : en partant des hypothèses de départ, de grands thèmes ont été relevés sur une poignée d'entretiens. Cette lecture a été affinée en distinguant des sous-thèmes, se rapprochant de clés analytiques, avant de lancer le croisement avec le reste des entretiens. Une fois ce travail terminé, il a fallu problématiser l'ensemble de ces sous-parties afin de faire ressortir les pistes d'analyse sociologique qu'elles contenaient. Une première ébauche de plan a ensuite été réalisée, une étape indispensable pour la faire évoluer jusqu'à la stabiliser un maximum en vue de la rédaction. Quelques derniers changements ont pu se faire au cours de la rédaction, afin d'équilibrer les parties ou de fluidifier leur enchaînement.

Il est apparu très tôt que mon statut de stagiaire à la fédération ne m'avait pas seulement octroyé une facilité d'accès au terrain, mais également un certain rapport de confiance de la part du réseau. Il a été donc indispensable de s'attarder sur quelques considérations éthiques, afin que l'enquête et sa traduction écrite ne trahissent pas ce dernier. Outre leur temps, les différent.es acteur.rices avec lesquel.les j'ai pu m'entretenir m'ont partagé leur vision, leurs aspirations mais aussi parfois leurs craintes concernant les différentes thématiques abordées. Dans le respect des règles déontologiques, un travail d'anonymisation a donc été nécessaire pour me servir de leurs paroles : codage, modification des éléments distinctifs (genre, clés géographiques, noms des activités, événements mentionnés). Si le réseau est suffisamment restreint pour qu'iels puissent croire pouvoir identifier une parole, j'ai essayé de ne laisser aucune preuve tangible pouvant mener à identifier l'auteur.rice de quelconque verbatim.

IV. Positionnement de chercheuse et réflexivité

Dans cette enquête, la question de mon positionnement en tant que chercheuse est centrale, et s'inscrit dans une perspective de réflexivité ethnographique, où l'analyse des données ne peut être dissociée de ma manière de me situer sur le terrain. Par ailleurs, l'intérêt personnel que je porte aux sujets abordés dans l'enquête, notamment l'écologie et les questions de participation citoyenne, fait que je suis parfois immergée dans les mêmes préoccupations que les acteur.rices, ce qui peut m'éloigner temporairement d'une lecture strictement analytique des enjeux de pouvoir et des agendas institutionnels. Ma proximité avec les enquêté.es se manifeste à plusieurs niveaux : par les relations interpersonnelles qui se créent en dehors du cadre strict de l'enquête, le tutoiement, les échanges d'expériences ou encore le fait d'être logée par le co-président de la fédération, mais également par une proximité avec les sujets eux-mêmes. En effet, les thèmes abordés m'intéressent personnellement, ce qui peut me conduire à adopter une posture de "participation observante" où je ne me limite pas à l'observation, mais participe activement à certaines pratiques ou discussions. Cette proximité peut influencer les données recueillies, d'autant plus que mon rôle et ma position ne sont pas toujours clairs pour les membres des centres sociaux, et que mes propres biais, conscients ou non, affectent parfois la manière dont je présente l'enquête et les termes employés, notamment les notions de "politique" ou d'"écologie".

Au fur et à mesure de l'enquête, la distinction entre mon identité personnelle et ma position de chercheuse a été un pan majeur de ma réflexion épistémique. L'acculturation à l'association et l'engagement dans certaines discussions reflètent cette dynamique, nécessitant un effort conscient et constant pour maintenir une posture réflexive et analytique. Cette porosité apporte néanmoins quelques effets positifs, comme la capacité à suspendre temporairement les systèmes de pertinence scientifiques pour accéder aux systèmes de sens commun des enquêté.es⁴⁷, tout en gardant à l'esprit qu'il est nécessaire de distinguer l'objet du sujet à certains moments de l'enquête, à l'image du processus d'écriture et d'analyse. Ainsi, mon positionnement combine une immersion forte, nécessaire à la compréhension des pratiques et des représentations, et une certaine distance analytique, indispensable pour identifier les structures, les enjeux et les biais qui traversent le terrain et les données. Ce positionnement reflète les attendus de la commande, qui souhaitait inscrire l'enquête dans une dynamique de recherche-action.

⁴⁷ Elias, N. (1993). *Engagement et distanciation : contributions à la sociologie de la connaissance* (trad. M. Hulin). Paris : Fayard. (Ouvrage original publié en 1983).

Partie 3 : Résultats

I. Des formes d'engagement plurielles : entre service, action sociale et mission politique

Dans cette partie, nous nous intéresserons à la notion d'engagement pour comprendre la diversité des formes qu'il peut prendre au sein du réseau. Nous verrons qu'il s'agit d'une notion ouverte à de multiples interprétations et traductions tangibles, selon les expériences et motivations des personnes concernées. Il est donc essentiel de distinguer les différents sens que revêt l'engagement selon les gens, afin de comprendre pleinement les façons dont il se manifeste et s'inscrit dans les pratiques des acteur.rices des CSC, en particulier dans le cadre des réflexions politiques et écologiques traversant ces espaces.

A. Une pluralité d'entrées dans l'engagement et de l'évolution de ces derniers dans les CSC

a. Diversité des parcours d'entrée :

Afin de mieux saisir les formes d'engagement qui existent dans le réseau des centres sociaux, il est intéressant de se pencher sur les parcours d'engagement dans leur entièreté, en partant des parcours d'entrée dans les structures. Si l'on regarde du côté des salarié.es, on observe des parcours d'entrée très distincts. Une poignée (de salarié.es) parle d'évidence, qualifiant leur parcours professionnel de presque vocationnel ; travailler dans un centre social est alors un choix évident, car iels savent que leurs valeurs personnelles et professionnelles peuvent coexister dans leurs missions.

"Et du coup, quand je suis arrivée en Charente-Maritime, pour le coup, j'ai postulé dans les centres sociaux. Je me suis dit, c'est là, en fait, où j'ai envie d'être. Et en rural. [...] Oui, d'être là, c'est un vrai choix. Et bon, il s'avère qu'on m'a retenu.e aussi. Ça validait ce choix. Et donc, ça fait 25 ans que je suis là." [CSRS3]

"Alors, je me suis pas retrouvé à travailler dans un centre social. J'ai créé un centre social. Voilà. Alors, je dis "j'ai" et puis je vais le corriger tout de suite parce que c'est jamais "je", c'est toujours "nous"" [CSRRS1]

"C'est surtout pas le fruit du hasard. Je suis directrice d'un centre social. C'est plutôt le fruit sans doute d'une longue conviction et d'un long chemin dans les méandres des associations et de la manière dont on pouvait, je pouvais m'imaginer, faire des choses." [CSUPS1]

En revanche, la majorité des salarié.es semble témoigner d'une forme de hasard. En effet, comme on le voit clairement dans l'extrait d'entretien ci-dessous avec un.e employé.e, il est récurrent que les professionnels des centres sociaux se retrouvent dans ces structures sans qu'il s'agisse d'un choix conscient et affirmé lié à la nature même des centres sociaux.

"j'ai cherché un poste stable, un CDI, voilà, dans plein de secteurs, on va dire, par rapport à mon champ d'action. Et j'ai eu cette opportunité de rentrer ici en tant qu'animateur jeunesse. Donc, le centre social en tant que tel, un peu par hasard, j'ai envie de dire, dans mon parcours. J'avais pas une histoire en amont personnelle avec les centres sociaux en tant qu'usager.e, que bénévole" [CSRS1]

Iels expliquent que cette arrivée circonstancielle pourra être confirmée par la suite, en découvrant les missions, les valeurs, le fonctionnement des centres sociaux et le rôle qu'ils jouent dans la société. De même, si les *a priori* sur ces structures ne manquent pas, la réalité n'est pas toujours alignée avec ces derniers, sans pour autant être décevante pour celles et ceux qui se familiarisent avec. Certain.es ont même vu leur expérience personnelle confirmer une image positive qu'iels avaient en amont, comme pour ce.tte salarié.e :

"J'y reste parce que c'est un travail où je mets du sens. [...] Parce qu'effectivement la structure me plaît. Il y a des possibles dans son projet, dans sa liberté d'action, dans son histoire. Tout ça me plaît." [CSRS1]

"Par exemple, moi, le centre social c'était pas du tout un endroit que je connaissais. Je viens pas du social non plus en termes de formation.[...]Ça me plaît énormément"[CSUPS2]

"À ce moment-là, moi, j'ai une image extrêmement positive de ce que c'est qu'un centre social. Pour moi, un centre social, c'est vraiment la maison des habitants. C'est un espace où on s'engage. Ça me parle d'éducation populaire, d'émancipation.

On est accueilli quel que soit l'âge, quelle que soit sa catégorie sociale. C'est un endroit où on peut aborder des thèmes politiques.[...]Et je me dis que c'est ça dont on a besoin ici. D'où ça me vient, cette image, je l'ignore. Ça reste un mystère. J'ai jamais fréquenté de centre social." [CSRIS1]

Pour une partie des personnes composant la cohorte salariée des centres, leur présence relève d'un choix pragmatique, une question d'opportunité professionnelle : que ce soit la proximité de l'offre d'emploi à leur lieu de vie, ou encore le fait qu'elle soit compatible avec leur domaine de compétence. Finalement, on observe là une arrivée dans un CSC comme dans tout autre travail : une conjoncture favorable où les missions proposées sont conformes aux qualifications des individus (études, formation, expériences passées), ce qui ne garantit ainsi pas forcément une forme d'engagement très poussée.

"C'est vraiment, en fait, parce que je cherchais du travail et que... Enfin, si tu veux, c'était pas un choix dans les sens, en fait. Allez, je vais chercher du travail dans un centre social. C'est plutôt, en fait, voilà." [CSRS2]

"Par hasard, [...] à la fin du bac pro commerce, j'ai essayé d'être agent immobilier, parce que ma tante faisait ça. Et du coup, ça m'a pas du tout plu. Et du coup, je suis resté 6-9 mois, chez mes parents, à rien faire. [...]Et à côté de ça, j'étais accompagné par la mission locale pour essayer de trouver ce que je voulais faire. On est arrivé à sortir, pourquoi pas, l'animation, avec les enfants et tout. J'ai postulé dans une dizaine de centres. Il y en a un seul qui a répondu, et j'y suis encore" [CSUS2]

"Moi, je suis originaire de [cette ville], donc l'endroit où se situe [le centre]. Et donc, mon année de terminale, à mes 18 ans, il fallait que je trouve un petit emploi saisonnier pour pouvoir entamer mes études en STAPS. [...] Et donc, on va dire que [c'était] l'emploi saisonnier le plus proche, c'est celui qui m'intéressait le plus, [CSRIS2]

Finalement, ces parcours d'entrée variés dans les centres sociaux du côté des professionnels sont une première clé de compréhension de la diversité des formes et des niveaux d'engagement qui coexistent dans ces structures. On retrouve la même hétérogénéité du côté bénévole : les bénévoles se retrouvent (toutes et tous) engagé.e dans leur structure suite à des parcours d'engagement très différents. Pour beaucoup, la porte d'entrée a été celle d'une activité quelconque proposée par le centre social (centre de loisirs pour leurs enfants, activité sportive, artistique ou culturelle). Peu sont celleux qui s'engagent pour une volonté politique ; parfois iels recherchent seulement une association afin de donner de leur temps et sont attirés par le champ d'action diversifié des centres sociaux, parfois iels se tournent vers ces structures pour des raisons de praticité ou d'opportunité (proximité du lieu de vie, choix restreint d'associations sur un territoire donné).

"Parce qu'une autre administratrice m'a dit que... ils cherchaient des bénévoles, enfin des administrateurs, plus exactement. Et puis voilà, enfin je connaissais, je savais que ça existait, le centre social. J'étais... enfin mes enfants sont allés au centre de loisirs. "[CSRRA1]

"Donc, ça vient que je suis parent d'une petite [...] elle fréquente le centre social. [...] Et du coup, dans le cadre d'une AG, il y a eu une affiche renouvellement, recherche d'administrateurs. Donc, c'est dans ce cadre-là que je suis rentrée. Je suis dans un milieu associatif autre, mais pas sur le domaine social. "[CSUA1]

"Donc, moi, le conseil citoyen, depuis deux, trois ans, je l'ai un peu laissé tomber parce que j'étais... J'avais l'impression d'en avoir fait le tour:[...]Et puis, un jour, je me suis dit, pourquoi je ne viendrais pas administratrice [...]. Voilà, je suis la trésorière maintenant du centre." [CSUPA1]

"Mais c'est compliqué parce que je pense qu'il y en a qui viennent vraiment que pour le service. Et à la fois, quand ils sont accompagnés, on est vraiment sûr... Pour moi, France Service, par exemple, c'est un acte d'engagement citoyen. C'est-à-dire qu'il n'y a plus de services publics. La maison-pop, elle prend ça, elle prend ça et en fait, elle fait de l'accompagnement.

Oui, bien sûr. Et elle fait de l'accompagnement avec une méthodologie qui est quand même particulière. Ce n'est pas, je fais pour vous, voilà. Même rentrer par le service vraiment de base, parce que voilà, la maison France Service, avant, ça s'appelait comme ça. Du coup, pour moi, il y a de l'engagement. De notre part." [CSRRS3]

Ces parcours d'entrée différents, qui sont motivés par des ambitions variées et partent de formes et niveaux d'engagement différents, entraînent par la suite l'existence de CA et d'équipes à géométrie variable au sein du réseau départemental. Cette variabilité peut également se retrouver au sein d'une même structure, où l'on observe des niveaux d'engagement distinctement différents entre les gens. Cette dynamique globale peut tout aussi bien encourager que freiner l'engagement des gens qui font vivre ces structures, renforçant ainsi l'asymétrie existante dans le réseau sur ce plan-là.

"Mais par contre, c'est vrai qu'à la Fédé, parfois je suis un peu mal à l'aise par rapport à d'autres centres ou d'autres administrateurs, qui, je pense, ne sont pas sur la même longueur d'onde que nous." [CSRRA1]

On peut également se demander si le niveau d'engagement peut dépendre de la cohorte à laquelle on est rattaché.e. Mais l'enquête ne révèle aucune distinction claire. Parfois, le sentiment que les bénévoles et administrateur.rices disposent de plus de liberté dans leur posture existe, comme nous le partage un administrateur ci-dessous. Les membres de cette cohorte pourraient donc porter un engagement plus affirmé. On observe dans le réseau une dynamique quasiment inversée, où les salarié.es portent parfois plus clairement l'engagement politique de la structure dans laquelle iels se trouvent, alors que les administrateur.rices peuvent tenter d'évincer cette question. Il ne semble donc pas y avoir de règle générale pouvant couvrir un réseau aussi varié et complexe que celui-ci. Nous avons donc des structures où coexistent des niveaux et des formes d'engagement disparates, et ce, dès l'arrivée des personnes dans leur centre.

"Et la réalité, je pense que c'est toujours un peu cette différence entre militantisme et engagement. Je pense que côté bénévole, je pense que ça peut vraiment être du 100% au niveau engagement et militantisme. Côté salarié, ça peut être peut-être plus nuancé pour certaines personnes en fonction de la manière dont ils se sentent impliqués dans le projet social." [CSRRA2]

Les personnes qui rejoignent les CSC ne le font donc pas toutes pour les mêmes motivations, ce qui se traduit sur le terrain par une grande diversité d'acteurs et d'actrices aux ambitions et aux perceptions distinctes vis-à-vis de leur travail – qu'il soit salarié ou bénévole. Examiner les raisons de leur arrivée dans le réseau permet ainsi de mieux appréhender la variété des formes d'engagement existant au sein du réseau.

b. Constructions individuelles de l'engagement

Une fois entré.e dans ces structures, chacun.e des acteur.rices verra son engagement évoluer suivant des trajectoires, une fois encore, assez diversifiées. La première variable sur l'évolution de l'engagement est celle du sens que les personnes elles-mêmes donnent à leur travail, qu'il soit salarié ou bénévole. Le lien qu'iels entretiennent à la structure, au territoire, aux populations avec lesquelles iels travaillent, aux membres des équipes salariées et bénévoles ou encore les missions auxquelles iels participent, sont autant de critères qualifiant leur travail. Chacun.e hiérarchise selon son histoire, sa sensibilité et sa vision de ce qu'est, ou devrait être, un centre social. On retrouve tout aussi bien des gens qui mettent les relations interpersonnelles (avec les salarié.es ou les habitant.es) comme première raison de leur implication dans la durée, que d'autres personnes pour lesquelles la raison première sera le sens des missions auxquelles iels peuvent participer et l'ambition politique derrière ces dernières.

"Je m'étais dit, lorsque je m'arrêterai, je viendrais au [centre], parce que j'ai toujours participé, si tu veux, bénévolement [...] Mais j'ai toujours aimé l'esprit du [centre], quoi. Si tu veux, cette ouverture aux autres, d'être proche [...] Donc oui, parce que moi, j'aime les personnes qui y sont, même s'il y a eu des changements entre temps, ça c'est sûr. Mais je trouve qu'il y a une bonne équipe [...] Et puis, oui, il y a vraiment ce lien qu'il y a entre les gens et les gens qui viennent de n'importe où." [CSRA1]

"Sauf que là, la passion. D'emblée, c'est tout ce que j'aime. Je suis avec les gens, ils me disent ce qu'ils veulent, ce qu'ils ne veulent pas. Ce qui leur plaît ici, quels sont leurs besoins, quelles sont leurs habitudes de vie. Tout de suite, je sens que c'est très très moteur, qu'y a moyen de ramener des services ici alors qu'ils sont partis depuis longtemps. Pour moi, c'est un outil et ça reste un outil, le centre social. "[CSRRS1]

Ainsi, la majeure partie des gens revendique une forme d'engagement, seulement cette dernière est définie de manière différente par chacun.e, allant d'un don de son temps pour un bien commun à une implication plus ferme dans les mouvements sociaux qui traversent la société (et ce, à toutes les échelles, qu'elles soient locales ou nationales).

"Engagement, ben il peut compter sur moi, de toute façon [...] L'engagement, c'est vraiment la présence, quoi. Ok. Être là, et à l'écoute. "[CSRA1]

"Moi, ce que ça représente pour moi [l'engagement au CSJ], déjà, c'est... Je veux pas vivre à côté de ce qui se passe dans la société et j'ai envie de m'impliquer et de créer ce que je peux créer en lien avec les autres personnes pour lutter contre toute forme de discrimination, d'inégalité, voilà [...] Jet ça permet pour moi d'évoluer et de pouvoir contribuer à mon niveau, à ma manière, à ce qui se passe sur mon territoire. "[CSRRA2]

La deuxième variable qui définit l'engagement de chacun.e est l'adhésion aux valeurs des CSC, et la hiérarchisation de ces valeurs. En regardant lesquelles sont mises en avant et quelle compréhension en est faite, on remarque, une fois encore, des formes d'engagements très différentes. Parmi les valeurs centrales des centres sociaux, on retrouve la solidarité, la dignité humaine et la démocratie, mais également l'accueil inconditionnel : le fait que l'on puisse retrouver dans un centre social des gens complètement différents, que ce soit par leur âge, leur origine sociale ou ethnique, leurs croyances ou leur genre, et que l'action collective puisse s'appuyer sur cette diversité, fait partie des raisons de l'implication des gens dans ces structures. Pour autant, tout le monde ne met pas l'accent sur les mêmes facettes de ces structures, certaines étant plus politiques que d'autres.

"Quand j'en échange, moi je dis toujours moi je suis militante de l'accueil inconditionnel. Donc les personnes qui ne sont pas favorables à l'accueil des autres, ça n'est pas moi. "[CSRRS1]

"Et donc j'ai aimé ce fourmillement, ce lien entre le dedans, le dehors, des activités pour tout public, le fait de rencontrer des habitants de tous horizons, de ne pas être dans l'exclusive d'une population ou d'une tranche d'âge, mais de me dire que je serais amené à rencontrer différents publics. "[CSUPS1]

Être en adéquation avec les valeurs d'une telle structure apparaît comme indispensable pour une partie des salarié.es, et même si certain.es se montrent plus flexibles, l'opportunité professionnelle se retrouve ainsi conditionnée par une conformité des valeurs des centres à celles qui leur sont propres.

"Pour moi, bosser en centre social, c'est pas un hasard. C'est obligé que c'est politique. Si je ne me sentais pas en lien avec les valeurs que prenait le centre social, je ne pourrais pas bosser là. "[CSRRS3]

"Moi, je voulais avoir un boulot qui m'intéresse [...] Et donc, en essayant un peu de voir un petit peu les réseaux, à un moment, j'ai découvert le réseau des centres sociaux, qui me semblait pas mal correspondre à la fois à mes valeurs et je pensais pouvoir valoriser en gros mon expérience dans ce réseau-là. [...] Je trouve que c'est un réseau intéressant et c'est des valeurs qui me correspondent et une ambiance aussi qui me correspond. Et il y en a partout en France. "[CSUS1]

De même pour les administrateur.rices : la raison de leur implication est souvent étroitement liée au sens des actions menées et auxquelles iels peuvent participer.

"Voilà, en fait, c'est un hasard sans être un hasard. C'est par exemple [...] J'avais envie de m'impliquer sur une asso qui soit dans l'animation territoire et sur le volet social [...]. C'était ce qui me plaisait, en fait, de pouvoir agir à ce niveau-là. "[CSRRA2]

Pour d'autres encore, ce qui prévaut est l'organisation plutôt horizontale des centres, où les décisions sont prises collégialement (CA) et où des formes de gouvernances alternatives peuvent être explorées (comme par exemple le développement de co-présidence partagée, pour sortir de la forme pyramidale traditionnelle des CA).

"Et là encore, ça m'a fait encore un autre truc. C'est pas pyramidal, c'est pareil. On papote entre nous. C'est ça que j'aime." [CSUPA1]

La troisième variable est, elle, reliée directement aux parcours des individus mais aussi à l'organisation du centre social auquel iels sont rattaché.es. Il est en effet assez flagrant, et ce dès les premiers échanges et observations faites dans le réseau, que tous les centres sociaux n'offrent pas le même espace pour les réflexions engagées, voire politiques. Et ces disparités sont clairement perçues par les acteur.rices, qu'iels soient dans des centres sociaux portant des formes d'engagement plus radicales, ou bien dans ceux qui se montrent frileux :

"Moi, je perçois que c'est une asso, un centre social militant." [CSRRS1]

"Mais je pense qu'ici, l'engagement est très très fort." [CSRRA2]

"Ça dépend des jours et ça dépend de quel point de vue, c'est-à-dire que moi, je considère que dans le boulot que je fais aujourd'hui, il y a une forme d'engagement citoyen." [CSUS1]

"Je vois bien quand on est parti au congrès à Bordeaux, ou quand on va... Tu vois, on était parti à... loin. Vers le milieu de la France, là, pour faire une formation, avec plusieurs personnes du centre. On était dans un autre centre social, et tu vois l'implication des gens et le militantisme. Donc je vois comment c'est un peu ailleurs. Maintenant, voilà, ça ne l'est pas comme ça ici." [CSUS2]

Ces différences structurelles affectent inévitablement la manière dont l'engagement individuel progresse dans le temps. Parallèlement, le niveau d'engagement du reste de l'équipe, notamment dans le cas d'une absence de revendication marquée d'engagement collectif, peut aussi ralentir (voire prévenir complètement) le développement de l'engagement des nouvelles recrues, salarié.es ou bénévoles.

"Pas tant. J'ai pas la sensation parce que je trouve c'est... [...] une suite dans ma vie, je sais pas comment dire, mais c'est peut-être un peu... égocentré mais pour moi j'ai pas l'impression que c'est du militant. J'ai juste l'impression que c'est un parcours professionnel qui s'arrête là où je devais m'arrêter." [CSUPS2]

"Voilà. Alors, je n'ai rien contre l'engagement, mais demain, j'aurai quelqu'un pour m'emmener quelque part, ce ne serait pas pour aller au centre social, ce serait pour aller à une salle des ventes ou aller à une brocante." [CSUPA1]

"Maintenant, je me rends compte qu'aujourd'hui, on a des... soit des collègues, ou soit on voit que, peut-être, cet engagement, il n'est pas toujours présent. Et est-ce que ça peut se faire sans ça? Moi, je ne sais pas." [CSRS3]

"Entre 0 et 10, le plus militant, ça va être Luc, il n'est pas militant de fou, donc... Ouais, t'as 3-4 quoi, même pas. [...] C'est ma vision. [...] Il n'y a personne dans l'équipe." [CSUS2]

Ce qui est intéressant à comprendre est aussi combien le parcours personnel des bénévoles sur le plan associatif ou syndical peut influer sur la forme que prendra leur engagement dans le centre social. Une fois encore, on ne peut pas définir clairement des règles communes à tous.tes: si l'expérience syndicale ou une expérience associative militante peut mener à s'intéresser aux actions d'un centre social, elle ne garantit pas pour autant une forme d'engagement militante dans le contexte qui est celui d'un CSC. À l'inverse, des gens peuvent se découvrir une appétence particulière pour des formes d'engagement citoyen plus marquées sans n'avoir jamais eu auparavant d'expérience similaire dans un autre contexte. Il est donc difficile d'établir un parcours d'engagement linéaire pour chacun des profils passant le seuil d'un CSC. On observe néanmoins une dynamique commune dans la plupart des structures approchées au cours de l'enquête : Pour certains profils, l'engagement

dans le centre social s'inscrit dans une évolution continue de leur bénévolat. Comme l'écrit Catherine Neveu, les "personnes arrivées au centre social par la "dimension individuelle" de la "maison des services et activités" [arrivent] progressivement à celle de "l'intérêt général" dans la "maison de la citoyenneté", en passant par la dimension collective de celle des "projets" et de la participation à des débats généraux, abstraits et désincarnés"⁴⁸. Ces personnes aboutissent donc à une forme d'engagement plus politique. Bien sûr, ce n'est pas toujours le cas : une personne qui rentre dans un centre social par le biais d'une activité (qu'elle soit culturelle, sportive ou sociale), et qui, suivant les opportunités et les étapes de sa vie, s'implique plus concrètement en tant que bénévole, voire administratrice, peut parfois simplement s'inscrire dans cette volonté de "*rendre ce qu'on a pris au final*" [OPASI]. Cette dynamique de "don/contre-don"⁴⁹ ne suit pas les mêmes rouages que l'aboutissement d'une réflexion autour de la structure et de ses missions, qui se traduit par un engagement dans un CA. On retrouve ainsi des mécanismes de construction de l'engagement dans les espaces décisionnels aussi variés que les formes d'engagement peuplant ces espaces.

Ainsi, le lien avec la structure et avec ses autres membres, ainsi que l'implication dans les missions, permettent d'identifier des formes d'engagement chez presque tous.les acteurs et actrices des CSC. Cependant, ces engagements ne se valent pas tous : certaines formes se distinguent par leur dimension plus "politique", tandis que d'autres restent centrées sur des aspects relationnels ou organisationnels. Cette diversité illustre la pluralité des trajectoires et des sens que les individus donnent à leur engagement au sein du réseau. C'est là une première clé de compréhension quant à la difficulté de faire basculer complètement les structures dans une posture politique pour poursuivre une mission de transformation sociale.

B. De la notion d'engagement à celle de militantisme: un passage inéluctable ou impensable

a. L'engagement, une notion centrale mais flottante et floue

La notion d'engagement revêt des définitions variables selon les individus. Si l'on regarde d'abord du côté professionnel, on observe très rapidement combien l'engagement, même s'il existe sous des formes diverses, est intrinsèque aux pratiques professionnelles concrètes. En effet, qu'il s'agisse du travail sur les projets sociaux, des missions portées par les différents postes ou bien seulement des valeurs revendiquées par les centres sociaux (justice sociale, accueil inconditionnel, etc.), il est difficile pour un.e salarié.e de centre social de ne pas se sentir engagé.e dans son travail au-delà d'une mission professionnelle "alimentaire". Pour certain.es, cet engagement est même essentiel à la réalisation des missions ; sans lui, elles perdent leur sens. C'est ce que nous expliquent ces salarié.es.

"Bien sûr. Sans ça [l'engagement dans le travail], en fait, on n'existerait pas, quoi. Enfin, dans le sens qu'il nous faut, en fait, des gens qui soient engagés [...] On doit être engagés, en fait, dans le social, auprès de notre public, parce que sinon, bah, ça rime à rien, sinon" [CSRS2]

"Justement, je te parlais de job alimentaire. Tu vois, ça va au-delà de ça. Si tu crois...Enfin, il faut croire au projet. Il faut croire que tu peux être acteur sur le territoire. Il faut croire que ton boulot, il va t'apporter toi et qu'il va... Enfin, c'est plus que d'aller au travail, en fait.[...] Et c'est vrai que c'est de l'engagement. S'il y avait pas cet engagement-là, cette volonté, je pense qu'on pourrait pas faire tout ce qu'on fait." [CSRS3]

Pour d'autres, si l'engagement est inextricable de la pratique professionnelle, c'est précisément car cette dernière consiste en partie à travailler sur l'engagement des habitant.es dans leurs problématiques ou aspirations quotidiennes.

⁴⁸ Neveu, 2023

⁴⁹ Mauss, M. (2007). Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques. Presses Universitaires de France. (Œuvre originale publiée en 1925)

"Je pense que [l'engagement] devrait avoir une place principale dans le sens où... Une place principale au sens où sans idéaliser le centre social, pour moi, avant tout, c'est une structure où des habitants peuvent se retrouver et s'organiser. [...] Mais par contre, moi, je pense qu'un centre social, ça doit être ça et ça doit viser ça. Et donc, autrement dit, cette place de l'engagement, parce que, en fait, c'est aussi... c'est accompagner des gens qui s'engagent, pour le coup, et avoir une méthodologie et tout ça, et... Et bien, ça devrait et ça doit être, et peut-être que c'est, heureusement, parfois, la place principale." [CSRS1]

Parmis les nombreuses définitions de l'engagement récoltées, on retrouve souvent l'idée qu'il doit signifier croire en la capacité des centres sociaux à avoir un impact concret sur le réel, au moins à l'échelle locale

"On a des projets sociaux qui sont quand même très larges. Donc on ne peut pas être partout, je pense. Mais l'idée, c'est qu'on voit le sens qu'il y a. On est là pour faire changer le monde, au max." [CSRRS3]

Évidemment, comme les cohortes salariées et bénévoles travaillent ensemble, il est difficilement concevable pour les salarié.es d'envisager leur engagement sans penser celui des bénévoles. L'engagement des salarié.es ne semble pouvoir exister qu'en complément de celui des habitant.es qui donnent de leur temps, puisqu'un centre social sans bénévoles n'en est plus un.

"Je trouve que déjà, travailler dans un centre social, c'est un engagement citoyen. Être bénévole, c'est un engagement citoyen." [CSRRS2]

"Bah complètement parce que déjà le jardin il fonctionne quasiment exclusivement avec des bénévoles il y a 1,5 hectares donc tu peux pas t'en occuper tout seul. [...] Donc là t'as quand même les jardiniers bénévoles qui viennent tout le temps et ils sont engagés." [CSUPS2]

L'engagement peut certes être une notion centrale pour les professionnel.les, mais il lui faut un terrain particulièrement favorable pour la voir se développer. Chaque poste, de directeur.rice à animateur.rice jeunesse en passant par coordinateur.rice famille, est parfaitement compatible avec le développement de l'engagement des salarié.es et celui des habitant.es et bénévoles. De même, l'idée selon laquelle toute forme d'engagement est un prérequis pour entrer dans un centre social ne fait pas l'unanimité. Pour autant, un consensus semble se dessiner autour duquel il est essentiel pour un centre social de permettre l'évolution de ces formes d'engagement individuel, aussi bien bénévole que professionnel.

"Ce n'est pas forcément un prérequis au départ [d'être engagé en tant que salarié]. [...] Et donc ça viendrait à l'encontre même de ce qu'est les valeurs d'un centre social. C'est-à-dire que le chemin qu'on pense possible pour les habitants, il faut aussi le considérer pour les salariés. [...] Et en cela, pour moi, l'idée c'est que chacun fait son parcours, va s'initier à une forme d'engagement." [CSUPS1]

L'une des raisons de la compatibilité entre ce terrain et le développement d'un engagement personnel sur les questions sociales se situe au cœur même de l'animation socio-culturelle et du travail social. En effet, travailler dans un centre amène à une meilleure lecture du monde social et des inégalités qui le traversent, mais également à une familiarisation avec une diversité d'outils d'action (à l'image du PA). Autant de facteurs qui conduisent à un engagement plus marqué.

"Donc le fait de travailler dans une association et dans un centre culturel, on voit, on observe un peu les démarches du pouvoir d'agir. On voit aussi comment ça fonctionne, la création d'asso, le fait d'avoir ce mouvement-là. [...] Et parfois je me dis, est-ce que si je n'avais pas eu cette expérience à la maison pop, j'aurais ce recul-là sur la vie en société, je ne suis pas sûr. Et ça donne envie de faire des choses, travailler dans une association comme celle-ci et travailler dans les centres sociaux où il y a vachement d'observations, vachement de recul par rapport à tout ce qui se passe, ce qui donne envie de s'engager." [CSRRS2]

Parallèlement, l'ampleur de l'engagement dans ces lieux repose sur un principe simple, observé par plusieurs enquêté.es : l'engagement des un.es entraîne l'engagement des autres.

"Et en observant les pairs et les administrateurs et les administratrices, j'ai l'impression que c'est pas mal de personnes engagées et j'ai l'impression qu'on peut parler d'un cercle vertueux qui entraîne un peu tout un engrenage positif sur cette observation. C'est un engrenage positif" [CSRRS2]

Bien sûr, si cette notion d'engagement est centrale, elle n'est pas pour autant très stable dans la perception que les gens ont d'elle. Mais là encore, c'est un trait commun à de nombreuses structures que de permettre la coexistence d'engagements parfois très différents, et surtout sur des thématiques très variées. C'est d'ailleurs cette flexibilité autour de la notion qui doit nous interroger : il nous faut chercher à comprendre à quel moment et de quelle manière l'engagement peut basculer sous une forme politique compatible avec cette mission de transformation sociale.

"Et je ne suis pas dans un engagement qui est un engagement soit sectaire ou fermé sur une seule idéologie, mais un engagement qui peut considérer des engagements de formes multiples [...] de confessions complètement différentes, avoir des idées politiques complètement différentes. [...] Et donc, un centre social, c'est la croisée de tout ça." [CSUPSI]

"il n'y a pas là aussi une définition pure et dure, ou qu'il voudrait être simplement le socle de ce qu'on détermine être "engagement", c'est ça ou c'est rien d'autre. Non, il y a mille et une manières de s'engager. Et l'engagement, ça peut être pour certains déjà de se rendre disponible pour des temps forts, en dehors de ses missions traditionnelles, d'essayer de comprendre ce qu'est l'objet d'un centre social, de se questionner sur la compréhension de c'est quoi un contrat de travail, etc." [CSUPSI]

Si l'engagement des professionnel.les se définit comme crucial au terme de l'enquête, ce n'est pas pour autant qu'il échappe à des limites concrètes. Ici, concentrons-nous sur les freins personnels, nous regarderons plus tard du côté des limites institutionnelles et structurelles. Ce premier frein est relatif à la délimitation parfois difficile à établir entre missions professionnelles et sensibilités personnelles : où s'arrête l'engagement des professionnel.les ? Peut-il exister seulement lors des heures travaillées ? Autant de questions qui habitent le réseau. Le possible basculement dans le bénévolat, la frontière difficile à poser entre vie professionnelle et vie personnelle, sont des interrogations communes à beaucoup de salariés. Le sens des missions, les valeurs défendues sur le temps de travail ou encore la résonance avec les convictions personnelles, sont autant de facteurs conduisant à des postures très différentes vis-à-vis de cette question. Si certain.es expliquent clairement la difficulté à distinguer leur engagement professionnel de celui qu'iels nourrissent dans leur vie personnelle...

"Si j'ai pas d'heures, mais non, je peux pas y aller quand même en tant que bénévole, parce qu'en même temps, il faut savoir faire la... C'est pas évident, en fait, de se dire, je n'y vais pas parce que si je commence à faire du bénévolat, c'est peut-être mettre à mal aussi le salariat dans les sens sociaux." [CSRS3]

... d'autres témoignent du besoin de s'éloigner sur leur temps personnel des combats qu'iels portent au cours de leur journée de travail, s'iels souhaitent maintenir leur engagement professionnel sur le long terme.

"C'est quelque chose qui est vécu au jour le jour, au quotidien. Moi, je sais que j'ai besoin, dans mon engagement citoyen, de me décrocher à un moment donné. Je sais que je peux travailler la semaine et m'engager sur animer un projet de territoire, animer une action. Et ça sera de l'engagement citoyen. Mais le week-end, je vais plus y penser." [CSRRS2]

Finalement, on voit ici combien l'engagement dans les centres sociaux est une notion centrale mais plurielle, qui se manifeste dans le travail, les valeurs et la finalité mise derrière l'activité d'un centre, tout en restant modulée par les parcours individuels. Il connaît des limites, notamment dans la frontière entre engagement professionnel et personnel, mais elles restent peu contraignantes, contrairement à cette notion voisine, qui part des mêmes dynamiques mais qui est infiniment plus politisée : le militantisme.

b. Le militantisme: une notion perçue comme trop idéologique qui fait moins consensus

Discuter d'engagement avec les gens sur le terrain nous a amenés rapidement à aborder la notion de militantisme. En effet, face à une notion qui ne comporte pas intrinsèquement de connotation politique (celle

d'engagement), le terme de militantisme a été interrogé, mais il est vite apparu qu'il faisait bien moins consensus. C'est précisément sa dimension politique qui polarise les opinions, révélant ainsi qui se sent à l'aise (et pour quelles raisons) avec une forme d'engagement explicitement politique. Notons que les deux notions d'engagement et de militantisme, qui renvoient souvent à des réalités bien différentes, sont, pourtant, quasiment inextricables l'une de l'autre pour les enquêté.es. C'est ce que l'on voit avec cette définition circulaire offerte par un.e acteur.rice enquêté.es :

*"Le militantisme... Moi, ça fait écho à une sorte d'engagement... *rires* Je me fais avoir à mon propre jeu. "[CSRS1]*

Cette difficulté à les distinguer clairement s'explique aussi par les perceptions extrêmement polarisées de leurs différences - de la négation d'une distinction nette entre engagement et militantisme à un pas impossible à franchir pour passer de la première à la deuxième, en fonction de la personne à qui l'on s'adresse.

"En vrai, moi, personnellement, je ne fais pas vraiment de différence entre les deux. Pour moi, c'est du militantisme d'être engagé, ou de l'engagement le militantisme. "[CSRRA2]

"C'est très simple, c'est que l'engagement citoyen, moi, j'y suis. Militantisme, je ne suis pas militant.[...]Je ne suis pas engagé, en fait, dans la vie active des centres sociaux, par exemple. Je fais mon travail ici, [...] mais je ne vais pas aller plus loin, en fait[...]ça ne m'intéresse pas." [CSUS2]

Ce qui nous intéresse ici est de voir pourquoi un tel pas dans le vocabulaire est difficilement envisageable pour une partie des gens. Pourquoi le militantisme est-il une notion qui se révèle être bien plus clivante ? L'aspect polémique d'un tel sujet entraîne des réactions allant d'un rejet total de la notion à une revendication partielle, en passant par un emploi méticuleusement délimité⁵⁰ qui s'accompagne d'un travail soigné de sa définition. Enfin, s'il est aussi clivant, c'est semble-t-il, que le terme porte en lui quelque chose d'infiniment plus politique⁵¹, plus frontal, plus idéologique, voire (plus) violent que son cousin l'engagement.

*"Le militantisme, c'est quelque chose aussi qui peut être travaillé sur le long terme, mais il y a quelque chose un peu au-dessus... Je n'ai pas envie d'employer le terme **violent**, mais [...] j'y vois quelque chose, j'y vois un niveau au-dessus vraiment où... c'est un passage à l'action physique, en fait, je trouve." [CSRRS2]*

*"Militantisme, je pense que ça fait peur. Je pense que ça prend du temps avant de se dire oui, je suis militante sur certains points, et bien le définir aussi, c'est important. [...] L'engagement citoyen, je pense que ça passe mieux. Je pense que ça parle plus aussi. Militantisme, il y a toujours une connotation un peu **négative** quand on parle des militants sur les médias, les machins. Concrètement, c'est jamais très très positif. Je trouve ça dommage." [CSRRS3]*

*"Dans le militantisme, pour moi, il y a le côté quand même un peu plus **politique**. "[CSRRA1]*

*"Après, je pense que peut-être le militantisme a une connotation peut-être plus **politique** pour certaines personnes, plus radicale, peut-être, je ne sais pas." [CSRRA2]*

*"Après, si on part sur une nuance entre engagement et militantisme... [...] Là, je pense que c'est peut-être plus du, on va dire, du 60%. Parce que je crois que certaines personnes ne sont pas très à l'aise avec ce volet **politique**."*

"Pour moi engagement citoyen c'est un truc un peu dans la démocratie un peu Carré tu vois, un peu je suis citoyenne d'ici donc je vais... tu vois ça fait droit et devoir du citoyen un peu ça fait institutionnel je trouve engagement [...]Militantisme c'est plus j'ai des valeurs que je tiens à défendre tu vois. Et ça pour le coup oui, plus que l'engagement citoyen." [CSUPS2]

Cette radicalité perçue dans le terme entraîne une partie des acteur.rices (même pour certain.es pourtant très politisé.es sur le plan personnel) à refuser de l'associer avec une pratique professionnelle, ou bénévole —

⁵⁰ "Bah moi ça me gêne pas de dire que je suis par exemple une militante de l'éducation populaire." [CSRRS1]

⁵¹ l'adjectif politique utilisé par les acteur.rices recoupe souvent d'idée de couleur partisane, et non pas une simple implication dans l'organisation de la société.

une fois encore, il ne semble pas y avoir de norme séparant professionnel.les et bénévoles, chacun des groupes disposant en son sein de postures diverses sur ces questions. C'est d'ailleurs ce qu'ont partagé quelques enquêté.es, à l'image de cet employé.e de centre.

"Peut-être que le militantisme, pour moi, ça va encore plus loin. En fait, c'est la barrière entre le professionnel et le personnel"[CSRS3]

Le fait que le militantisme fasse autant dissensus est le témoin de l'existence de freins empêchant le développement d'un engagement plus politique, et ce, que ce soit dans les CA ou les équipes professionnelles. Ces freins, qui diffèrent de centre en centre, sont rarement complètement absents. Alors que dans certains centres persiste la croyance que le centre social, de par son lien avec l'éducation populaire, est forcément politique, et qu'il est donc un terrain où on ne peut plus favorable au développement du militantisme des gens qui le côtoient, d'autres ne s'inscrivent pas dans cette réflexion.

"Pour moi, un centre social, c'est ça. Pour moi, de l'éducation populaire, c'est ça. Donc j'ai du mal à envisager que ça puisse être autrement. Mais peut-être que d'autres pourraient venir m'expliquer qu'il y a d'autres possibles. Mais c'est mon biais de départ. L'éducation populaire, elle est politique. Sinon, elle n'est pas." [CSRRS1]

En effet, cette première posture n'est pas généralisée à l'ensemble du réseau : on retrouve, au contraire, dans un nombre non négligeable de structures ou dans certains profils d'acteur.rices, une absence nette de réflexion sur ces principes essentiels au développement d'engagements militants. Cela s'explique à différents niveaux, que ce soit par l'histoire des centres sociaux et par leur lien complexe avec l'éducation populaire, ou encore par l'évolution des politiques publiques et les conséquences sur la gestion des centres. Dans ces cas-là, la focale de l'engagement est plutôt mise sur le champ d'action sociale concrète : missions travaillant au lien social, services à la population, toujours des actions toujours concentrées sur une temporalité courte, à une échelle locale, et éloignées de réflexions plus globales, plus systémiques.

"Quand on est en réunion, on discute... de ce que j'ai vu... il n'y a pas une discussion de fond des valeurs ou du militantisme ou des choses comme ça, ça va être plutôt qu'est-ce qu'on va faire avec les habitants, l'objectif c'est de créer du lien avec les habitants, qu'est-ce qu'on va faire pour créer du lien et pour remplir cet objectif." [CSUPS2]

"Déjà, parce que je ne suis pas forcément très à l'aise avec le militantisme en fonction des formes qu'il peut prendre, mais je ne suis pas toujours à l'aise avec cette forme d'engagement [...] finalement le quotidien de nos structures laisse peu de place à un réel militantisme. Et moi, j'aimerais bien parfois être plus... avoir plus de temps pour certaines thématiques ou pour développer certains projets, etc. Mais en fait, il y a quand même une espèce d'écart assez faramineux entre ce qui... ce que sont les missions d'un centre social et les trois maisons." [CSUS1]

La posture adoptée par certaines structures - réticence, voire refus de la politisation induite par le militantisme - participe à étouffer les postures militantes individuelles, ce qui va, à son tour, freiner le basculement d'un centre vers la mission de transformation sociale. Certain.es professionnel.les se définissent comme militant.es, mais le refus de la structure peut les contraindre à renoncer à cette étiquette dans la sphère professionnelle, ou à adopter des stratégies pour agir sans susciter d'opposition de la part de leur entourage. De même du côté des bénévoles, qui se retrouvent parfois à étouffer leur voix plus militante dans le contexte du centre social.

"Moi, je trouve que dans le centre social, il y a du moins de la manière dont on l'a vécu [dans ce centre], il y a... il y a pas de militantisme [...] Je pense qu'il y a des militants dans les bénévoles, peut-être dans les salariés, mais pas en lien avec nos missions." [CSRRS2]

L'actualité politique joue également un rôle important sur l'évolution de la place du militantisme dans les centres sociaux. En effet, l'enquête montre à plusieurs reprises le lien entre la montée de l'extrême droite dans la société (et par conséquent dans les CA) et le rejet croissant des postures militantes qui pourtant participent à

défendre le rôle des centres sociaux dans la lutte contre les attaques racistes, xénophobes et LGBTphobes portées traditionnellement par l'extrême droite.

"Mais le militantisme, on le voit bien, dans un temps très réactionnaire, quand même, enfin pas que, mais quand même, ça dérange." [CSRSI]

À l'inverse, le contexte social, à la croisée de crises démocratiques, sociales et financières, peut participer à un basculement dans le militantisme pour des gens qui jusqu'alors ne ressentaient pas le besoin d'adopter une posture aussi politique dans ces espaces.

"Mais le militantisme, les valeurs, puis en fait, là, il sort de ma bouche plus facilement depuis que je trouve que les valeurs sont en danger [...] Les valeurs du centre social, de démocratie, de solidarité, d'équité. Bon, concrètement, là, depuis le mois de juin dernier, là, des élections, tout ça, depuis qu'on a un député RN, voilà." [CSRRA1]

"Après, le militantisme, pour moi, il n'est pas... Je ne suis pas une militante de base, je ne l'ai pas toujours été, j'ai... peut-être que... Peut-être que des fois, je regrette un peu de ne pas être plus engagée pour certaines choses avant, mais du coup, enfin, maintenant, pour moi, ça a peut-être un peu plus d'importance maintenant. Il y a l'urgence, il y a... Je pense qu'il y a des urgences par rapport aux idées d'extrême droite, mais aussi par rapport à la planète et tout ça." [CSRRA1]

Cette polarisation éclaire l'oscillation observée dans le réseau entre dynamiques militantes fortes et défense d'un modèle non confrontationnel plutôt "apolitique"⁵². Pour autant, l'absence de revendication claire d'une posture militante n'est pas synonyme d'un effacement total du militantisme. On retrouve en effet, parfois, une troisième posture stratégique : celle d'un engagement militant à bas bruit, discret mais présent. Certain.es, conscient.es de l'impossibilité de faire consensus sur ces points théoriques, œuvrent à une transformation sociale sans discours politique explicite : un engagement qui ne dit pas son nom pour exister. L'équilibre est précaire, entre le choix des mots, la vigilance sur la posture, la limite posée sur les concessions qu'iels sont prêt.es à faire sans trahir leurs convictions personnelles, mais cet équilibre reste essentiel à trouver pour conserver du sens dans leurs missions qu'elles soient bénévoles ou professionnelles.

"Après, pour moi, il n'y a aucune différence. Pour moi, ma vie, c'est ça. C'est militer. Pour moi, c'est ok. Porter des valeurs, porter des couleurs, porter... et lutter pour. Je trouve ça important. Mais je comprends que pour beaucoup de personnes, c'est plus facile de parler d'engagement. Ça semble plus ouvert pour les gens." [CSRRA2]

Malgré cette tendance, le travail d'enquête montre combien la posture "apolitique", en coupant court à des débats de fond, semble prendre du terrain, et ce, même dans des instances vigilantes. Prenons le cas d'une réunion en visioconférence organisée en mai dernier par la fédération départementale, qui illustre parfaitement cette tendance au refus d'un positionnement clair vis-à-vis de la "politique politicienne". La question posée était celle de la posture politique que le réseau devait adopter à l'unisson dans le contexte actuel. Ce qui est ressorti est la difficulté à condamner fermement l'extrême droite, une telle posture ne faisant plus l'unanimité dans le réseau. Si par le passé, l'affiliation des centres sociaux aux courants politiques de gauche était une telle évidence qu'elle n'était pas nécessaire à expliciter, il est devenu aujourd'hui impossible de condamner directement d'une voix commune l'extrême droite (pourtant antinomique aux valeurs de solidarité et d'accueil inconditionnel des centres), sans prendre le risque de s'attirer l'hostilité d'une partie des gens peuplant ces espaces. La stratégie adoptée a été, non pas d'opter pour une position d'attaque (des idées, des valeurs portées par l'extrême droite et donc de ses électeur.rices), mais de défense des valeurs telles qu'elles sont inscrites dans la charte. On comprend bien avec cet exemple, combien, même lors des temps consacrés à des questions pleinement politiques, il est difficile pour les centres et leurs acteur.rices, d'assumer en tant que structures une posture d'engagement militante. Cette réticence au développement d'engagements politiques marqués va pouvoir être expliquée par des freins concrets, qu'ils soient internes ou externes aux structures.

⁵² Une confusion sémantique s'opère dans le réseau entre apolitique et partisan : le premier terme est souvent employé en faisant référence au second par les acteur.rices du terrain.

C. Des tensions dans la politisation de l'animation socioculturelle

a. Pressions institutionnelles

Un des premiers freins observables quant à la politisation de ces terrains est la forte dépendance aux subventions publiques. Rappelons ici qu'en moyenne plus de deux tiers des financements des centres sociaux proviennent de la CAF et des communes. Alors que la santé économique des centres est globalement défaillante, et que leur contrat avec les pouvoirs publics ne peut être concilié avec la recherche d'autofinancements, il devient nécessaire d'interroger les relations entre les centres et leur financeurs publics. Sans grande surprise, celles-ci sont complexes : en effet, au fil des échanges sur le sujet, il est devenu rapidement difficile d'ignorer ce rapport de force plus ou moins déséquilibré. Même s'il arrive que ce dernier bascule en faveur des centres, comme c'est le cas pour certaines compétences gérées par les centres que les communes n'ont pas les moyens d'assumer, il est généralement en leur défaveur. S'il est récurrent que soit déplorée l'évolution des centres sociaux vers de simples prestataires de services, ce n'est pas pour autant que les centres disposent de solutions pour échapper à cet écueil. Ils se retrouvent contraints de jouer le jeu des appels à projets, qui sont indispensables à leur survie financière, mais qui apportent un cadre qui constraint leurs activités, imposé par les pouvoirs publics. Cette dynamique est critiquée par une partie du réseau, qui déplore une menace pour leur intégrité associative en voyant les centres se rapprocher d'une nouvelle branche du service public.

"La réalité du terrain et le temps qu'on peut consacrer à ces missions-là en réalité. Parce qu'on est de plus en plus un service, en fait. Un service à la population, plus ou moins bien fait,"[CSUS1]

Cette forte dépendance peut parfois même prendre le pas sur leurs missions de tous les jours. Un épisode qui s'est déroulé dès le début de l'enquête permet d'illustrer cela. Alors qu'une journée de formation sur la problématique du handicap avait été organisée par la fédération départementale, à la demande des centres, elle s'est vue être abrégée de moitié pour permettre aux salarié.es présent.es de participer à une visioconférence organisée par la CAF sur le même temps. Il était question des nouvelles grilles de financement, une information qui a pris le pas sur leur mission d'origine.

Le manque d'indépendance financière des centres sociaux est aussi une contrainte pour les postures les plus militantes. Lors des échanges avec celles et ceux qui revendentiquent le plus fermement leur engagement politique, il est très vite ressorti que ces dernier.es avaient parfaitement conscience du besoin de maintenir une posture plutôt neutre afin de garantir de bons rapports avec les institutions publiques, surtout locales : se montrer trop militant à une échelle individuelle ou à celle d'un CA pourrait avoir un impact négatif sur la structure dans son ensemble, un risque trop important pour être pris. Du fait du caractère local des structures, la proximité entre élus et acteur.rices des CSC est un problème récurrent, et mène parfois à l'établissement de stratégies locales pour que les relations interpersonnelles, avec les élus notamment, ne soient pas source de complications supplémentaires, comme nous l'explique ce.tte salarié.e :

"Donc la stratégie qui a été mise en place [...], c'est que par exemple quand il y a des réunions avec les élus, s'il y a des gens qui se sentent trop proches des élus parce qu'ils ont grandi ensemble, ils ne viennent pas à la réunion pour que ça puisse laisser une certaine liberté, en tout cas, de positionnement.[CSRRA2]

Face à ces contraintes imposées par les institutions, nous pouvons légitimement nous interroger sur une possible position de subordination des centres vis-à-vis de leurs financeurs publics. Mais là encore, la réponse n'est pas unanime. Il arrive que des rapports subordonnés non officiels transparaissent dans certains échanges entre CSC ou la FD17 et leurs partenaires publics, en témoignent certains échanges tendus entre la CAF et la fédération de Charente-Maritime lors d'un projet de rapprochement de deux centres rochelais⁵³. De même, il

⁵³ Suite à un problème de communication ayant mené la CAF à croire qu'elle n'avait pas été informée d'un projet de mutualisation des fonctions de direction entre deux centres, un courrier a été adressé à la FD17 pour rappeler clairement que l'institution s'attendait à être sollicitée pour les réflexions interne au réseau.

n'est pas évident d'affirmer qu'une réelle neutralité politique est exigée des centres sociaux par les financeurs publics. Ces attendus relèvent d'une informalité quasi cristallisée par les années de partenariat. Face à la question de la neutralité politique, tous.tes ne répondent pas la même chose et ce dissensus n'est en rien étonnant au vu du rapport complexe qu'entretient le réseau des centres sociaux avec l'objet politique au sens large. En effet, si cette croyance de l'apolitisme persiste dans de nombreuses structures, les centres sociaux ne sont historiquement pas étrangers au plaidoyer politique, bien que ce soit moins le cas aujourd'hui. C'est ce dont témoigne cette motion portée par la fédération nationale lors de leur dernière AG du 23 et 24 mai 2025 : "Les centres sociaux : un rempart contre les idées d'extrême droite⁵⁴". Finalement, le contrat qui les lie reste le projet social qui permet tout de même aux acteur.rices de trouver une marge de liberté dans l'écriture. C'est ce qu'explique ce.tte nouvelle. au employé.e du réseau :

"Oui et non parce que pour le coup je travaillais dans la fonction publique où c'est très institutionnalisé, c'est très... T'as des valeurs, justement les valeurs faut faire attention, tu dois être tout le temps neutre et ainsi de suite. Alors que là j'ai l'impression d'avoir une liberté de penser [...] il te laisse un peu penser ce que tu veux, gérer les choses comme tu veux du moment que ça aille dans le contrat social qu'ils ont, dans le projet social qu'ils ont. "[CSUPS2]

Un dernier point sur ce rapport de force qui ne peut être écarté, mais qui se doit d'être nuancé : s'ils sont régulièrement perçus comme des prestataires de services par leurs financeurs publics, les centres sociaux peuvent parfois se reposer sur ces mêmes services pour renverser la dynamique. Ici, prenons pour exemple les missions d'accueil périscolaire, parfois gérées par un centre : une telle activité demanderait des coûts humains et financiers conséquents pour les mairies si elles étaient amenées à prendre la main, et les CSC se retrouvent alors en position de force dans les négociations budgétaires avec ces dernières. Cet exemple permet de bien nuancer notre propos, mais également de souligner le besoin grandissant des centres sociaux de valoriser leur travail et leur importance dans le paysage local, dans le contexte financier actuel.

b. Des limites structurelles à la politisation des CSC

Un autre pan de ces limites à l'évolution des postures vers un engagement plus militant relève de la nature même des structures. Un discours prônant un certain devoir de neutralité politique des salarié.es, voire des centres eux-mêmes, reste tout de même parfois présent. Cette injonction s'observe notamment au travers des tensions entre les postures professionnelles et les convictions personnelles.

"Mais ce côté entre le pro et le perso, la posture professionnelle et la posture personnelle, elle est délicate, en tout cas, pour moi, des fois, parce que il y a des choses que j'ai vraiment envie de porter. Des fois, je me dis, mais en fait, je m'en fous il faut. Ça me paraît essentiel. "[CSRS1]

Même dans les profils les plus engagés, on retrouve un discours commun qui veille à ce que l'engagement personnel ne vienne pas empiéter sur la liberté de chacun de se positionner comme bon lui semble sur l'ensemble des sujets. C'est un point de vigilance très présent surtout dans les postes en haut de la hiérarchie (les postes de direction ou de coordination, ou du côté bénévole, les membres du bureau ou les président.es des CA). Il y a cette volonté de maintenir un lieu d'accueil inconditionnel, comme l'explique ci-dessous le.la directeur.tice, ce qui implique de ne pas entrer dans une dynamique inverse où les sujets à aborder, les actions à mener, les positions à prendre seraient uniquement décidées par une minorité et imposées au reste.

"Étant directrice, je dirais que je suis prudente aujourd'hui parce qu'il y a des vents contraires, hein... c'est le moins qu'on puisse dire. Je suis attachée à ce que le centre social maintienne un accueil inconditionnel. Et si je suis perçue comme une militante, ce qui je crains est le cas, je n'aimerais pas que ça puisse être un facteur de.. que ça repousse des personnes. "[CSRRS1]

⁵⁴

<https://www.centres-sociaux.fr/files/2025/07/MOTION-FCSF-Les-centres-sociaux-un-rempart-contre-les-idees-dextreme-droite-vers.-12-05-VD.pdf>

Par ailleurs, l'identité d'un centre social repose également sur le volet animation : parler de structure d'animation locale est récurrent dans le réseau. À ce titre, salarié.es et bénévoles soulignent qu'iels ne peuvent pas toujours être dans une posture revendicative, que ça n'est pas toujours souhaitable, puisque l'animation a parfois besoin de s'opérer dans un espace apaisé. Cela soulève la question de la finalité de l'animation sociale : est-ce animer ces espaces pour garantir une vivacité démocratique ou est-ce plus de l'ordre occupationnel, un outil pour garantir la paix sociale ?

"Je pense qu'on peut aller plus loin. Je pense qu'on peut militer plus, tu vois. Mais aussi, de l'autre côté, en fait, c'est un centre d'animation. Donc, du coup, en fait, on est vraiment dans l'animation, dans, en fait, aller chercher le public de manière ludique, on va dire, quoi, tu vois [...] Nous, non, on est plutôt un centre d'animation, justement. "[CSRS2]

Ce qui ressort distinctement de l'enquête est une grande hétérogénéité entre les structures du réseau, concernant la réponse qu'elles pourraient apporter à une telle question. Il devient vite évident que toutes ne consacrent pas la même place aux réflexions politiques dans leur vie quotidienne : alors que cette mission de transformation sociale sert, pour certaines, de toile de fond pour toutes les activités menées, pour d'autres, les réflexions politiques sont relayées à l'arrière-plan.

"J'ai pas l'impression que ça soit au cœur par exemple. Même loin de là. J'ai l'impression que l'association, elle a des objectifs, des valeurs, des machins. [...] J'ai pas la sensation qu'il y a un vrai... [...] tu vois très vite de quel bord politique les gens sont... mais dans le fond, pas tant non plus. Dans le fond, dans le travail de tous les jours. C'est pas ça qui est au cœur." [CSUPS2]

De même, pour qu'une telle dynamique de politisation prenne dans un modèle associatif comme celui des CSC, il est nécessaire qu'elle soit portée par un nombre non négligeable de gens, et pas seulement par quelques personnes. L'adhésion à un projet politique à visée transformatrice doit passer par une formalisation de cet objectif, et donc par son inscription dans le projet social de la structure. La nécessité d'avoir une dynamique collective pour qu'une politisation s'opère à l'échelle d'une structure est un caractère distinctif de la nature de ces lieux, et de leurs modes de gouvernance.

"Mais en même temps, dans une certaine mesure, parce que je sens que si, de toute façon, ça n'adhère pas, que ce soit dans une équipe professionnelle ou de l'administrateur ou autre, ça n'a pas de sens. Donc, bon. "[CSRS1]

Bien sûr, parler de frein à la politisation des centres sociaux ne peut se faire sans aborder la professionnalisation du secteur, qui remonte à la seconde moitié du siècle dernier. La place croissante des salarié.es a contribué à un effacement des convictions politiques des administrateur.rices. Ces convictions viennent à passer après les objectifs institutionnels ou les visions techniciennes de la cohorte salariée. Cette dynamique s'observe encore aujourd'hui, en témoignent les paroles de ce.tte bénévole.

"Donc oui, c'est une forme d'essayer d'être juste dans les équilibres, d'être équitable dans les décisions qui sont prises pour que les habitants prennent la place dont ils ont envie d'avoir et qu'elles ne soient pas biaisées par le regard d'un professionnel. Et puis que les salariés puissent vivre une expérience professionnelle qui soit la plus créative possible dans la compréhension qu'ils sont là pour un enjeu collectif. "[CSUPS1]

"Moi, je n'influe pas... je n'ai pas mon mot à dire sur les activités ou les contenus. Je suis au courant, par exemple, quand la ludothèque s'est montée, ils nous ont expliqué le projet, elle a eu d'accord pour l'investissement financier, pour acheter un camion, l'aménager.[...] Le conseil d'administration est plutôt pour valider, le directeur avec ses équipes cherche des activités." [CSUPA1]

Si nous revenons à la question de l'apolitisme - réel ou supposé - il est rapidement apparu que le terme *apolitique* était rattaché à une autre notion, celle qui renvoie à une posture *apartisanne*. Il est donc légitime de se demander si les bénévoles et administrateur.rices ne jouiraient pas d'une plus grande marge de manœuvre que leurs collègues salarié.es. En effet, les bénévoles n'étant pas constraint.es par les injonctions rattachées à la posture professionnelle, on pourrait émettre l'hypothèse suivante : iels ne subiraient pas les mêmes freins à la

politisation de leur engagement, et seraient donc généralement porteurs d'engagement plus fort. Or ce n'est pas ce qu'ont révélé les entretiens semi-directifs, ni les observations participantes. Dans chacune des cohortes, il existe à la fois des profils très engagés, voire militants, et des gens réfractaires à ces postures très politisées.

"je pense que cette idée de militantisme, au moins ici [...], elle est assez partagée. Mais que des fois, on ne sait pas trop si on doit trop la montrer ou pas. Il y a l'histoire de la neutralité, parfois." [CSRRA1]

"Parce qu'on est à priori apolitique au centre social. [...] Oui, puis on vit de subventions et d'aides d'états, de communes. On a une charte, normalement, on est laïque." [CSUPA1]

Evidemment, le dernier frein à cette politisation de ces structures et de leurs acteur.rices repose sur la crise financière que le réseau traverse depuis des années. Avant de chercher à "repolitisier" un centre social, encore faudrait-il déjà veiller à ce qu'il existe et donc à ce qu'il survive aux prochaines années et aux coupes budgétaires annoncées. Or, cet objectif sous-entend de maintenir le *statu quo* en jouant pleinement le jeu des subventions publiques, qui participent à freiner les revendications politiques des structures. Un véritable cercle vicieux face auquel tous les centres tentent comme ils le peuvent de trouver un équilibre satisfaisant, permettant la survie de la structure sans trahir complètement ses aspirations.

"Pour ce travail bénévole-là, je préférerais plutôt citoyenneté. Je pense que c'est la première étape. En plus, il faut mobiliser, il y a des difficultés même là à mobiliser des gens à devenir administrateurs. Donc je trouve que le militantisme, c'est un niveau un peu plus élevé. Donc je trouve déjà essayer de sensibiliser au niveau tout ce qui est citoyenneté, c'est déjà pas mal. Le militantisme vient après..." [CSUA1]

c. Entre refus d'une posture confrontationnelle et revendication de la dissidence

Finalement, on se retrouve avec un réseau où des réalités d'engagement complètement différentes coexistent, que ce soit à l'échelle départementale ou au niveau des centres eux-mêmes. Ce que ces disparités soulèvent est ce double projet porté par les centres sociaux. D'un côté, les structures choisissent de travailler à l'apaisement social, soit de garantir un espace d'accueil inconditionnel, d'accepter la part servicielle de son activité et d'opter pour un détachement des réflexions politiques pour minimiser les tensions. De l'autre, le choix est fait de remettre au cœur des centres la question politique, en relançant les débats sur le rôle des centres sociaux dans une société où les inégalités ne font que croître. Le caractère critique de la santé financière des centres sociaux a participé à reléguer au second plan ces questions d'ordre politique. Mais avant ça, des décennies d'évolution de ces structures ont conduit à la méfiance vis-à-vis des postures dites trop radicales, trop militantes.

"Moi, ça me pose pas de souci que les centres sociaux fassent du militantisme. Il faut savoir bien le faire sans que ça bascule justement dans quelque chose de violent. Parce que c'est pas le but des centres sociaux, la violence. [...] Mais voilà, il y en a qui disaient que c'était pas notre rôle [d'être militant.es] et l'image qu'on voulait véhiculer, ce que je comprends aussi." [CSRRS2]

Pour autant, soutenir un discours fortement engagé n'est pas forcément antinomique pour tous.tes : avec les missions concrètes et historiques des centres (de l'animation culturelle locale au travail du lien entre les habitants), le lien entre une critique politique globale du système et le combat financier des structures est infaillible pour une partie des acteur.rices. En effet, dans un contexte où les subventions allouées aux champs culturel et social à l'échelle nationale sont en baisse, le choix de s'arrêter à des réflexions sur le court terme pour maintenir le *statu quo* aussi longtemps que possible (en essayant de s'adapter le mieux possible au manque de moyens croissant) ne semble pouvoir conduire qu'à un avenir incertain pour ces structures, qui jouent pourtant un rôle décisif sur le plan social local. Il apparaît donc de plus en plus nécessaire d'accepter de nommer clairement l'une des facettes de l'ambition historique des centres sociaux : celle de participer à une mission de reconfiguration sociale, de transformation de la société pour une version plus juste. Et pour ce faire, il est indispensable de travailler sur les causes systémiques du manque de moyens croissant et des inégalités toujours plus grandes auxquelles les centres doivent répondre.

"Mais il ne faut pas être mal à l'aise pour autant, parce qu'après, il faut aussi appeler un chat un chat, et à un moment donné, il y a le modèle de société qu'on défend à travers les centres sociaux. Forcément, il est politique"[CSRS1]

II. L'écologie : un enjeu complexe qui trouble les repères et réinterroge l'action

Ici, il sera question de se pencher sur cet objet/sujet qu'est l'écologie, afin de saisir combien cet enjeu peut tout aussi bien participer au raidissement des engagements qu'à un retrait des postures engagées. Il s'agit ici de montrer que l'écologie, de par son enchevêtrement avec les questions sociales, est au cœur d'une tension fertile pour le réseau, pouvant aboutir sur des réflexions politiques fortes.

A. Une notion qui touche au personnel, porteuse de tensions/contradictions

a. Écologie, une notion perçue à travers des prismes différents qui devient floue, peu unificatrice

Dès que l'on commence à aborder le sujet de l'écologie, un élément devient visible : il n'est pas si évident de définir clairement de quoi il s'agit. Pour la majorité des enquêté.es, quiconque mobilise le sujet de l'écologie manipule un concept qui lui échappe en partie :

"J'entends un concept un peu aussi fourre-tout, qu'on ne sait plus trop utiliser aujourd'hui." [CSRS1]

"Oui oui, il y a quasiment autant d'habitants que de perception" [CSUS1]

"C'est à la fois un objet identifié et un objet non identifié, ça veut dire que c'est à la fois quelque chose où si on demande chacun qu'est-ce que vous en pensez de l'écologie, il y a à peu près tout le monde maintenant, aujourd'hui, à peu près conscience, on peut donner une définition, bonant malant, ou d'éco gestes ou des choses qui m'attachent à ça. Je pense qu'il y a une forme d'aculturation, d'une prise de conscience." [CSUPS1]

Les perceptions de la notion dépendent de prismes variés qui illustrent une grande diversité d'imaginaires et de relations à l'environnement. Cette diversité est importante, car elle permet de mieux comprendre les réactions sur ce sujet. Une partie des enquêté.es s'appuie sur un prisme scientifique et/ou sur leur bagage éducatif (formel ou informel), ce qui permet à ces personnes de cerner avec plus d'assurance les contours de la notion.

"Bah l'écologie pour moi c'est la science du vivant, c'est comment tout s'articule dans le vivant" [CSUPS2]

"Moi, je suis pas scientifique ni ingénier, mais il faut pas faire l'autruche. Quand les spécialistes vous disent qu'on va avoir de plus en plus d'épisodes de chaleur ou des tornades qui vous arrivent sous le poing du nez ou des trucs, ou que les glaciers fondent, moi, je suis pas dans une secte évangéliste. Je crois pas que tout vient de Dieu. Vous voyez ce que je veux dire." [CSUPA1]

Cette approche, qui amène à une compréhension plus stable du sujet, témoigne de l'importance de maîtriser certaines notions scientifiques afin de saisir les phénomènes en jeu dans les problématiques écologiques. Nous reviendrons plus tard sur le rôle des centres, mais l'on devine rapidement l'enjeu de vulgarisation face aux besoins de connaissances sur cette question.

"Donc oui, je pense qu'il y a des vecteurs qui permettraient de plus impliquer les gens déjà. Ou d'expliquer des notions qui, des fois, peuvent faire peur ou peuvent freiner les gens. "[CSUA1]

Le deuxième prisme observé sur le terrain, peut-être celui le plus présent puisqu'il est parfois articulé aux autres, est celui du champ émotionnel. Parler d'écologie revient souvent à aborder les ressentis que ce mot fait naître chez les gens, et ces derniers sont souvent connotés négativement : on retrouve notamment la peur, l'angoisse, la colère, mais aussi une forme de nostalgie liée à l'attachement à son territoire, à son environnement.⁵⁵

"Ça m'inquiète. Je suis dans le soucis de ma fille, forcément. De me dire qu'est-ce que ce sera plus tard." [CSUS2]

"Ça me parle, ça me met en colère, aussi" [CSRS3]

"Aujourd'hui, beaucoup, je... Je ne comprends pas pourquoi on pose encore la question. Ça me frustre beaucoup, ça me fait de la peine, ça peut me mettre en colère, ça me renvoie vraiment des émotions, parce que j'avance en âge aussi, je crois. Et de temps en temps, je fais un tour sur moi-même, je me dis, mais quand même, quel échec ! [...] Et là... Moi, je me dis, il y a une caméra cachée, je vis un cauchemar. On me met à l'épreuve, on me fait une blague." [CSRRS1]

"Pour moi, écologie, c'est l'environnement, s'occuper de notre terre, où nous sommes, et puis penser aux autres, mes petits enfants. Voilà, j'aimerais bien que... Oui, c'est tout ce qu'on a autour de nous, que ce soit la nature justement, là où on est. Si je suis dans cette région, enfin j'y suis née de toute façon, mais préserver aussi ça." [CSRA1]

"En plus, moi, je suis retournée vivre à la campagne, et je suis assez sensible à la dégradation des situations... Je suis très pragmatique, en fait, très concrète. [...] Et donc, j'ai bien vu la dégradation de nos conditions d'existence. Et donc, l'écologie, pour moi, c'est ça, c'est la dégradation de nos conditions d'existence." [CSRRS1]

"Bah, quand même, un peu d'angoisse. Pour moi, c'est... Voilà, c'est le gros problème. Enfin, je... On essaie de se rassurer et de faire plein de choses entre nous, et... Enfin, oui. Pour moi, là, il y a beaucoup d'anxiété." [CSRRA1]

"Qu'est-ce qui vient en tête ? La fin du monde ? *rires*" [CSUS1]

"En fait, tu peux être que éco-anxieux. C'est le seul comportement logique qu'il y a à avoir" [CSUS1]

"Moi, je suis très sensible à un problème de l'eau, par exemple. Parce que je sais que notre Charente elle est polluée." [CSUPA1]

L'écologie peut aussi être abordée dans son articulation avec l'ensemble des problématiques sociétales. Deux angles ressortent ici de manière plus fréquente, celui du social et celui du politique. En effet, le terme d'écologie est souvent perçu d'abord comme un objet politique avant d'être une réalité biologique. De cette perception découlent plusieurs postures : on y voit la déploration que cette notion soit vidée de sa substance par les jeux politiques, mais aussi une critique du manque d'implication des représentants politiques.

"Si je voulais faire de la provocation, je dirais, mais c'est un peu chiant parce que c'est non pas l'écologie, mais me dire, c'est dommage, il y a des bonnes idées qui peuvent être portées par des partis politiques en écologie, mais qu'à chaque fois, ils se loupent avant la dernière marche pour avoir les clés du camion et puis agir dans l'espace public." [CSUPS1]

Comme évoqué plus tôt, l'écologie est également souvent articulée à ses impacts sur le monde social. Pour certain.es, il s'agit d'abord d'un objet qui existe par ses effets sur la société, ou inversement par la manière dont il est affecté par les formes de nos sociétés actuelles. Elle est donc partout, dans chaque recoin de la vie des gens :

"Écologie: environnement, social et économie. Les trois domaines." [CSUA1]

⁵⁵ Dans une double acceptation de la notion: l'environnement à la fois social et naturel. École normale supérieure de Lyon. (s. d.). *Notions en débat. Milieu, environnement et nature — Géoconfluences*. 2002 Géoconfluences ENS de Lyon.
<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/milieu-environnement-nature>

"Il est dans la façon dont on s'alimente, la façon dont on consomme à tout point de vue, la façon dont on se déplace, la façon dont on travaille, la façon dont ... les rapports humains qu'on a, d'une certaine manière, c'est très lié aussi à ces sujets-là." [CSRS1]

Au travers des échanges, on repère rapidement que le lien entre les problématiques écologiques et les inégalités sociales n'est pas un impensé dans le réseau. Même si ce rapprochement n'est pas établi aussi nettement par tout le monde, il existe dans les projets sociaux ou de réseau, et ce à toutes les échelles (nationale avec la FCSF, départementale ou locale). En effet, la question écologique est rarement approchée sans cette grille de lecture sociale. C'est pourquoi la transition écologique est souvent articulée avec une transition citoyenne, solidaire et sociale⁵⁶.

"Donc, l'écologie, pour moi, c'est ça. C'est cette espèce de dégradation mais c'est même au-delà de la dégradation. C'est une atteinte à nos conditions d'existence. Et quand je dis nous, c'est nous les humains, mais ce qui est autour de nous, c'est le vivant." [CSRRS1]

b. Des approches contraires qui coexistent dans le réseau: approche expérientielle VS approche systémique

Ce qui ressort des échanges et observations faites dans le réseau est une dualité d'approche de la problématique écologique : d'un côté, une approche expérientielle, rattachée aux pratiques individuelles, de l'autre, une approche systémique, qui intègre les réflexions écologiques à la lecture critique plus large d'une société donnée. Commençons par l'approche expérientielle ; elle se caractérise par une écologie très ancrée dans le quotidien, souvent cantonnée à des gestes individuels plus ou moins contraignants pour celui ou celle qui les fait, et qui dépendraient avant tout de sa bonne volonté.

"Je lui apprends. Elle trouve un déchet par terre, on le ramasse, on le jette pas par terre. Je lui apprends le tri, je lui apprends des choses." [CSUS2]

"Je pense que oui, quoi, tu vois, par exemple, en tant que consommateur, en tant que consommatrice, par exemple, tu vois, tu gagnes 10 euros. C'est toi qui décides ou tu dépenses ces 10 euros. [...] Donc en fait, en tant que consommateur, par exemple, on a tout notre... notre responsabilité, tu vois ?" [CSRS2]

Il manque souvent à cette vision une lecture des contraintes exogènes à la volonté individuelle, comme l'aisance économique, le niveau d'étude ou encore l'origine sociale. Pour autant, selon nos observations, les gens qui adoptent une lecture critique systémique des problèmes écologiques ne se départissent pas pour autant d'un tel discours. On comprend donc que l'approche expérientielle est souvent une première étape : penser l'action écologique à sa propre échelle est le fondement d'un engagement écologique critique qui viendrait dans un deuxième temps. Mais cela montre aussi combien, si la réflexion théorique d'une écologie critique est tenable, sa traduction sur le terrain, elle, est bien plus complexe.

"Comme je te disais tout à l'heure, je fais le maximum de gestes que je puisse faire à mon niveau. Voilà. C'est surtout dans ce sens-là. Oui, oui, si. [...] Non, mais je le prends plus comme ça. Je pense que c'est la base." [CSRA1]

"Oui c'est contre productif. Par contre, je pense que les petits gestes, c'est très important pour les gens qui sont complètement éloignés de ces thématiques, et pour prendre en compte les choses [...]ça peut avoir un impact. Je me dis, ces petites choses-là, ça peut faire un petit déclic chez les gens. En termes de sensibilisation, de premier passage à... de quelque chose qui est accessible et facile à faire." [CSRRA2]

Si cette approche expérientielle de l'écologie, souvent nommée "l'écologie des écogestes" par les acteur.rices du réseau, est aussi présente dans la population, c'est en partie parce qu'elle reflète le traitement de l'écologie sur la scène publique, que ce soit par les médias traditionnels et par les politiques. En effet,

⁵⁶ https://www.centres-sociaux.fr/chantiers_federaux/transformation-ecologique-solidaire-et-citoyenne/

aujourd’hui, si l’écologie s’est imposée sur le devant de la scène médiatique et politique, elle n’est que rarement abordée sous une lumière critique systémique. C’est une réalité observée par une partie des personnes les plus engagées sur cette thématique.

“ Il [le problème écologique] est présent dans le débat, en tout cas [...] Mais je ne suis pas sûr que, justement, sa dimension systémique, comme je disais, elle soit tout le temps vraiment, on s’en rende compte, parce que ce n'est pas si... ça paraît évident de dire comme ça, mais ce n'est pas si simple, en fait. On met du temps... ”[CSRS1]

Cette vision individuelle de l’écologie est également déplorée par certain.es, qui juge cette approche insuffisante, même si on le voit ici, il est difficile de nier l’importance de l’implication personnelle sur cette thématique:

“Elle a du sens, mais elle ne se suffit pas cette action individuelle [...] Mais oui, je pense que ça a un réel impact. Consommer, c'est voter; comme on dit, tu vois. Il y a des tas de choses qui peuvent se faire individuellement, vraiment. Oui. Qui peuvent avoir un réel impact.” [CSRS1]

La seconde approche, que l’on peut qualifier de systémique, n’est pas majoritaire, mais les entretiens ont montré qu’elle existait bel et bien dans le réseau. Il existe en effet, que ce soit parmi les bénévoles ou les salarié.es, des voix critiques de l’approche restreinte des écogestes. Qualifiés d’insuffisants, ils sont montrés du doigt car ils participent à effacer les facteurs collectifs et politiques de la thématique écologique.

“Non, pas du tout. J'y crois pas une seule seconde. Je vais peut-être un peu faire la pessimiste, mais je ne crois pas qu'avec nos gestes éco-citoyens, on change le monde, là. ”[CSRRS3]

“Je pense pas que ça suffise de se dire que tout le monde fasse entre guillemets des éco-gestes, à un moment donné, il y a besoin de collectif quand même, et d’organisation collective, politique. Clairement.” [CSRS1]

“Donc je fais le maximum pour être la plus cohérente possible. Après, je pense aussi que c'est pas ça qui va changer la donne. Je pense que si tout le monde fait des gestes individuels, ça change la donne, ça c'est sûr. Mais je pense qu'il faut vraiment qu'il y ait cette dimension au-dessus, la dimension qui soit politique.”[CSRRA2]

Cette approche systémique implique de regarder l’intrication entre la menace écologique et le cœur de nos systèmes économiques et politiques. Or, cela mène souvent, comme en témoigne les paroles de ce.tte salarié.e, à réaliser notre incapacité en tant qu’individus à freiner l’engrenage qui régit nos vies tout en les menaçant sur le plan écologique (accès aux ressources, pollution, maladie, accès à l’eau, etc.).

“En fait, je suis atterré.e. Je suis à la fois atterré.e. En fait, la connerie humaine me désespère. En gros, c'est ça. Oui, je pense qu'on va à notre propre perte. Et je pense qu'on y va gaiement, en accélérant. Il y a le mur qui se rapproche et on est incapable de freiner; de donner un coup de volant. On accélère, on continue tout droit. On y va.”[CSUS1]

On observe souvent la recherche d’un entre-deux, d’une posture qui encourage l’initiative individuelle sans croire qu’elle se suffise à elle seule pour faire bouger les lignes. Lors d’échanges plus informels avec une partie des acteur.rices très impliqué.es sur ces questions, on comprend combien, face à l’ampleur du problème et à ses impacts de plus en plus visibles dans la vie des gens, refuser d’écartier totalement la capacité d’action individuelle est aussi un moyen de ne pas plier sous le poids de son inquiétude concernant le futur.

“Je crois que c'est comme les petits colibris, je crois qu'on a tous à jouer un rôle, mais que s'il n'y a pas un rôle joué au-dessus au niveau national et international, vraiment, je sais pas si nous, ce qu'on fait à notre échelle... enfin voilà.”[CSRS3]

c. L’écologie, une notion perçue comme vague, clivante ou dévoyée

Dès les premières semaines d’enquête, on comprend, au fil des discussions, que l’écologie est un terrain tout sauf neutre pour les gens. Puisque cette notion reste souvent informe, ses contours instables participent à la

rendre clivante. En effet, on perçoit des gens complètement rebutés par cette notion, sans pour autant qu'ils ne soient complètement désintéressés de l'objet. Nous avons déjà abordé l'approche par les éco-gestes, qui peut non seulement être réductrice en termes d'effet, mais peut même devenir violente pour une partie des gens interrogés.

"Enfin, il est tellement systémique que, du coup, de fait, il est présent, ce sujet. Mais par contre, il n'est pas conscientisé comme tel. Et il est très réduit, je trouve. ... On dit écologie, c'est les éco-gestes, tous les trucs comme ça." [CSRS1]

La théorie des é cogestes, qui voudrait que chacun.e ait les mêmes possibilités d'adopter des pratiques plus favorables pour l'environnement, est basée sur une vision de la société qui serait complètement épargnée par les inégalités sociales. Or, cette écologie des bonnes pratiques s'inscrit dans un rapport de distinction et de domination de classe⁵⁷. Mettre la lumière sur certaines pratiques écologiques accessibles seulement pour les classes les plus aisées (comme le fait de trier ses déchets, de consommer bio et local ou encore d'opter pour un véhicule électrique), tout en ignorant les réels impacts de leurs modes de vies (la réalité des bilans carbone selon la classe sociale⁵⁸ contribue à installer une image faussée ; celle d'individus pauvres qui ne pourraient pas être écolos, ou inversement, des gens aisés adoptant forcément les bons gestes pour l'écologie⁵⁹). Comme si le désintérêt de ces populations pour ces questions viendrait d'une absence de volonté de participer à l'effort commun, et non pas d'un "dédain de classe"⁶⁰ contribuant à invisibiliser la responsabilité d'un système imprégné par la domination de classe qui ne peut regarder les structures qui le maintiennent en place tout en participant au dépassement des limites planétaires⁶¹. L'écologie comporte donc en elle ces visions "comportementalistes" et psychologisantes de l'individu qui "n'encourage[nt] pas à interroger les structures sociales qui pèsent sur nos comportements"⁶². De ce fait, la multiplication des injonctions et la mise en exergue de la responsabilité individuelle participent pleinement à l'inaudibilité du sujet pour certaines personnes.

"Et après, bah tout ce qu'on nous matraque, c'est-à-dire bah consommer moins, faire attention, trier des déchets, voilà vraiment le basique. "[CSRRS3]

"Je pense qu'il peut y avoir un certain sentiment de ras-le-bol, mais je pense que les gens disent par rapport à l'écologie, mais je pense que ça n'a rien à voir avec ça. Ça a vraiment à voir avec la culpabilité qu'on impose aux gens et qu'on leur fait ressentir, alors qu'en fait chacun individuellement, on n'est pas grand-chose par rapport à cette thématique-là. "[CSRRA2]

Face à cette réalité, il existe dans le réseau une voix qui réclame un meilleur partage des responsabilités, pour que la thématique de l'écologie redevienne audible pour une partie de la population qui côtoie ces centres. C'est là un premier pas dans une forme d'écologie critique. Le travail social conduit à cette prise de position: il montre que si les individus, dans leur choix, leurs habitudes, leur vote, sont sans cesse pointés du doigt, ils sont également restreints par les possibilités qui s'offrent à eux. Prenons le cas de la consommation : l'injonction constante de diminuer sa consommation de plastique n'est pas toujours soutenue par des mesures dans l'agro-industrie, qui propose une offre est bien souvent emballée dans des couches de plastique.

"Enfin, tu vois, c'est en tant qu'individu, c'est un peu... Voila [...]C'est les entreprises qui devraient prendre leur part de responsabilité aussi, et du coup, nous proposer de meilleurs produits ou arrêter de produire certaines choses. [...]Donc, en

⁵⁷ Comby, 2024

⁵⁸ Laurent, É. (2017). *L'injustice environnementale: Climats, inégalités, inactions*. Paris: Les Liens qui libèrent.

⁵⁹ C'est le sentiment partagé par ce.tte enquêté.e "Parfois, c'est les bobos qui parlent d'écolo ou que parfois, c'est perçu un peu négativement et qu'il me semble qu'on est trop peu à se dire que c'est important de... de faire attention à tout ça. En fait, quand on est entre soi, c'est facile, on a l'impression que ça roule, et puis dès qu'on fait un pas de côté, dans la famille, dans les amis, enfin partout, on se dit, OK, OK, l'écologie, on ne sait pas si en fait, ils regardent un peu ça. "[CSRS3]

⁶⁰ Comby, 2024

⁶¹ Voir schéma en annexe 2

⁶² Comby, 2024. Par exemple : les infrastructures de transport, la place du travail rémunéré dans nos vies, la privatisation des espaces publics, l'économie de l'agriculture ou encore la mise en concurrence généralisée des individus.

fait, enfin, pour moi, c'est aussi fatigant en tant que consommatrice, tu vois, ou en tant que citoyenne, que tout tombe sur moi, tu vois ? "[CSRS2]

Un autre pan qui participe au rejet de la notion est son utilisation abusive et peu cadrée, qui a participé à la vider de son sens pour une partie des acteur.rices. Occupant une place non négligeable sur la scène publique, l'écologie a également été appropriée par le monde politique à des fins souvent plus partisanes que purement écologiques. C'est cette récupération-là qui est dénoncée: si les acteur.rices pensent qu'une action collective à l'échelle nationale serait plus efficace que les actions individuelles, iels déplorent le manque d'ambition politique réelle, ou une manipulation du sujet à des fins électorales. L'écologie, ou plutôt le *greenwashing*⁶³, n'est plus qu'un outil parmi d'autres des politiques, et les désillusions que le système politique actuel inspire à une partie des gens sensibles aux problématiques environnementales vient parfois entacher la notion d'écologie dans sa globalité.

"C'est un mot qui a été utilisé, alpagué par plein de domaines différents, qui a été malmené partout, qui est utilisé à mauvaise échelle la plupart du temps. L'écologie normalement c'est l'articulation du vivant. Et là tu mets des trucs... Il y a beaucoup de greenwashing avec ce mot. Qui l'éloigne de son sens. Ils l'ont instrumentalisée." [CSUPS2]

Finalement, vouloir agir sur le pan écologique dans les centres sociaux demande certainement une grande vigilance quant à la posture adoptée. Il faut prendre en compte le clivage inhérent à un tel sujet, mais surtout les raisons d'un tel rejet ou désintérêt. Pour ça, les acteur.rices expliquent qu'iels doivent essayer d'agir sans tomber dans une moralisation des populations déjà discriminées. Le centre social, espace d'accueil et acteur de la justice sociale, doit se montrer vigilant pour ne pas nourrir l'agacement dans sa volonté de s'attaquer à un tel sujet.

"C'est toujours compliqué parce que, en fait, je trouve qu'on se fait beaucoup culpabiliser, très vite. Et donc, je pense que ça crée des difficultés et de compréhension et puis d'agacement, en fait. Parce qu'on vit dans une société hyper capitaliste sur laquelle on a accès à tout, tout le temps, très vite. Comme la plupart des êtres humains, on a envie d'accéder aux choses, etc." [CSRRS3]

"C'est un vaste débat avec moi-même. Je passe un peu par tout... par tous les états. Alors... Globalement, non. En tout cas, moi, je me dis qu'il ne faut pas en faire une morale. Il ne faut pas l'imposer aux autres, parce que c'est des sujets de clivage entre nous. Et je me dis que entre celui qui fait pipi sous la douche et celui qui va sur les toilettes et qui tire la chasse d'eau, globalement, l'impact sur l'évolution du vivant, tu vois, je ne suis pas convaincu qu'à la fin, on ne soit pas à égalité. Sauf qu'il y en a un qui aura fait des efforts." [CSRRS1]

d. La crise écologique, une notion ambivalente et dissonante

Enfin, un dernier point qui participe à rendre les relations à l'écologie complexes dans le réseau est le rapport à la notion de crise écologique. Si la notion de crise s'est frayé un chemin dans le vocabulaire général, c'est en partie parce que l'écologie est abordée de manière négative, au prisme des problématiques qui lui sont reliées : le déclin de la biodiversité, les pollutions de tous types, le réchauffement climatique, etc. Or, la notion de crise fait débat, qui n'induit pas une réaction unique, et qui peut concourir à une dissonance entre la perception du problème et le passage à l'action.

Si ce terme ne fait pas l'unanimité, c'est principalement car, bien qu'il soit pertinent pour parler de l'urgence de la situation, il participe à l'effacement de facteurs jugés importants par les acteur.rices interrogé.es. Traditionnellement, le terme de crise renvoie à un moment de rupture, un phénomène intense et brusque, ce qui semble correspondre à la multiplication des aléas naturels de grande ampleur (incendies, crues, tempêtes, etc.).

⁶³ C'est ce que traduit la multiplication des appels d'offres et autres marchés publics qui ont récemment vu apparaître des critères sur l'écologie.

"Ça me parle complètement, parce que je pense qu'il y a une réelle crise. Pour moi, il n'y a pas de débat là-dessus."
[CSRS1]

"Et qu'il y a une crise dans le sens où il y a beaucoup de choses à faire, et que ce n'est pas mis en oeuvre, et en tout cas, ce n'est pas respecté, ou ce n'est pas à la hauteur de ce que ça devrait être."[CSRS3]

"Oui, on est d'accord (qu'il y a une crise environnementale). Et puis pour le coup, je pense qu'on est qu'au début. On commence à voir les événements climatiques"[CSUS1]

"Oui, oui, ça me parle totalement[la notion de crise]. [...]Parce que, voilà, il y a tout le coup, on les appelle les fameux... [...]Les limites planétaires [...]On les a globalement à trois quarts mangés, je pense. Donc oui, oui, tout à fait, oui.
[CSUA1]

Pour autant, sans qu'il ne soit question de climato scepticisme, plusieurs personnes convaincues de la réalité des problèmes écologiques ont partagé leur malaise face à la notion. Les critiques principales reposent sur la capacité de la notion de crise à brouiller les enjeux de temporalité, tout en instaurant un doute sur la question de la prévisibilité et de la responsabilité. La crise est un phénomène qui est souvent délimité dans le temps ; or, pour la crise écologique, il est difficile d'en pointer clairement le début ni d'en prévoir la fin : il apparaît impossible d'en établir un cadrage temporel clair. Pareillement, l'idée de soudaineté attachée à une telle notion participe à ignorer ce fait particulier de la crise écologique: les scientifiques alertent depuis des décennies. Le premier rapport du GIEC faisant état de scénarios quant à l'évolution du climat est paru en 1990. Il est donc difficilement tenable de penser cette crise comme un changement inattendu.

"Une crise, il y a un début, il y a une fin. Une crise, t'as l'impression que c'est un peu un paroxysme. Moi, je pense que ça va être encore pire. Je vois pas du tout un avenir positif. Donc la crise, je sais pas ce que ça va être." [CSRRS1]

"Une crise, j'ai l'impression que c'est un peu soudain. Une crise, oui, mais ça fait tellement longtemps qu'on est en train de pouvoir l'environnement et tout ça que, oui, la crise, elle a démarré il y a longtemps. Petit à petit, ça s'accélère. La crise, oui. Évidemment, c'est de plus en plus grave. Mais pour moi, le mot crise, une crise économique, ça arrive tout d'un coup, parce qu'il y a eu la crise de 29. C'est des événements soudains. Tandis que là, c'est une crise qui dure depuis longtemps et qui s'aggrave."[CSRRA1]

"Après, quand on parle d'écologie, j'ai des mots qui me viennent tout de suite. Désastre, crise, si on peut parler de crise, mais ce n'est pas vraiment vrai. Pour moi, c'est plutôt un effondrement qu'on est en train de vivre." [CSRRA2]

"Une crise écologique, non. Il y a une méconnaissance des enjeux qui sont les nôtres, que ce soit au niveau mondial ou au niveau purement local.[...]C'est des petites causes qui font qu'il y aura des grands effets, mais c'est des petites prises de conscience. Et ça se joue sur le temps. Il faut des générations pour que ça... On prenne le virage. [...]Ça traverse la société. Donc, moi, je trouve qu'il n'y a pas de crise. Il y a plutôt de plus en plus une prise de conscience." [CSUPS1]

Ensuite, si la notion de crise est mobilisatrice pour certain.es, elle peut, au contraire, en démobiliser d'autres. Son ampleur ou encore la complexité de ses curseurs peuvent conduire à des postures plutôt fatalistes. Là où certain.es se retrouvent animé.es par l'importance du problème, une partie des gens admettent au contraire que, face à leur propre impuissance, iels choisissent parfois une forme d'évitement, voire un désengagement complet.

"Non, je suis conscient du truc. Après, je fais l'autruche. Je ne suis pas climato-angoissé, je ne sais plus quel est le terme. [...] Je ne sais pas pourquoi, en fait. Parce que je pense que je prends les jours les uns après les autres. C'est là où je fais l'autruche." [CSUS1]

"Le mot crise, je ne sais pas. Je ne suis pas fan de l'idée. Je trouve que ça pousse à l'immobilisme comme les gens ont peur." [CSUPS2]

“Quand j’entends des gens qui disent tout le temps, on pourra rien changer, donc ne faisons rien et continuons de prendre l’avion, non. Moi, j’essaie quand même de faire à mon petit niveau. Je me dis, il y a quand même des gens qui essaient. Voilà.” [CSRRA1]

Enfin, cette notion, dans tout ce qu’elle comporte de gravité et d’insolubilité, peut amener à un risque de dissonance entre le diagnostic établi par un tiers (reconnaissance de l’urgence et de l’ampleur du problème) et la possibilité d’agir de ce dernier. En effet, au-delà d’un simple manque d’impact lié à l’échelle locale des actions menées par les centres sociaux, il existe également des freins concrets, à la fois internes et externes aux structures. D’abord, la reconnaissance du problème : si la crise ne fait pas consensus, il est impossible d’arriver à des mobilisations collectives qui pourraient gagner du terrain. Sans dynamique générale, si seuls des cas isolés ont à cœur cette problématique, alors elle ne pourra être imposée ni dans le quotidien, ni dans le projet social. Ensuite, un second type de frein participe à la difficulté des centres sociaux à s’attaquer à la crise écologique de manière frontale. Ces freins-là sont institutionnels. C’est un fait, déploré parfois ou simplement rappelé de manière détachée lors des échanges, mais les centres sociaux ne sont pas reconnus comme des acteurs pertinents sur la question. Il n’y a pas ou que très peu de financements sur ce plan-là⁶⁴, ce qui, une fois encore, au vu de la situation financière du réseau, n’encourage pas les centres à s’emparer de cette question en priorité. Ce sont tout autant de blocages qui participent à rendre difficile l’intégration d’un tel sujet dans la vie quotidienne des centres sociaux.

B. Écologie et justice sociale : une articulation inégale mais centrale

a. La triple injustice environnementale perçue par le réseau

Si ce sujet est pertinent ici, c’est aussi par l’articulation qu’il est possible de faire avec les questions sociales. Lorsque l’on s’intéresse à ce sujet-là et de la manière qu’ont il existe dans le réseau, il apparaît très tôt qu’un intérêt particulier est porté sur la justice environnementale. En effet, plusieurs acteur.rices, dans les réponses données lors des entretiens, ou dans les échanges informels de la phase exploratoire de l’enquête, ont montré combien l’articulation des trois pans des injustices environnementales était prise en compte: les inégalités d’exposition, l’impact différencié sur l’environnement et les inégalités dans les politiques environnementales⁶⁵.

De part leur coeur de métiers, et la diversité des populations qu’iels côtoient, bénévoles et salarié.es sont des témoins directement de l’injustice concernant la manière dont les problématiques environnementales ne toucheront pas tout le monde de la même manière selon les ressources (sociales, financières) des personnes et leur vulnérabilité (géographique, socio-économique, émotionnelle, etc.).

“Ca impacte tout le monde, clairement, et ça impactera tout le monde. De la même manière et à la même échelle, non, parce que je pense que malheureusement, comme souvent, les publics les plus précaires vont peut-être le plus subir ça.”
[CSRS1]

“Tu vois, en fait, il y a des populations qui sont plus touchées dans le monde. Et tu vois, en fait, on va faire... des dégâts, enfin, ça fait des dégâts visibles tout de suite, tu vois. Et alors qu’en fait, dans d’autres non, mais... Et je te parle pas de l’Afrique, ou de Brésil, ou de Tropic de Mexique, enfin voilà, tu peux vraiment les voir en France” [CSRS2]

“Je pense que mes enfants... J’ai pas de petits-enfants encore. Peu importe, la vie va être plus dure. Et elle est déjà dure pour beaucoup d’entre nous. On est en France, dans un milieu relativement privilégié. Mais c’est déjà tellement dur pour tellement de gens et depuis tellement longtemps. Tu vois et ça on l’oublie un peu... C’est pour ça que le terme de crise... Ça m’embête toujours un peu. Ça fait longtemps que des gens doivent quitter l’endroit où ils vivent, leur famille, leurs proches pour pouvoir vivre un peu plus dignement.[...] Je pense que ça touche les plus fragiles en priorité. Ça, c’est indéniable.”
[CSRRS1]

⁶⁴ Il s’agit de financements ponctuels, d’AAP, donc d’entrées d’argent pas pérennes.

⁶⁵ Demoli et Llored, 2024

"Je pense que les pays du Sud, où il fait chaud, il va faire encore plus chaud, donc il va y avoir des déplacements de population, si on voit ça sur le long terme. Ouais. Je pense que le fait de... Moi, quand tu me parles de ça, je vois le déplacement des populations." [CSRRS2]

Parallèlement, il est évident pour une partie du réseau que la responsabilité vis-à-vis de la crise écologique n'incombe pas à tout le monde de la même manière. En effet, selon le mode de vie, tous.tes ne participent pas à la même échelle ni au réchauffement de la planète, ni à la destruction de la biodiversité.

"Mais je pense que derrière ça, il y a le regard de l'homme par rapport à la nature. L'humain par rapport à la nature. Et ce qui m'intéresse là-dedans, c'est comment on se détache, en fait, de la nature comme si on n'en faisait pas partie. Voilà. Et ça, c'est une chose. Et c'est surtout quelque chose qui est, pour moi, c'est un sujet. Et c'est pour ça que dans les centres sociaux, il est forcément latent. Parce qu'il est partout." [CSRS1]

"parce qu'en fait, là où, en plus, on croirait qu'il y a des publics qui sont plus importants de sensibiliser, ce n'est pas forcément ceux qui le sont le moins [...] on peut se dire que les personnes plus éloignées socialement ou en difficultés financières vont avoir des regards qui ne sont peut-être pas leurs priorités. Ou, je ne sais pas, ils n'ont pas une conscience de ça parce qu'ils sont sur d'autres problématiques et voilà... Et à côté de ça, quand on navigue... Moi, j'habite à Selle-sur-Mer et qu'autour de moi, il y a plein de gens qui ont plein de fric qui sont très cortiqués, qui sont des chefs d'entreprise [...]. Et t'es là "okay, conscientisation zéro".[CSRS3]

"Il y a des populations qui... pourraient être déplacées, elles ont jamais pollué la planète, mais c'est elles qui vont subir les conséquences. C'est vraiment injuste, je pense. Comme résultat." [CSRRA1]

Enfin, concernant les capacités d'action, il est tout aussi évident que tout le monde n'est pas en possession des mêmes cartes. Tout le monde ne dispose pas des mêmes moyens pour se prémunir d'un aléa climatique ou pour s'adapter aux conséquences physiques d'un tel événement. De même, si la notion de résilience individuelle semble s'immiscer dans les discours politiques face à l'ampleur grandissante des phénomènes climatiques, elle n'échappe pas non plus aux critiques⁶⁶. C'est en effet une notion indissociable de l'individualisme incrusté dans nos sociétés, et contre lequel les centres sociaux tentent de lutter en travaillant sur le lien social local et la notion de collectif.

"Je pense que c'est une action globale et qu'il y a peut-être après des attentions particulières à avoir dans la manière d'aborder les sujets ou dans les actions menées en fonction de certains publics. Parce que, comme on disait tout à l'heure, il peut y avoir des... Quand on parlait d'inégalités tout à l'heure par rapport à ces sujets-là, t'abordes pas de la même manière, potentiellement la question de l'alimentation avec un public ultra précaire qui est au RSA, tu vois, qui a un public qui a 3000 balles de revenu familial, tu vois." [CSRS1]

"Le problème de l'eau me fait peur. J'ai fait un stage il y a 15 jours, et il y avait une naturopathe qui disait que l'eau, dès maintenant, était déjà polluée, donc il fallait acheter des machines pour purifier l'eau et tout ça. Certains ont parlé du charbon et d'autres disaient que c'était pas efficace. Il n'y a que ces machines soi-disant qui sont bien, mais ça coûte cher, donc je trouve ça injuste que quand t'as des sous tu peux boire de l'eau potable, et quand t'as pas de sous tu bois des pesticides. Donc ça me révolte." [CSRRA1]

"J'essaye, et en même temps, c'est très paradoxal, parce que on se dit, on aura envie vraiment d'être acteur à 100%, et en fait, quand je regarde de ce que je vis, je me dis, wow, j'ai encore vachement à faire. Mais bon, après, je ne me flagelle pas non plus, mais je sais qu'il y a des volets où j'ai encore vachement à faire, mais est-ce que j'en ai envie aussi ?" [CSRS3]

Évidemment, la présence de cette analyse critique des injustices environnementales n'empêche pas la persistance d'un discours portant sur une forme d'auto-déterminisme, ou la remobilisation de la notion de

⁶⁶ Ulrich Beck, dans sa théorie de la société du risque, invite à penser la résilience comme une construction collective et réflexive face aux risques globaux, tout en soulignant le danger d'un usage politique qui transfère la responsabilité d'adaptation des institutions vers les individus. BECK, Ulrich. *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité* (Trad. de l'allemand par L. Bernardi). (2001). Paris : Aubier.

résilience abordée ci-dessus. Il semble pour autant plus que nécessaire que les centres sociaux, s'ils souhaitent être acteurs de la question écologique sans trahir leur combat premier, qui est de l'ordre de la justice sociale, travaillent à une compréhension plus globale dans son réseau des notions d'injustice environnementale et d'écologie critique.

b. Tension entre impératifs écologiques et contraintes sociales

Bien que la question des injustices environnementales semble faire de l'écologie un sujet potentiellement central des centres sociaux, elle est pour autant opposée à d'autres impératifs. Les centres sociaux sont bien évidemment en contact avec des publics précarisés avec lesquels ils travaillent, bien que qu'ils ne soient pas les seuls publics côtoyant ces structures. Et cette précarité met en exergue la tension qui peut exister entre impératifs écologiques et réalités sociales (dans les choix alimentaires, la mobilité, ou bien même l'accès à la nature). L'écologie apparaît alors comme une contrainte supplémentaire dans l'organisation de la vie de ces individus. Il devient donc d'autant plus délicat de s'embarquer sur ce terrain pour les profils écologistes, s'ils ne souhaitent pas tomber dans une posture moralisatrice qui reproduit les dynamiques de domination contre lesquelles ils sont aussi engagés.

"On en parle plus, et forcément, ça amène un certain nombre de contraintes, parce que c'est un sujet contraignant, souvent." [CSRS1]

"Moi, concrètement, les adhérents, c'est leur quotidien. Aller à Inter, acheter de la marque plus, se sur-emballé, sur transformé... Sans aucun jugement, c'est un fait. Et je pense que ceux qui ont la possibilité de le faire, ils se rendent pas compte qu'il y en a qui n'ont pas assez de possibilités. Par exemple, quand t'es sous du curatel, t'as du budget à la semaine. Donc acheter en gros, aller à Pétahouchenoc pour aller choper à manger. Ça, c'est quelque chose qu'ils ne pratiquent pas et qu'ils ne peuvent pas concrètement." [CSRRS3]

"J'ai un public qui est plutôt vulnérable, qui aussi peut avoir des grosses difficultés financières et qui ont un rapport avec la consommation qui est franchement très compliqué. [...] Moi, ce que j'ai pu analyser, mais attention, c'est aussi ma propre analyse et mes ressentis, c'est qu'en fait, c'est con, mais pouvoir s'acheter des choses, ça fait de toi quelqu'un. C'est-à-dire, ça te met dans la société concrètement. Arriver à dire, j'ai des nouvelles chaussures, tout ça, ça te met un statut un peu. [...] Et donc, du coup, l'écologie, c'est pas la priorité. On n'est pas là-dedans, je pense que... Ouais, c'est pas la priorité." [CSRRS3]

L'idée selon laquelle "l'environnement est un souci de riches" trouve un écho particulier dans les centres sociaux, où une partie des publics accompagnés se situe dans des situations de grande précarité. En s'appuyant sur la thèse du post-matérialisme⁶⁷, on comprend que la préoccupation écologique suppose, pour beaucoup, que les besoins matériels élémentaires soient d'abord assurés. Inspirée de la pyramide de Maslow, cette approche montre que lorsque les priorités quotidiennes sont liées à la recherche de logement, de nourriture ou de sécurité financière, l'attention portée à des enjeux environnementaux globaux reste secondaire, voire inaccessible. Ainsi, les publics les plus fragilisés fréquentant les centres sociaux n'ont pas toujours la capacité — ni le capital économique, ni la disponibilité psychique — pour investir ces problématiques, ce qui explique en partie les résistances ou les écarts d'engagement observés face aux projets écologiques.

Cette tension est d'autant plus importante à relever qu'elle ne concerne pas seulement les publics les plus précaires. En effet, face aux multiples épisodes inflationnistes, d'autres catégories sociales se retrouvent face à ce dilemme entre volonté écologique et réalité financière : cette tension peut donc traverser toutes les cohortes (habitant.es, salarié.es et bénévoles eux-mêmes).

⁶⁷ Inglehart, R. (1977). *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*. Princeton University Press.

c. Difficulté de faire de l'écologie un objet partagé au sein des CSC

S'il n'est pas évident d'en faire un sujet central dans le réseau, c'est aussi car il s'agit d'un sujet qui occupe une place très différente selon les gens. Tout le monde ne lui accorde pas la même importance dans sa vie personnelle et cela a forcément un impact sur sa prise en compte sur le terrain. Plus il est central chez les individus, plus il occupe une place importante dans les échanges, et les projets.

"C'est quelque chose qui est une question qui m'obstine ou qui m'obsède à 100% dans ma vie quotidienne. [...] pour moi, c'est chaque action. Je sais que je me limite beaucoup. Toutes mes décisions en fait sont contraintes par cette thématique-là. C'est vraiment un truc qui est 100% important pour moi." [CSRRA2]

"Je pense qu'il y a toute une population qui fréquente le centre social. Il y a une partie qui est très conscientisée voire engagée. [...] Et puis, je pense qu'il y a aussi une partie de la population et notamment du centre social qui ne l'est pas... Et je pense que ça, c'est la tendance un peu récente qui est un peu en rejet de ça, maintenant." [CSRS1]

"il y a plein de sensibilités différentes. Moi, j'hallucine aussi sur les collègues où je trouve que vraiment, il y a un gros... Ça va de la méconnaissance totale au déni, à des gens qui sont très sensibilisés et très militants, pour le coup." [CSUS1]

"Depuis des années, en fait, on l'entend toujours. Après, on l'entend toujours si on veut l'entendre. Oui, c'est ça aussi. Tu vois, si t'es sensible à ces sujets, si on s'informe sur ce sujet, mais c'est aussi... on peut bien fermer les yeux, en fait, à tous types de sujets. Donc en vrai, si on veut l'entendre, on l'entend, oui" [CSRS2]

"C'est dans le déni. Tu n'as peut-être pas perçu quand on a fait la fresque du climat, mais tu as des gens qui sont totalement dans le déni. Qui ne veulent pas voir." [CSUS2]

"Non, mais je dirais sinon le faible engagement aussi autour. Les gens se sentent pas forcément concernés. Je pense que c'est une faible partie de la population qui se sent concernée aussi." [CSUA1]

"Moi, je l'ai en tête au quotidien, la crise environnementale, la crise écologique. [...] Franchement, j'essaye de pas... Je suis pas éco anxieux. Je me voile pas la face non plus. Mais j'essaye de... Ouais, j'essaye de me détacher un peu, quand même." [CSRRS2]

Cette présence inégale dans les discours conduit à des traitements complètement différents d'un projet social à l'autre. Si certains en ont fait un axe transversal, s'articulant pleinement avec les missions de solidarité et de justice sociale centrale aux centres sociaux, chez d'autres, son traitement peut être tout à fait sporadique. Des mentions discrètes de la participation à la transition environnementale, à la délimitation de l'objet à une poignée d'activités, à son absence totale. Malgré tout, on observe dans les projets sociaux du département que l'objet écologique a tendance à occuper une place de plus en plus importante au fil du temps.

Finalement, on se retrouve face à un objet inégalement priorisé. S'il est parfois perçu comme un pan inextricable des inégalités qui traversent la société, il est parfois relégué au second plan face à d'autres urgences sociales sur lesquelles se focalisent les centres. Cette distinction peut venir, entre autres, des différences entre les centres, en fonction des territoires, des publics accueillis et donc des thématiques qui s'imposent à eux. Face à une population qui ne montre pas d'intérêt pour la question, le centre, dans la nature son fonctionnement, ne peut que difficilement imposer la thématique, et cela n'est d'ailleurs pas souhaitable pour les salarié.es eux-mêmes.

"Non, mais je dirais sinon le faible engagement aussi autour. Les gens se sentent pas forcément concernés. Je pense que c'est une faible partie de la population qui se sent concernée aussi." [CSUA1]

d. Une écologie qui subit la hiérarchisation des urgences (sociales et économique)

Dans un contexte où les inégalités sociales sont en hausse, et où l'on observe une légère évolution du taux de la population sous le seuil de pauvreté depuis les années 2000, l'écologie n'occupe pas le premier rang des préoccupations pour des structures d'abord implantées sur le champ des inégalités sociales. De la même manière, l'actualité étant ponctuée de catastrophes humanitaires, l'écologie peut rapidement se retrouver invisibilisée, alors même que sa détérioration participe à l'accroissement de toutes formes d'inégalités sociales.

"Après, ça ne va pas changer le problème du climat ou de l'environnement général, puisque, de toute façon, on sait que ceux qui pourrissent, c'est les grosses usines. C'est aussi des gens qui donnent du taf. Voilà. Par exemple, il y a Buçac, la cimenterie, on sait pertinemment que c'est dégueulasse. Il y a même un compartiment qui s'appelle les ordures ménagères, où ils font cramer des ordures ménagères, et du coup, ça pollue à bloc. Par contre, il y a plus de 150 familles qui sont là-bas. Donc soit l'usine est ferme, parce que concrètement, ils ne peuvent pas se mettre aux normes écologiques, ça coûterait trop cher, et donc on sait très bien qu'ils ne vont pas perdre leur capital. Soit c'est du chômage pour 150 personnes, quoi. Et ça aussi, il faut l'entendre." [CSRRS3]

"Et puis l'échelle économique, de toute façon, on voit bien que l'économique a beaucoup d'impact sur l'environnement aussi, parce que finalement, on va choisir peut-être de la malbouffe parce que c'est le truc le plus accessible, mais en fait, voilà." [CSRRA2]

Un autre élément de contexte participant à la délégation de ce sujet au second plan est la crise financière traversée par les centres sociaux. Les chiffres sont éloquents : la santé financière du réseau est fragile et son avenir incertain. Or, cette urgence économique (maintien des missions dans un contexte de coupes budgétaires, assurer les salaires) conduit à hiérarchiser les missions portées par les structures. Moins de temps peut être consacré à accompagner les populations sur ce sujet ou à former les équipes sur son lien avec la justice sociale, moins d'argent disponible pour monter des projets portant sur cette thématique-là. D'autant que l'évolution des financements publics vers la contractualisation, avec la multiplication des appels à projets, ne favorise pas les approches transversales qui seraient pertinentes pour l'écologie. Autant d'aspects qui contribuent à reléguer l'écologie à la fin du classement, malgré l'urgence d'un tel sujet.

L'écologie, perçue à la fois comme une urgence vitale et un objet clivant, révèle des tensions entre visions individuelles et systémiques, entre impératifs écologiques et contraintes sociales. Cette complexité en fait un enjeu central mais fragile, qui interpelle le réseau dans sa capacité à conjuguer justice sociale et transition écologique, un point central à l'aune d'une repolitisation du réseau.

III. L'écologie comme levier de clarification politique dans les CSC

La demande d'intervention sociologique intervient dans une volonté d'écologisation de ces espaces afin de répondre à ces nouvelles problématiques environnementales. Ce que la recherche révèle, c'est qu'au-delà d'être un sujet pertinent pour des structures du social, c'est aussi un objet intéressant pour une volonté parallèle qui existe dans le réseau : celle d'une repolitisation de ces espaces.

A. Un contexte de revalorisation du rôle (politique) des CSC : du service à la mission ?

a. L'écologie et les CSC : pas un terrain de prédilection pourtant un objet pertinent pour leur mission sociale

On peut se demander si les centres sociaux sont des acteurs pertinents et légitimes sur la notion d'écologie. La première réponse apportée par les gens sur le terrain penche vers la négative. Il n'est pas évident pour les enquêté.es que les centres sociaux doivent s'attaquer à une telle problématique. S'ils sont reconnus et

outillés pour de nombreuses thématiques, allant de l'enfance à la culture en passant par le vieillissement, ils ne disposent pas de la même expertise vis-à-vis de l'écologie. En effet, elle n'est apparue que relativement récemment dans les projets nationaux et départementaux. Pour autant, la jonction entre ses missions traditionnelles et celle-ci n'est pas impossible.

"En fait, ici, on milite... On va avoir, en fait, des petites actions, en fait, au centre, justement, pour [...] réduire nos déchets ou autre. Sauf qu'en fait, je suis pas sûre qu'on sensibilise notre public. C'est ça. Tu vois, on n'est pas vraiment dans la thématique. Allez, l'écologie, c'est un sujet. On va la développer. Au sein de tous, nos adhérents. Non, on n'est pas là."/[CSRS2]

Bien qu'historiquement la thématique écologique ne soit pas le terrain de prédilection des centres sociaux, il est tout de même intéressant de voir si elle ne pourrait pas le devenir. Déjà car, comme nous avons pu le voir dans la partie précédente, les problématiques écologiques sont liées, de près ou de loin, à de nombreuses problématiques sociales (accès à l'eau, conflit, santé, précarité énergétique, etc.).

"Il y a aussi les guerres et tout ça, mais enfin, c'est quand même... Je sais même pas si ça passe pas devant, parce que c'est un peu lié, de toute façon, l'organisation de notre monde, mais oui, l'écologie, c'est le vivant, c'est nous, donc oui."/[CSRRA1]

Mais aussi car les centres sociaux sont, par définition, des terrains d'éducation populaire, et peuvent ainsi participer à un travail de vulgarisation (et de sensibilisation) à ces problématiques, parfois pointues dans leurs détails scientifiques mais qui ont des conséquences concrètes sur la vie quotidienne des gens. Quant au manque d'outils existant, une fois encore, en tant que structures d'animation socio-culturelle, elles portent en elles cette capacité à imaginer et créer de nouveaux outils pour répondre aux défis actuels, dans lesquels l'écologie s'inscrit pleinement.

"On peut les imaginer et créer [ndlr: les outils], quoi, tu vois, enfin... On dispose, aujourd'hui, ben, c'est pas qu'on dispose, c'est qu'en fait, tout ça, c'est créé, [...] J'enfin tu vois, [...] c'est une initiative qui se lance, tu vois, ça peut se créer oui."/[CSRS2]

Nous mesurons ainsi combien les centres sociaux peuvent être des acteurs sur ces questions. Interroger le rôle des CSC dans la lutte écologiste ne relève d'aucune évidence au départ (ni pour les acteur.rices du terrain, ni pour leurs partenaires), pour autant ils peuvent trouver une grande légitimité sur ce terrain. Seulement, il n'est pas uniquement question d'interroger leur légitimité, mais également de voir si cette thématique écologique peut être un point décisif dans la redéfinition de leur mission politique.

b. Entre tentative de renouvellement et réaffirmation d'une mission originelle : introduction et usages du PA et son articulation à l'objet écologique

Rappelons ici que l'ensemble des analyses portées par l'enquête s'insèrent dans un champ de réflexions plus large qui anime fortement le réseau des centres sociaux en ce moment. En effet, la combinaison de l'évolution des financements, de la professionnalisation de l'animation socioculturelle mais aussi de l'affaiblissement de l'État-providence au profit de l'avènement d'un état toujours plus néolibéral a conduit les centres sociaux à s'éloigner au fil du temps de leur nature et leurs missions originelles. On retrouve dans ces structures des voix critiques qui se font entendre face à un état des lieux qui illustre combien la logique prestataire a gagné du terrain depuis les années 2000. Les plannings d'activités se sont étoffés, l'offre a évolué en proposant toujours plus d'activités culturelles ou sportives payantes : ce virage n'est pas sans conséquence, puisqu'un nombre non négligeable de centres se trouve en difficulté financière sévère. Les centres se retrouvent alors complètement dépendants de l'offre pécuniaire afin d'assurer une entrée stabilisée. De ce fait, ils peuvent se retrouver coincés entre idéal de reconfiguration et pragmatisme gestionnaire : travailler à l'éloignement de la logique prestataire signifie menacer un apport monétaire non négligeable. Ce à quoi s'ajoute la montée la logique contractuelle des financements publics : la multiplication des appels à projet conduit à un cadrage restrictif de l'activité, en incitant à la séparation des missions. Le respect de ces cases correspondent à des attentes

descendantes des institutions publics financeurs, rarement alignées à la mission de reconfiguration sociale existant dans le réseau.

Dans un contexte de tensions autour de la nature même des centres sociaux, le fait de s'arrêter sur la notion de pouvoir d'agir s'est révélé pertinent. Cette notion porte en elle une visée politique, mais concentre aussi les principaux freins à la politisation. Depuis son introduction officielle dans le réseau en 2013, le pouvoir d'agir occupe une place conséquente dans ses structures. Il s'agit d'une forme dérivée de la notion anglo-saxonne voisine de *l'empowerment*, qui tente de s'en émanciper dans une acception plus collective. Elle témoigne d'une volonté de redonner aux gens une capacité d'action sur leur environnement. Bien que ces actions s'inscrivent idéalement dans une dynamique collective, les acteur.rices soulignent souvent l'oscillation entre idéal collectif et *empowerment* individuel qu'elles peuvent subir. L'introduction du PA marque tout de même un temps de rupture qui s'opère dans les années 2010, témoin d'un nouveau souffle dans le champ des réflexions politiques portées par le réseau.

Proposer un terrain permettant le développement du pouvoir d'agir doit passer par une critique de la logique prestataire, et par une revalorisation d'un pan de l'action des centres sociaux qui a eu tendance à s'effacer : celui de la maison de la citoyenneté⁶⁸. Aujourd'hui, le PA n'est pas toujours aussi présent dans les faits que dans les discours. Cette difficulté à se traduire sur le terrain passe par des capacités différencierées d'un centre à l'autre à encourager le débat et le dissensus. Il n'est pas toujours évident pour les structures de mettre en place des espaces (matériels, temporels) ni de proposer des outils pour que les gens puissent échanger et confronter leurs idées, leurs croyances, leurs convictions et leurs aspirations. Pourtant, ce n'est qu'en visant cette interconnexion des individualités que le collectif peut naître, et qu'une dynamique politique peut finalement émerger.

"On les amène aussi à des réflexions en fait, l'idée, c'est qu'on rassemble, on rassemble les gens, au contraire qu'on laisse la place aux débats, aux désaccords et tout ça, et en fait, montrer aux gens que c'est possible de vivre ensemble, d'être dans une mixité de tout ce que tu veux, une mixité, et qu'on peut être en désaccord, mais quand même bien s'entendre, ou au contraire, être complètement en accord et avoir envie de bouger des choses tous ensemble, etc." [CSRRS3]

Il y a aussi celles et ceux qui se montrent peu à l'aise avec la notion du pouvoir d'agir, soit parce qu'elle est jugée trop pompeuse, trop ambitieuse, trop déconnectée des réalités, soit parce qu'elle est taxée d'être illusoire. On observe aussi parfois un certain confort dans la dynamique prestataire qui occupe les centres sociaux : tout y est plus cadre, plus prévisible et surtout plus adapté aux systèmes desquels ils dépendent. La critique portée sur le caractère illusoire du pouvoir d'agir provient souvent d'un regard désabusé sur les capacités des centres sociaux à avoir un impact sur la société. Cette lecture désillusionnée est souvent attachée au passé des centres sociaux, autrefois plus politisés, mais qui n'ont pu réussir pour autant à faire émerger le modèle de société qu'ils défendaient alors. Si "changer le monde"⁶⁹ n'est pas envisageable, alors soutenir un projet de transformation social dans les centres sociaux manque de pertinence.

c. L'écologie, une entrée pertinente pour interroger la repolitisation du réseau

Si l'écologie en particulier apparaît comme un biais pertinent pour analyser les réflexions politiques qui agitent le réseau, ce n'est pas seulement parce qu'elle est au cœur de la commande. Ou plus précisément, elle ne se retrouve pas au cœur de la recherche par hasard. Déjà, il s'agit d'un sujet au carrefour entre le champ économique, social et politique, autant de champs ayant un impact concret sur la vie des gens.

"L'écologie, elle est politique à partir du moment où elle implique l'organisation de la société dans son ensemble. Et que pour moi, le politique, c'est justement l'organisation de la société dans son ensemble [...]elle est forcément politique"

⁶⁸ Le champ d'activité d'un centre social est souvent disséqué en trois maisons: celle des services et des activités, celle des projets et celle de la citoyenneté.

⁶⁹ expression d'un.e salarié.e qui parlait du projet central des centres sociaux ([CSRRS3]).

parce que 'elle est au cœur de tellement de sujets politiques, de l'agriculture, l'alimentation, l'aménagement du territoire, la politique de l'énergie, la politique de la croissance ou de la décroissance...' [CSRS1]

En effet, le système capitaliste néolibéral, notamment du fait des comportements prédateurs qu'il encourage vis-à-vis des ressources matérielles et humaines, a un impact direct sur la qualité de vie des gens mais aussi sur la santé écologique de leur environnement. Les centres sociaux se définissent notamment à travers la lutte contre les injustices sociales, ils ne peuvent pas faire l'économie de s'attarder sur cet objet qui les affecte directement. Cela explique l'apparition de l'écologie dans les projets nationaux et fédéraux de ces dernières années, et le terrain grandissant qu'elle occupe dans les projets sociaux des centres eux-mêmes : réussir à s'emparer de la question écologique sans trahir sa mission sociale d'origine devient alors un défi pour le réseau dans son ensemble.

Au-delà d'une lecture de l'écologie comme contrainte, elle se révèle être un terrain d'expérimentation pour repolitiser et redonner corps aux ambitions de transformation sociale des centres sociaux. Elle devient un terrain fertile à la création de collectifs, d'évènements, de discussions et de débats. Autant de points décisifs pour parler de redynamisation démocratique du réseau.

"Ben, tout, en fait, le bordel climatique comme il y a aujourd'hui, toute la consommation de plastique partout, tous les déchets, le gaspillage. En fait, quand tu évoques ces mots, c'est plutôt négatif dans ma tête [...] Mais par contre, en fait, il y a de l'autre côté, en fait, il y a un mouvement, en fait, qui se forme, qui s'organise, en fait, justement pour combattre ça, quoi." [CSRS2]

Mais si les centres sociaux se retrouvent contraints de s'attarder sur la problématique écologique, ils sont, du fait de leur projet même, obligés d'éclaircir cette nébuleuse qu'est l'objet écologique, et de choisir un plan d'action qui reste cohérent avec leurs missions sociales d'origine. Il leur faut transformer la lutte sociale en une lutte plus large qui prenne en compte les problématiques écologiques. En effet, très rapidement, aborder les enjeux environnementaux impose de reconnaître les inégalités sociales qui les traversent et inversement, il leur faut saisir comment un système socialement injuste (notamment sur la répartition des richesses) conduit à des inégalités environnementales fortes. Travailler sur les inégalités sociales constraint ainsi à regarder du côté de celles environnementales et porter un regard critique sur les dynamiques systémiques responsables de celles-ci. Cela fait naître un nouveau défi pour ces structures qui ne se sentent pas toujours prédisposées à investir ce terrain-là. C'est pourquoi le traitement de l'écologie entraîne de nombreuses questions : est-il de leur responsabilité de s'engager sur la question ? Est-il même possible pour eux d'ignorer complètement ce nouvel enjeu ? Et s'ils ne s'emparent pas de la question écologique, peuvent-ils maintenir la focale sur leur terrain habituel, celui des urgences sociales, malgré le chevauchement grandissant avec celles environnementales ? S'ils s'en emparent, peuvent-ils seulement rester neutres politiquement alors que l'objet est éminemment systémique et politique ? S'ils prennent parti, sous quelle forme le font-ils ? Doivent-ils s'en tenir à de la sensibilisation, ou bien travailler à une écologie à taille humaine, celle des éco-gestes ? Sont-ils tenus d'investir le terrain de l'écologie critique ? Autant de questions qui agitent le réseau des centres sociaux et rendent l'intégration d'une telle problématique aussi complexe que stimulante pour un réseau en reconfiguration.

Face à ses questionnements, nous l'avons vu plus tôt, les choix faits sont variés et plus ou moins assumés et revendiqués à l'échelle du réseau départemental. Mais lorsqu'est affichée une volonté de s'emparer de la question, une nouvelle difficulté se révèle. Il est, en effet, facile de tomber dans un type d'écologie descendant. Cette écologie dominante⁷⁰ s'inscrit dans une logique "top down" en partant d'une partie des équipes ou des CA qui privilégierait une écologie des "écogestes". Celle-ci responsabilise les individus sans regarder du côté du système qui contraint ces derniers à certaines pratiques jugées "non écolo", enlisant ainsi l'écologie dans une posture moralisatrice contre-productive. Bien qu'il existe dans le réseau un certain niveau de vigilance vis-à-vis de cette reproduction des inégalités sociales, on voit combien l'écologie - en tant que champ d'actions plus récent qui sort codes habituels de ces structures - peut facilement échapper à cette vigilance et se faire

⁷⁰ Comby, 2023

happer par une dynamique dominante, descendante et individualiste. Pour autant, si elle est parfois cantonnée à la sphère personnelle, elle peut aussi, sous sa forme critique, être un levier pour lancer de nouvelles dynamiques collectives. Ce sont ces réflexions qu'il est intéressant d'approfondir ici.

B. L'écologie comme catalyseur de politisation ?

- a. À la croisée de trois crises (démocratique, financière et écologique) : un moment potentiellement structurant pour revisiter la mission des CSC

L'écologie comme axe de lecture des dynamiques politiques dans les centres sociaux est rendue pertinente par le contexte global. La crise démocratique (souvent traduite par un désintérêt de la vie politique institutionnelle, voire par une absence complète de confiance envers ses principaux acteurs d'abord), la crise financière (touchant la globalité du secteur associatif et social à laquelle les centres sociaux n'échappent pas ensuite), et enfin, la crise environnementale (et la menace qui plane sur l'équilibre précaire du vivant) sont autant de facteurs conduisant le réseau, autour de sa nature à questionner ses missions, son organisation et son utilité sociale.

Si lors de l'âge d'or de l'État providence, les systèmes de gestions et de financements ont rendu les centres sociaux solides car efficaces, on observe aujourd'hui que la pertinence de leur nature peut être questionnée. En effet, dans un contexte social en tension, s'ils n'ont plus les moyens pour assurer une même capacité d'action, ils se retrouvent invités à interroger leur fonctionnement, voire leur nature (organisation, mission, etc.). Le basculement progressif vers un État libéral ne conduit pas à une rupture nette du système qui les supporte. Cette transition lente les conduit à s'adapter aux changements, à suivre l'évolution des institutions publiques sociales, sans pour autant les contraindre à se réinventer complètement du jour au lendemain. Pour autant, le démantèlement progressif du modèle social et associatif traditionnel⁷¹ amène les centres sociaux à prendre du recul sur le système qui a modelé leur forme actuelle. Dans ce contexte de crise (à la fois du modèle économique national et de la gestion financière de ces structures) il est nécessaire pour les centres sociaux de s'attarder sur leur identité : leur organisation, leurs missions, mais aussi leur posture politique. C'est parce qu'ils se trouvent dans un contexte incertain, où tout peut être interrogé, que l'intégration de nouveaux prismes, dont celui écologique, est envisageable et pertinente.

De même, la crise démocratique, telle qu'elle est perçue par le réseau national qui explique dans son dernier projet de réseau⁷² qu'en "France, la vitalité démocratique du pays est contrariée par un climat politique violent et des pratiques politiques autoritaires, ainsi que par la libération des paroles xénophobes, racistes, islamophobes, relayées et amplifiées par certains médias et groupes politiques", participe à interroger l'apolitisme présumé des centres sociaux. En effet, ces propos entrent en opposition avec les "principes de dignité humaine, de respect et d'ouverture" de ces structures.

À cela s'ajoute un nouveau type d'urgence: l'urgence écologique qui est aussi sociale, puisque les inégalités environnementales et sociales s'alimentent mutuellement. Face à celle-ci, on observe certain.es acteur.rices adopter des postures plus militantes, comme ce.tte bénévole :

"Peut-être que des fois, je regrette un peu de ne pas être plus engagée pour certaines choses avant, mais du coup, enfin, maintenant, pour moi, ça a peut-être un peu plus d'importance maintenant. Il y a l'urgence, il y a... Je pense qu'il y a des urgences par rapport aux idées d'extrême droite, mais aussi par rapport à la planète et tout ça." [CSRA1]

Le facteur écologique participe souvent à cet éloignement de leur posture passée. Parce qu'il porte en lui tous les dysfonctionnements (sociaux, politiques, économiques) contre lesquels bénévoles et professionnels se sont

⁷¹ Qui s'illustre entre autres par des coupes budgétaires successives : Amblard, C. (2025, 29 mai). *Associations en 2025 : l'urgence d'agir face à une crise silencieuse*. Institut ISBL. <https://institut-isbl.fr/associations-en-2025-lurgence-dagir-face-a-une-crise-silencieuse>

⁷² <https://www.centres-sociaux.fr/files/2024/05/Socle-Politique-Projet-Federal-2024-2032.pdf>

investis, il est celui qui fait évoluer leur engagement vers une version plus draconienne. L'écologie critique, qui amène à s'intéresser aux rouages mêmes de la société, à ces systèmes qui conduisent aux crises évoquées précédemment, peut conduire à une évolution des postures individuelles vers des formes plus politiques. Il reste donc aux structures, et au réseau de décider quelle forme prendra leur posture politique : conciliante et coopérative pour tenter de maintenir la paix sociale, ou conflictuelle pour travailler à la reconfiguration des systèmes socio-économique et politique.

b. L'écologie, un objet politique car conflictuel

Lorsque le sujet de l'écologie est abordé, la nécessité de l'aborder dans une dimension collective est abordée rapidement. Afin de travailler à une écologie pertinente et de garantir la cohérence de son articulation avec les missions originelles des centres, elle ne peut pas être restreinte à une échelle individuelle. Sans organisation collective, l'écologie reste cantonnée à une *écologie de surface*, limitée à des gestes individuels insuffisants : elle devient donc inadéquate vis-à-vis de l'urgence de la problématique. Il est cependant difficile de se détacher complètement pour eux de l'écologie des éco-gestes. En effet, cette dernière est souvent une porte d'entrée sur la thématique générale pour les acteur.rices, un moyen d'intégrer ce nouveau champ de réflexion dans sa vie quotidienne. C'est généralement uniquement dans un second temps que le caractère systémique devient lisible, quand la prise de conscience amène alors à se renseigner plus précisément sur les causes du réchauffement climatique et de la perte de la diversité. C'est ici qu'interviennent les CSC ou leur fédération : une fois la population sensibilisée, même de loin, à ce sujet, ils peuvent proposer des formations pour aller plus loin⁷³.

"Elle a tout son sens, en fait. Parce que justement, tu vois, s'il n'y avait pas toutes ces actions, il n'y aurait pas d'actions. Il n'y aurait pas d'initiative qui se lance, il n'y aurait rien des citoyens qui se créerait. Il viendrait tout du haut, quoi, tu vois. Une espèce de verticalité, quoi, tu vois. Et du coup, en fait, c'est quoi ? C'est le gouvernement, c'est les grands lobbies, c'est les grandes entreprises." [CSRS2]

Dans son aspect critique, l'écologie se montre alignée aux volontés de repolitisation des centres puisqu'elle s'apparente à une lutte politique interrogeant les conditions mêmes d'existence liées au système politico-économique capitaliste. Le rôle des centres sociaux n'est donc pas seulement de rester dans la sphère de la sensibilisation mais de regarder du côté de l'organisation collective et de l'animation des dissensus sur cette thématique-là. Les centres sociaux peuvent ainsi jouer un rôle d'acteur politique actif sur le plan de l'écologie, en offrant des espaces pour les réflexions de cette nature, mais aussi en proposant des modèles alternatifs d'organisation, de décision et d'idéal de vie. Cette mission se retrouve dans le travail d'information et d'accompagnement des habitant.es dans leurs projets collectifs mais aussi dans leurs difficultés personnelles. Les CSC ainsi cette capacité à participer à l'organisation sociale nécessaire pour répondre aux enjeux écologiques actuels. C'est parce qu'ils peuvent travailler à une organisation collective, qu'ils permettent une politisation de l'écologie, passant par le dépassement de l'écologie individuelle. Ils sont des structures capables de faire ce pont entre l'individu et le collectif, en restant sensibles à la dimension sociale des problématiques écologiques.

"Cette thématique-là des petits gestes qui étaient très importants. Et je pense que c'est une porte d'entrée qui est très bien pour beaucoup de citoyens. Ça permet d'avoir... de comprendre, d'apprendre, tout ça. Je pense que petit à petit, il y a un peu plus cette notion-là de devoir faire collectivement des actes qui soient plus... qui dépassent les petits gestes pour essayer de conscientiser un peu plus ces rapports de force qui sont faits... [...] Jet passer à un niveau supérieur en se disant ben voilà, c'est un champ politique qu'il faut qu'on investisse." [CSRRA2]

Les centres sociaux semblent donc capables d'introduire une écologie critique, qui est par définition un objet dynamique et collectif et donc aussi un terrain de conflit politique. Et c'est en cela qu'elle est un facteur en puissance de redynamisation démocratique des structures elles-mêmes. En effet, dans les centres sociaux où les

⁷³ C'est le cas de la "formation climat" organisée par la FD17 et à destination d'acteur.rices du réseau intéressé.es pour se former sur ces questions.

fondements d'éducation populaire (à l'image de l'introduction du pouvoir d'agir) favorisent ces dynamiques collectives, l'écologie, comme nouveau champ d'intérêt, constitue un nouvel axe d'expression politique dans un réseau qui a pu s'éloigner de ce terrain-là.

c. Redéfinition du rôle des CSC : La mission écologique comme voie de relégitimation politique des centres sociaux

En tant que structures locales en contact avec des publics diversifiés, les centres sociaux disposent d'une capacité particulière à traiter la question écologique dans sa dimension critique, leurs missions se situant à l'intersection des enjeux politiques et sociaux. En adoptant une approche d'écologie critique, les centres sociaux réaffirment leur rôle d'éducation populaire, d'émancipation et d'expérimentation politique locale. Bien que la réalité aujourd'hui montre la tendance des centres sociaux à se rapprocher de plus en plus de structures de services, il convient de souligner qu'une partie du réseau résiste à cette dynamique.

"la réalité du terrain et le temps qu'on peut consacrer à ces missions-là en réalité. Parce qu'on est de plus en plus un service, en fait. Un service à la population, plus ou moins bien fait, plus ou moins militant. [...] On essaie de garder quand même quelques valeurs fondamentales qui se perdent d'ailleurs un peu partout. Genre la vérité. La confiance dans les scientifiques, l'accueil de tous. Il y a quand même des valeurs. Mais après, pour moi, on n'est même pas dans l'ordre de militantisme, on est dans l'ordre de l'humanisme. C'est-à-dire que c'est la base, en fait, c'est la base." [CSUS1]

Bien qu'ils puissent parfois douter de leur légitimité sur le terrain de l'écologie – doute lié à la difficulté d'influer sur la société dans son ensemble –, il convient de souligner que les centres sociaux ne se limitent pas à un rôle de prévention en amont de la crise écologique. Ils accompagnent également les populations dans leur adaptation. Dans un contexte où les effets du dérèglement écologique sont déjà visibles et se traduisent par des impacts inégalement répartis, ces structures peuvent ainsi redéfinir leur rôle : contribuer à réduire les inégalités sociales issues des inégalités environnementales⁷⁴.

"Je me dis, de toute façon, maintenant, quoi qu'on fasse, il y a 30 ans de choses qui vont se passer quoiqu'on fasse, enfin, même si on changeait tout maintenant, pendant 30 ans, il va encore se passer tout un tas de choses, parce que c'est la suite logique de ce qui s'est passé ces dernières décennies. Du coup, je suis plus, moi, maintenant dans cette question de comment on s'adapte pour permettre aux plus précaires de garder du lien et de ne pas se sentir seule là-dedans. Et quand je dis plus précaire, je me mets dans le lot [...]. Et je me dis quelle solidarité on est capable de créer ensemble." [CSRRA2]

L'enquête met en évidence un dernier point sur lequel les centres sociaux peuvent recentrer leur missions: s'il est souvent remarqué qu'ils n'ont peu de prise sur les rouages du système global, ils peuvent néanmoins - à travers les projets sociaux et politique qu'ils portent - constituer des terrains d'expérimentation de modes de vies alternatifs. Ces modes de vie ne reposant pas sur une grille de lecture productiviste et performative, mais sur d'autres prismes tels que le bien-être, la qualité des relations sociales ou encore la vitalité démocratique des organisations environnantes. Ils ouvrent ainsi la possibilité d'existence de postures critiques des injonctions capitalistes et productivistes, conduisant, *de facto*, à des modes de vie moins polluantes. Travailler sur l'écologie critique revient à travailler sur deux échelles : d'une part, offrir un espace permettant d'échapper au cadre normé par le capitalisme ; d'autre part, proposer de nouveaux objectifs de vie socialement attractifs pour les individus mais moins polluants.

"Donc, bon. Les gestes individuels, oui. Moi, j'en fais un peu. On en fait un peu au centre. Je me dis, voilà. Moi, je le vis plutôt en expérimentation [...] Expérimentons une autre manière de vivre. Et ça, du coup, je trouve ça plus intéressant. Moi, par exemple, j'expérimente à titre personnel qu'on peut vivre et être heureuse, je suis heureuse, sans prendre l'avion, sans me déplacer beaucoup. Et puis, je profite un peu de ce que j'ai et ça ne me frustre pas. "[CSRRS1]

⁷⁴ C'est une dynamique déjà lancée par la FD17 qui, dans le cadre de la formation climat, a proposé un atelier sur l'adaptation et le rôle à jouer pour ces structures sociales locales que sont les CSC.

"faire lien entre tout en expliquant que finalement...la thématique écologique, tu peux très bien la vivre et elle peut t'aider aussi à mieux vivre et à mieux t'en sortir; et bien je pense que c'est gagné. Par exemple, si l'élu, il arrive à comprendre que s'il aide, s'il crée des zones, les jardins partagés, les jardins familiaux qui ont été créés [...] de se rendre compte que si tu mets à disposition des terrains et que ça va permettre à des gens de mieux vivre et créer du lien, en tant qu'élu, tu vas comprendre l'intérêt." [CSRRA2]

Finalement, si l'écologie critique n'est pas, de prime abord, un terrain de prédilection pour les centres sociaux, elle apparaît - au terme de l'enquête - comme une voie de relégitimation. D'une part, dans le prolongement de l'intégration de la question écologique au projet national⁷⁵, il y a une volonté dans le réseau d'inscrire cette thématique au cœur de leurs projets, ce qui leur permet de redéfinir leur positionnement politique. En offrant un espace d'élaboration d'une vision critique de l'écologie, distincte du modèle dominant, les centres sociaux trouvent l'opportunité de repolitiser leur structure en redonnant corps à leurs combats sociaux historiques et en les articulant aux problématiques contemporaines. D'autre part, la relégitimation des centres sociaux peut également passer par leur rôle d'interpellation politique sur la question : même si ce n'est pas encore le cas, on peut envisager que ces structures deviennent des interlocuteurs locaux sur les enjeux écologiques auprès des élu.es. On voit donc que coexistent plusieurs voies de légitimation : celle que leur accordent les habitant.es et celle que leur reconnaissent leurs partenaires.

⁷⁵ Traduit par cette volonté de faire des centres des acteurs de la transition écologique et citoyenne.

Conclusion

Le travail de recherche mené au sein de la Fédération des centres sociaux de Charente-Maritime éclaire la complexité des questionnements soulevés par les enjeux contemporains. Si les centres sociaux sont attachés historiquement à ces valeurs de solidarité, de démocratie et de dignité humaine, ces acteurs du lien social se trouvent aujourd’hui enjoins d’intégrer un nouvel impératif : celui de la transition écologique. Or, si les fédérations nationale et départementale ont reconnu l’articulation entre justice sociale et urgence climatique et l’ont intégrée à leurs projets fédéraux, son appropriation sur le terrain reste contrastée. C’est le cas en Charente-Maritime où certains centres inscrivent l’écologie comme axe transversal de leur projet social, quand d’autres la réduisent à une dimension secondaire.

Cette hétérogénéité reflète les tensions constitutives de l’action des centres sociaux : entre contraintes financières et ambitions politiques, entre neutralité affichée et revendication militante, ou encore entre cohésion sociale et transformation sociale. L’écologie, en étant au croisement des champs politique, économique et social, est une clé d’analyse des plus pertinentes de ces tensions.

À travers la multitude de questionnements portés par les acteur.rices de ces structures, ce travail montre combien les centres sociaux demeurent des laboratoires démocratiques essentiels. Leur capacité à conjuguer action sociale et transition écologique dépendra de leur aptitude à assumer un positionnement politique clair, tout en préservant leur rôle d’espaces d’accueil inconditionnel. Le défi est donc double : continuer à soutenir les habitant.es dans leurs parcours de vie et, simultanément, contribuer à la fabrique de solutions citoyennes face au changement climatique et aux défis sociaux et démocratiques de notre temps.

En définitive, cette enquête - comme toute recherche inscrite dans un terrain donné sur un temps restreint - gagnerait à être approfondie par des enquêtes comparatives dans d’autres départements, afin de mieux saisir l’articulation de l’écologie avec les questionnements démocratiques qui agitent le réseau à l’échelle nationale. Elle souligne néanmoins la nécessité d’une réflexion collective, nourrie par la recherche, pour renforcer la légitimité des centres sociaux comme acteurs de justice sociale et écologique. Le contexte écologique et démocratique appelle à poursuivre la réflexion sur le rôle des centres sociaux dans le futur proche : sauront-ils concilier leur nature d’acteurs de la cohésion sociale et leur rôle d’acteurs politiques de la transition écologique et citoyenne?

Opérationnalité de la recherche pour le commanditaire

I. Rappels de la commande

La Fédération des centres sociaux et socioculturels de Charente-Maritime, en partenariat avec la Chaire Participations, Médiation et Transition citoyenne de l'Université de La Rochelle, a monté ce projet de recherche afin d'éclairer la manière dont les centres sociaux s'emparent aujourd'hui des enjeux d'écocitoyenneté et ce que ces pratiques révèlent de leur rapport à l'environnement et au politique dans le réseau. Cette commande d'intervention sociologique s'inscrit dans le cadre de la "boussole fédérale 2024-2030", le projet de réseau qui affirme trois ambitions majeures : contribuer à la fabrique de solutions citoyennes face au changement climatique, promouvoir une démocratie ouverte et inclusive, et ancrer l'éducation populaire et le pouvoir d'agir au cœur des actions locales.

Les attendus de cette enquête étaient de produire des connaissances directement utiles à la fédération et à ses adhérent.es. Elle visait à interroger les habitant.es, bénévoles et salarié.es impliqué.es afin de comprendre ce qui se joue dans le réseau. Ce document a pour ambition de restituer les principaux résultats de l'enquête et de proposer des pistes concrètes pour accompagner le réseau fédéral dans la mise en œuvre de ses ambitions.

II. Résultats principaux de l'enquête

- Une appropriation variable de l'environnement

L'environnement est un sujet qui n'occupe pas la même place d'un centre à l'autre. Une partie d'entre eux en fait un axe principal en l'inscrivant dans leur projet social. Pour la majorité, l'environnement reste confinée à des actions ponctuelles. Ces différences s'expliquent à la fois par un manque de sensibilisation des acteur.rices et des habitant.es, mais aussi parfois par un manque de moyens ou de volonté de s'emparer de ce nouveau champ d'action.

- Des représentations plurielles de la citoyenneté

L'enquête a cherché à mettre en évidence l'existence de formes variées d'engagement individuel qui coexistent dans le réseau. Cette pluralité des acceptations montre que cette notion n'est pas toujours pensée dans une perspective politique. Certain.es rattachent aisément leur engagement à une forme d'engagement citoyen ; pour autant, iels ne souhaitent pas s'inscrire dans une dynamique de revendication marquée. Plus la question du politique est articulée à cette notion d'engagement, plus elle fait débat. Si certain.es soulignent l'importance de s'emparer de ces questions politiques pour que l'engagement dans ces structures réponde réellement aux missions sociales et démocratiques des CSC, d'autres préfèrent investir leur citoyenneté de manière moins conflictuelle.

- Une tension entre inclusion et politisation

Cette tension dans les représentations individuelles de la citoyenneté transparaît sur le plan structurel. En effet, on voit des structures qui oscillent entre un idéal d'inclusion et de paix sociale et un idéal de revendication et de transformation sociale. Dans leur volonté de rester des lieux d'accueil inconditionnel, les centres sociaux s'enlisent parfois dans un idéal de neutralité politique qui ne fait pas consensus. En effet, pour certain.es, il devient indispensable de revendiquer le rôle de dissident politique des centres sociaux afin qu'ils gardent leur pertinence dans le contexte actuel.

- Un potentiel de transformation sociale

Un contexte général en tension (crises multiples : sociale, politique et économique), auquel s'ajoute l'urgence écologique, conduit les CSC à réinterroger leur nature et leurs missions. L'environnement - par sa forme

critique (des systèmes produisant les inégalités environnementales et les conséquences climatiques et sur la biodiversité) et les débats qu'elle génère - représente un véritable terreau pour la revitalisation démocratique du réseau. Cependant, ces lieux qui peuvent être des terrains d'expérimentation politique sont dépendants de l'implication des habitant.es ; de même ils dépendent complètement du soutien financier des institutions publiques - lesquelles ne portent pas la même ambition de transformation politique et sociale.

III. Pistes opérationnelles pour la FD17

- Point formation et accompagnement

Dans un premier temps, il semble utile que le réseau fasse un état des lieux des initiatives déjà existantes afin de valoriser le rôle des centres sociaux sur la thématique écologique. Cela permettra non seulement de reconnaître la légitimité des centres sociaux à agir sur ces questions, mais également de favoriser une mutualisation des expériences et outils, autant de conditions nécessaires pour avancer collectivement sur ce champ. Dans cette perspective, reste à imaginer les outils à mobiliser et le rôle que pourrait jouer la FD17. Celle-ci, de par son échelle, permettrait d'impulser une dynamique collective commune à l'ensemble du réseau départemental.

- Point valorisation de l'existant

Si les centres sociaux veulent s'emparer de la question écologique sans trahir leurs missions sociales, ils doivent veiller à l'inclusivité sociale des actions écologiques menées. Un des facteurs de la réticence des gens vis-à-vis de l'écologie tient aux injonctions adressées aux individus, qui font fi des inégalités dans l'appropriation de la question. Il est donc nécessaire pour les CSC de penser l'écologie en gardant un point de vigilance quant à sa capacité à reproduire des dynamiques socialement violentes.

- Articuler écocitoyenneté et démocratie

Le lien entre inégalités sociales et environnementales invite à porter un regard critique sur les systèmes producteurs de ces inégalités. Il est donc nécessaire d'assumer la dimension politique de l'écologie pour faire d'elle un levier de revitalisation démocratique : la concevoir comme un terreau fertile aux expérimentations démocratiques et sociales (collectifs, plaidoyers, jardins partagés, *repair cafés*, *gratiferia*, etc.).

- Veiller à l'accessibilité des actions écologiques

Afin de répondre à ces défis citoyens et écologiques, il paraît important de poursuivre l'effort entrepris par la FD17 et certains centres. Il s'agit de se positionner comme de véritables acteurs de sensibilisation sur la thématique écologique, en proposant des formations aux salarié.es et bénévoles afin qu'ils puissent accompagner la transition écologique des habitant.es et des structures.

- Soutenir les coopérations territoriales

Enfin, il apparaît essentiel de maintenir et de développer le travail partenarial afin de donner plus d'ampleur aux différents projets liés à cette thématique écologique. Cela implique de renforcer les partenariats avec d'autres associations et avec les institutions publiques locales, chaque fois que cela est possible.

IV. Conclusion

L'écologie, loin d'être un champ annexe, offre aux centres sociaux une opportunité de repolitiser leurs missions tout en renforçant leur rôle de solidarité. Les pistes proposées visent à conjuguer justice sociale et transition écologique, une clé indispensable dans l'action du réseau. Ainsi, la FD17 peut devenir un levier pour impulser une dynamique collective articulant transition écologique et innovation citoyenne à l'échelle départementale.

Bibliographie

Ouvrages

- BECK, Ulrich. *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité* (Trad. de l'allemand par L. Bernardi). (2001). Paris : Aubier.
- BLONDIAUX, Loïc. *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*. Paris : Seuil, 2008. Collection “La République des idées”.
- BOURDIEU, Pierre. *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédée de trois études d'ethnologie kabyle*. (1972). Genève : Droz.
- COMBY, Jean-Baptiste. *Écolos, mais pas trop... : Les classes sociales face à l'enjeu environnemental*. Paris : Raisons d'agir, 2024.
- DEMOLI, Yannick, & LLORED, Romain. *Sociologie de l'environnement*. Paris : Armand Colin, 2024. Collection “U”.
- ELIASOPH, Nina. *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*. Paris : Economica, 2010.
- Freire, P. (2021). *Pédagogie des opprimés* (Nouv. éd., trad. française). Paris : La Découverte. (Ouvrage original publié en 1968).
- GIDDENS, Anthony. *La constitution de la société*. Cambridge : Polity Press, 1987.
- JONAS, Hans. *Le principe responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*. Paris : Flammarion, 1990.
- LATOUR, Bruno. (1999). *Politiques de la nature : Comment faire entrer les sciences en démocratie*. Paris : La Découverte.
- LE BOSSÉ, Yann. *Le pouvoir d'agir : une introduction*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2012.
- NEZ, Hélène, NEVEU, Catherine, & GARNIER, Jean (dir.). *Le pouvoir d'agir dans les centres sociaux : Reconfiguration militante et professionnelle*. Villeneuve-d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, 2023.

Chapitres d'ouvrages

- COMBY, Jean-Baptiste. Retour sur la dépolitisations des enjeux écologiques. In : FONDATION COPERNIC (dir.). *Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants*. Paris : La Découverte, 2019, p. 470-480.
- DURAND, Robert. Introduction. In : *Histoire des centres sociaux. Du voisinage à la citoyenneté*. Paris : La Découverte, 2006, p. 7-11.

Articles

- COMBY, Jean-Baptiste. Dégoût de l'excessif et production de l'écologie dominante. *Politix*. 2023, vol. 144(4), p. 37-66.
- COMBY, Jean-Baptiste, & MALIER, Hélène. Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses. *Sociétés contemporaines*. 2021, vol. 124(4), p. 37-66.

- EPSTEIN, Renaud. La gouvernance à distance : quand l'État se retire des politiques publiques. *Revue française de science politique*. 2005, vol. 55(2), p. 267-299.
- GROSSETÈTE, Marie. Quand la distinction se met au vert : Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales. *Revue française de socio-économie*. 2019, n° 22, p. 85-105.
- JAOUL-GRAMMARE, Mélanie, & STENGER, Anne. Quel rôle joue l'éducation dans les préoccupations environnementales ? *Céreq Bref*. 2022, n° 417.
- LOUIS, Julie. Où se situent les centres sociaux ? Une histoire entre action sociale et éducation populaire. *Participations*. 2023, vol. 35(1), p. 51-73.
- NEZ, Hélène. Entre refus, évitement et expression du politique dans les centres sociaux en France. Une enquête ethnographique dans une petite ville en milieu rural. *Participations*. 2023, vol. 35(1), p. 101-132.
- NEZ, Hélène, NEVEU, Catherine, & GARNIER, Jean. Saisir le politique des centres sociaux. Formes de participation et de pouvoir d'agir dans des espaces délaissés par les sciences sociales. *Participations*. 2023, vol. 35(1), p. 19-49.

Articles (recueils ou critiques)

- ROBET, Diane. Note critique de : BLONDIAUX, Loïc. Le nouvel esprit de la démocratie. *Actualité de la démocratie participative*. *Participations*. 2008.
- ELOY, Jean. Les résidences sociales et la pacification des quartiers populaires. *Revue des politiques sociales et familiales*. 2012, n° 61, p. 61-75.

Articles en ligne

- Amblard, C. (2025, 29 mai). *Associations en 2025 : l'urgence d'agir face à une crise silencieuse*. Institut ISBL. <https://institut-isbl.fr/associations-en-2025-lurgence-dagir-face-a-une-crise-silencieuse>
- Russell, N. J. (2006, 4 janvier). *An introduction to the Overton Window of political possibilities*. Mackinac Center for Public Policy. <https://www.mackinac.org/7504>

Documents institutionnels

- CAF Caisse d'allocations familiales de CHARENTE-MARITIME; *Dossier de demande d'agrément : Projet pluriannuel d'intervention sociale*. (2025).
- FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX DE FRANCE (FCSF). Charte fédérale des centres sociaux. 2000.
- FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX DE FRANCE (FCSF). *Projet de réseau 2024-2032 : Socle politique*. Paris : FCSF. (2023).
- FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX DE FRANCE (FCSF). *Motion portée par la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France : Les centres sociaux, un rempart contre les idées d'extrême droite*. Assemblée générale, Lingolsheim (67). (2025, 23-24 mai).
- FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX DE CHARENTE-MARITIME(FCS17). *Projet FD 2024–2032 : Socle politique [PDF]*. (2024).

Annexes

1. guide d'entretien

THÈMES	ce que je cherche à savoir	QUESTIONS
parcours d'engagement	<ul style="list-style-type: none"> ● suivi d'un parcours d'engagement(quelle forme prend leur engagement) ● comprendre pourquoi/ comment iels se sont retrouvé.es dans un centre social ● rapport à l'engagement/ militantisme ● articulation avec le CSC, la place qu'il laisse ou pas à ces notions-là 	<p>Comment vous êtes-vous retrouvé.e dans un centre social ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Qu'est-ce qui vous a amené à vous investir bénévolement/ travailler dans un centre social ? (parcours d'engagement / parcours pro) - Pourquoi un centre social (travail ou bénévolat) ?
		<p>Comment définiriez-vous votre engagement dans la structure ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Est-ce que parler d'engagement citoyen a du sens pour qualifier votre présence dans le centre ? - Qu'entendez-vous par engagement citoyen ? - Quelle distinction feriez-vous entre engagement et militantisme? Lequel préférez-vous ? - De manière générale, faut-il considérer que le travail (salarié ou bénévole) dans le CSC comme est un travail militant / engagé? Oui ou non et pourquoi ?
		<p>Selon vous, quelle place occupe le militantisme/engagement citoyen dans votre CSC actuellement ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Est-ce la bonne place d'après-vous? - Quelle place devrait-il avoir selon vous ?

		<ul style="list-style-type: none"> - Comment se retrouve-il traduit sur le terrain (exemple de discours, d'actions)?
perception de la crise écologique (biodiversité, climat, etc.) et distinction des différentes postures écologistes	<ul style="list-style-type: none"> ● signification de cette crise pour les gens ● place prise par cette crise dans la vie des gens ● perception ou non des inégalités environnementales 	<p>Quand vous entendez “écologie”, quels sont les premiers mots/ premières images qui vous viennent en tête ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comment vous sentez-vous face à ce mot ? - Quelles critiques existent-ils autour de cette notion (positives ou négatives) selon vous ou dans les discours que vous entendez?
		<p>Est-ce que quand on entend parler de crise écologique/ environnementale, ça vous parle et pourquoi ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concrètement, comment ressentez-vous ses effets dans votre vie ? - Avez-vous l'impression que la façon de l'apercevoir ait beaucoup évolué sur ces dernières années
		<p><i>D'après vos observations au centre social ou dans votre entourage,</i> pensez-vous que les conséquences de ces problématiques environnementales affectent tout le monde de la même façon ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - géographiquement? - socialement?
		<p>Pour vous, est-ce l'action écologique individuelle a du sens ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Peut-on agir seul.e sur cette crise ? (<i>articuler l'échelle individuelle? / collective</i>)
	<ul style="list-style-type: none"> ● rôle des CSC dans la lutte écologique ● actions plutôt confinées à la sphère individuelle ou sont-elles pensées collectives ? 	<p>Comment les centres sociaux peuvent agir face à cette crise/problématique selon-vous ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelles sont les possibilités d'action sur cette thématique ? - Racontez-vous ce qu'il se passe dans votre

	<ul style="list-style-type: none"> • y a-t-il la présence d'une critique systémique (système capitaliste, néolibéral)? 	<p>centre sur cette problématique environnementale?</p>
		<p>Selon vous, est-ce que les CSC devraient être acteurs sur ces questions-là?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sont-ils obligés d'agir sur cette problématique-là ? - Dispose-t-il d'outils intéressants que d'autres asso n'auraient pas ? <i>Comme des associations spécifiquement environnementales? (articulation environnement/social)</i> - Quels publics pensez-vous qu'il est plus intéressant de cibler dans les actions mises en place ? - Quelles sont les difficultés d'après vous pour mettre en place des actions écologiques dans les CSC ? (les freins, les effets négatifs, etc.)
place et conception du “pouvoir d’agir”	<ul style="list-style-type: none"> • évaluer la capacité à en donner une définition personnelle • comprendre l'appropriation qu'est faite de ces notion • voir si cette notion est mobilisée, si elle fait sens pour les gens • voir quelles limites sont pensées pour cette notion 	<p>Le “pouvoir d’agir” semble être une notion très présente dans les CSC, est-ce que vous pouvez me dire ce qu'est pour vous le “pouvoir d’agir” ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pouvez-vous me donner une définition avec vos mots ? - Si non, reprendre la définition cf* et leur demander leur avis (reformuler, compléter etc.).
		<p>Est-ce que c'est une notion que vous mobilisez, avec laquelle vous êtes à l'aise ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si non, pourquoi ? - Si oui, dans quel contexte le faites-vous ?
		<p>Racontez-moi comment il se vit, s'observe dans votre centre ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existe-t-il dans les discours ? - Existe-t-il dans les actions ?

		<p>Quelle critique feriez-vous vis-à-vis de cette notion ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les limites ? - Les dangers ?
articulation pouvoir d'agir et écologie	<ul style="list-style-type: none"> ● observe-t-on une politisation de l'écologie? ● ou plutôt un rejet de l'aspect politique de cette notion? 	<p>Comment articuleriez-vous écologie et pouvoir d'agir (<i>point d'entrée sur le politique dans les CSC</i>) ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ces deux notions peuvent-elles être reliées d'après-vous ?
CSP	<ul style="list-style-type: none"> ● comprendre d'où iels me parlent pour une éventuelle typologie par ● parcours pro, études, situation familiale, lieu de vie, revenus ● pouvoir articuler ces données avec le rapport à l'écologie 	<p>Quelle est votre situation professionnelle?</p> <p>Quel âge avez-vous ?</p> <p>Quelle(s) formation / études avez-vous suivie(s)?</p> <p>Quelle est votre situation familiale (famille, couple, divorcé, etc.)?</p> <p>Où habitez-vous?</p> <ul style="list-style-type: none"> - zone rurale, urbaine, périurbaine ? - type de logement ? <p>Dans quelle fourchette de revenus (en brut) vous trouvez-vous?</p> <ul style="list-style-type: none"> - <800 - >800-1800

		<ul style="list-style-type: none">- >1800-2500- >2500-3200***- >3200-4000- >4000
--	--	---

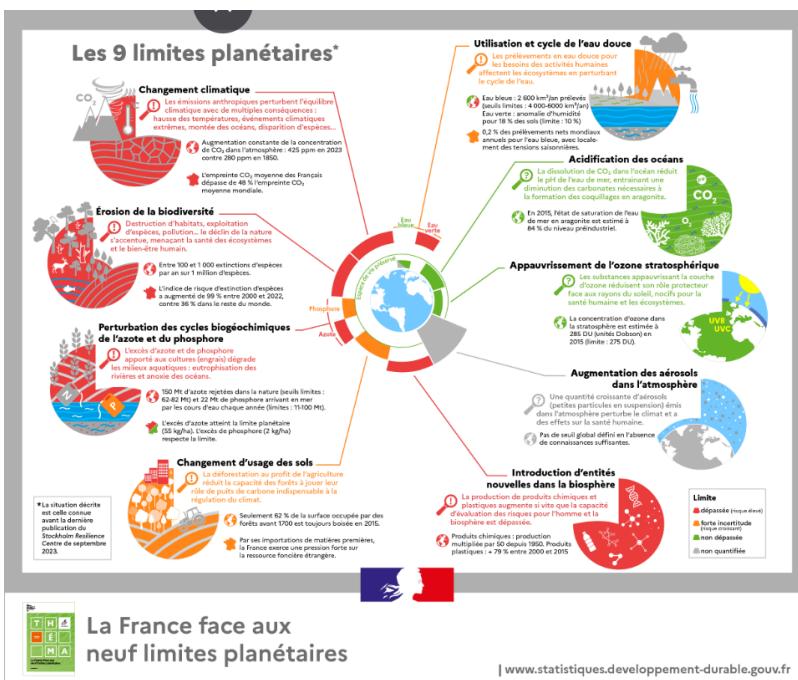
* le pouvoir d'agir = "Le pouvoir d'agir désigne, au sens large, la capacité pour les personnes de maîtriser ce qui est important pour elles, leurs proches, la collectivité à laquelle elles s'identifient." Yann Le Bossé

Dans la vie citoyenne et démocratique, le pouvoir d'agir désigne la capacité des citoyens à être acteurs des transformations de la société = capacité à s'organiser pour mettre en place des actions en réponse aux problèmes et priorités qu'ils identifient + capacité à peser sur les décisions qui les concernent

**le politique =sa forme la plus globale, la plus noble: est politique tout ce qui relève du domaine public, de l'organisation collective.

*** salaire moyen france secteurs privé et public confondu

2. limites planétaires



3. Index démocratique

